interrogations

rivista internazionale di ricerche anarchiche
revue internationale de recherche anarchiste
revista internacional de investigación anarquista
international review of anarchist research

Ju.
Giu. 1976

7

INTERROGATIONS

revue internationale de recherche anarchiste
trimestrielle

le numéro	)	10 francs français
el número	)	1 000 lire
single copy	)	1 pound UK
una copia	)	3 dollars U.S.

Abonnement 1 an	)		fois le prix
Suscripción 1 año	)	4	veces el precio
Subscription 1 year	)		times the price
Abbonamento annuale	)		volte il prezzo

Par avion	)	+ 50 %
By airmail	)	

Administration et versements	)	Georges Yvernel,
Administración y pagos	)	32, passage du Désir,
Amministrazione e pagamenti	)	75010 Paris
Management and payments	)	Compte chèque postal
	)	Paris 72 4369

Rédaction	)	Louis Mercier Vega
Redacción	)	3, rue de Valenciennes
Editing	)	75010 Paris
Redazione		

POUR LA FRANCE

Distribution :

PARALLELES
47, rue Saint-Honoré
75001 Paris

Téléphone : 231-68-70 et 233-68-70

PER L'ITALIA

Amministrazione :

Edizioni INTERROGATIONS
Casella Postale 378
10100 Torino Centro

Conto corrente 2/18534
Intestato a Roberto Ambrosoli

N.° 1, 2, 3 & 5 épuisés, exhausted, agotados, esauriti

INTERROGATIONS

Juin - June
Giugno - Junio
1976

N° 7

Toute reproduction de l'un ou l'autre des textes publiés dans le présent numéro est soumise à autorisation écrite préalable de la rédaction.

Collaborateurs, administrateurs et rédacteurs sont bénévoles
Colaboraciones, administración y rédacción son voluntarios
Contributions, managing and editing are voluntary
Collaborazione, amministrazione e redazione sono volontarie

La question du pouvoir dans les sociétés primitives

Pierre Clastres (*)

Au cours des deux dernières décennies, l'ethnologie a connu un développement brillant grâce à quoi les sociétés primitives ont échappé sinon à leur destin (la disparition) du moins à l'exil auquel les condamnait, dans la pensée et l'imagination de l'Occident, une tradition d'*exotisme* très ancienne. A la conviction candide que la civilisation européenne était absolument supérieure à tout autre système de société s'est peu à peu substituée la reconnaissance d'un relativisme culturel qui, renonçant à l'affirmation impérialiste d'une *hiérarchie* des valeurs, admet désormais, s'abstenant de les juger, la coexistence des *différences* socio-culturelles. En d'autres termes, on ne projette plus sur les sociétés primitives le regard curieux ou amusé de l'amateur plus ou moins éclairé, plus ou moins humaniste, on les prend en quelque sorte *au sérieux*. La question est de savoir jusqu'où va cette prise au sérieux.

Qu'entend-on précisément par société primitive ? La réponse nous est fournie par l'anthropologie la plus classique lorsqu'elle veut déterminer l'être spécifique de ces sociétés, lorsqu'elle veut indiquer ce qui fait d'elles des formations sociales irréductibles : les sociétés primitives sont les sociétés sans Etat, elles sont les sociétés dont le corps ne possède pas d'organe séparé du pouvoir politique. C'est selon la présence ou l'absence de l'Etat que l'on opère un premier classement des sociétés, au terme duquel elles se répartissent en deux groupes : les sociétés sans Etat et les sociétés à Etat, les sociétés primitives et les autres. Ce qui ne signifie pas, bien entendu, que toutes les sociétés à Etat soient identiques entre elles : on ne saurait réduire à un seul type les diverses figures historiques de l'Etat et rien ne permet de confondre entre eux l'Etat despotique archaïque, ou

(*) *Ethnologue. Professeur à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes. A publié « Chronique des Indiens Guayaki » 1972, « Le Grand Parler — Mythes et textes sacrés des Indiens Guarani » 1974, « La Société contre l'Etat » 1974.*

l'Etat libéral bourgeois, ou l'Etat totalitaire fasciste ou communiste. Prenant donc garde d'éviter cette confusion qui empêcherait en particulier de comprendre la nouveauté et la spécificité radicales de l'Etat totalitaire, on retiendra qu'une propriété commune fait s'opposer en bloc les sociétés à Etat aux sociétés primitives. Les premières présentent toutes cette dimension de *division* inconnue chez les autres, toutes les sociétés à Etat sont divisées, en leur être, en dominants et dominés, tandis que les sociétés sans Etat ignorent cette division : déterminer les sociétés primitives comme sociétés sans Etat, c'est énoncer qu'elles sont, en leur être, homogènes parce qu'elles sont indivisées. Et l'on retrouve ici la définition ethnologique de ces sociétés : elles n'ont pas d'organe séparé du pouvoir, *le pouvoir n'est pas séparé de la société.*

Prendre au sérieux les sociétés primitives revient ainsi à réfléchir sur cette proposition qui, en effet, les définit parfaitement : on ne peut y isoler une sphère politique distincte de la sphère du social. On sait que, dès son aurore grecque, la pensée poliitque de l'Occident a su déceler dans le politique l'essence du social humain (l'homme est un animal politique), tout en saisissant l'essence du politique dans la division sociale entre dominants et dominés, entre ceux qui savent et donc commandent et ceux qui ne savent pas et donc obéissent. Le social c'est le politique, le politique c'est l'exercice du pouvoir (légitime ou non, peu importe ici) par un ou quelques-uns sur le reste de la société (pour son bien ou son mal, peu importe ici) : pour Héraclite, comme pour Platon et Aristote, il n'est de société que sous l'égide des rois, la société n'est pas pensable sans sa division entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent et là où fait défaut l'exercice du pouvoir, on se trouve dans l'infra-social, dans la non-société.

C'est à peu près en ces termes que les premiers Européens jugèrent les Indiens d'Amérique du Sud, à l'aube du XVI[e] siècle. Constatant que les « chefs » ne possédaient aucun pouvoir sur les tribus, que personne n'y commandait ni n'y obéissait, ils déclaraient que ces gens n'étaient point *policés*, que ce n'étaient point de véritables sociétés : des Sauvages « sans foi, sans loi, sans roi ».

IL EST BIEN VRAI que, plus d'une fois, les ethnologues eux-mêmes ont éprouvé un embarras certain lorsqu'il s'agissait non point tant de comprendre, mais simplement de décrire cette très exotique particularité des sociétés primitives : ceux que l'on nomme

les leaders sont démunis de tout pouvoir, la chefferie s'institue à l'extérieur de l'exercice du pouvoir politique. Fonctionnellement, cela paraît absurde : comment penser dans la disjonction chefferie et pouvoir ? A quoi servent les chefs, s'il leur manque l'attribut essentiel qui ferait d'eux justement des chefs, à savoir la possibilité d'exercer le pouvoir sur la communauté ? En réalité, que le chef sauvage ne détienne pas le pouvoir de commander ne signifie pas pour autant qu'il ne sert à rien : il est au contraire investi par la société d'un certain nombre de tâches et l'on pourrait à ce titre voir en lui une sorte de fonctionnaire (non rémunéré) de la société. Que fait un chef sans pouvoir ? Il est, pour l'essentiel, commis à prendre en charge et à assumer la volonté de la société d'apparaître comme une *totalité une,* c'est-à-dire l'effort concerté, délibéré de la communauté en vue d'affirmer sa spécificité, son autonomie, son indépendance par rapport aux autres communautés. En d'autres termes, le leader primitif est principalement l'homme qui parle au nom de la société lorsque circonstances et événements la mettent en relation avec les autres. Or ces derniers se répartissent toujours, pour toute communauté primitive, en deux classes : les amis et les ennemis. Avec les premiers, il s'agit de nouer ou de renforcer des relations d'alliance, avec les autres il s'agit de mener à bien, lorsque le cas se présente, les opérations guerrières. Il s'ensuit que les fonctions concrètes, empiriques du leader se déploient dans le champ, pourrait-on dire, des relations internationales et exigent par suite les qualités afférentes à ce type d'activité : habileté, talent diplomatique en vue de consolider les réseaux d'alliance qui assureront la sécurité de la communauté ; courage, dispositions guerrières en vue d'assurer une défense efficace contre les raids des ennemis ou, si possible, la victoire en cas d'expédition contre eux.

Mais ne sont-ce point là, objectera-t-on, les tâches mêmes d'un ministre des affaires étrangères ou d'un ministre de la défense ? Assurément. A cette différence près néanmoins, mais fondamentale : c'est que le leader primitif ne prend jamais de décision de son propre chef (si l'on peut dire) en vue de l'imposer ensuite à sa communauté. La stratégie d'alliance qu'il développe, la tactique militaire qu'il envisage ne sont jamais les siennes propres, mais celles qui répondent exactement au désir ou à la volonté explicite de la tribu. Toutes les tractations ou négociations éventuelles sont publiques, l'intention de faire la guerre n'est proclamée qu'autant que la société veut qu'il en soit ainsi. Et il ne peut naturellement en être autrement : un leader aurait-il en effet l'idée de mener, pour son propre

compte, une politique d'alliance ou d'hostilité avec ses voisins, qu'il n'aurait de toute manière aucun moyen d'imposer ses buts à la société puisque, nous le savons, il est dépourvu de tout pouvoir. Il ne dispose, en fait, que d'un droit, ou plutôt d'un devoir de porte-parole : dire aux Autres le désir et la volonté de la société.

Qu'en est-il, d'autre part, des fonctions du chef non plus comme préposé de son groupe aux relations extérieures avec les étrangers, mais dans ses relations internes avec le groupe lui-même ? Il va de soi que si la communauté le reconnait comme leader (comme porte-parole) lorsqu'elle affirme son unité par rapport aux autres unités, elle le crédite d'un minimum de confiance garantie par les qualités qu'il déploie précisément au service de sa société. C'est ce que l'on nomme le prestige, très généralement confondu, à tort bien entendu, avec le pouvoir. On comprend ainsi fort bien qu'au sein de sa propre société, l'opinion du leader, étayée par le prestige dont il jouit, soit, le cas échéant, entendue avec plus de considération que celle des autres individus. Mais l'attention particulière dont on honore (pas toujours d'ailleurs) la parole du chef ne va jamais jusqu'à la laisser se transformer en parole de commandement, en discours de pouvoir : le point de vue du leader ne sera écouté qu'autant qu'il exprime le point de vue de la société comme totalité une. Il en résulte que non seulement le chef ne formule pas d'ordres, dont il sait d'avance que personne n'y obéirait, mais qu'il ne peut même pas (c'est-à-dire qu'il n'en détient pas le pouvoir) arbitrer lorsque se présente par exemple un conflit entre deux individus ou deux familles. Il tentera non pas de régler le litige au nom d'une loi absente dont il serait l'organe, mais de l'apaiser en faisant appel, au sens propre, aux bons sentiments des parties opposées, en se référant sans cesse à la tradition de bonne entente léguée, depuis toujours, par les ancêtres. De la bouche du chef jaillissent non pas les mots qui sanctionneraient la relation de commandement-obéissance, mais le discours de la société elle-même sur elle-même, discours au travers duquel elle se proclame elle-même communauté indivisée et volonté de persévérer en cet être indivisé.

Les sociétés primitives sont donc des sociétés indivisées (et pour cela, chacune se veut totalité une) : sociétés sans classes — pas de riches exploiteurs des pauvres —, sociétés sans division en dominants et dominés — pas d'organe séparé du pouvoir. Il est temps maintenant de prendre complètement au

sérieux cette dernière propriété sociologique des sociétés primitives. La séparation entre chefferie et pouvoir signifie-t-elle que la question du pouvoir ne s'y pose pas, que ces sociétés sont a-politiques ? A cette question, la « pensée » évolutionniste — et sa variante en apparence la moins sommaire, le marxisme (engelsien surtout) — répond qu'il en est bien ainsi et que cela tient au caractère primitif, c'est-à-dire premier de ces sociétés : elles sont l'enfance de l'humanité, le premier âge de son évolution, et comme telles incomplètes, inachevées, destinées par conséquent à grandir, à devenir adultes, à passer de l'a-politique au politique. Le destin de toute société, c'est sa division, c'est le pouvoir séparé de la société, c'est l'Etat comme organe qui sait et dit le bien commun à tous et se charge de le leur imposer.

Telle est la conception traditionnelle, quasi générale, des sociétés primitives comme sociétés sans Etat. L'absence de l'Etat marque leur incomplétude, le stade embryonnaire de leur existence, leur a-historicité. Mais en est-il bien ainsi ? On voit bien qu'un tel jugement n'est en fait qu'un préjugé idéologique, d'impliquer une conception de l'histoire comme mouvement *nécessaire* de l'humanité à travers des figures du social qui s'engendrent et s'enchaînent mécaniquement. Mais que l'on refuse cette néo-théologie de l'histoire et son continuisme fanatique : dès lors les sociétés primitives cessent d'occuper le degré zéro de l'histoire, grosses qu'elles seraient en même temps de toute l'histoire à venir, inscrite d'avance en leur être. Libérée de ce peu innocent exotisme, l'anthropologie peut alors prendre au sérieux la vraie question du politique : pourquoi les sociétés primitives sont-elles des sociétés sans Etat ? Comme sociétés complètes, achevées, adultes et non plus comme embryons infra-politiques, les sociétés primitives n'ont pas l'Etat parce qu'elles le refusent, parce qu'elles refusent la division du corps social en dominants et dominés. La politique des Sauvages, c'est bien en effet de faire sans cesse obstacle à l'apparition d'un organe séparé du pouvoir, d'empêcher la rencontre d'avance sue fatale entre institution de la chefferie et exercice du pouvoir. Dans la société primitive, il n'y a pas d'organe séparé du pouvoir parce que le pouvoir n'est pas séparé de la société, par ce que c'est elle qui le détient, comme totalité une, en vue de maintenir son être indivisé, en vue de conjurer l'apparition en son sein de l'*inégalité* entre maîtres et sujets, entre le chef et la tribu. Détenir le pouvoir, c'est l'exercer ; l'exercer, c'est dominer ceux sur qui il s'exerce : voilà très précisément ce dont ne veulent pas (ne voulurent pas) les sociétés primitives, voilà pourquoi

les chefs y sont sans pouvoir, pourquoi le pouvoir ne se détache pas du corps un de la société. Refus de l'inégalité, refus du pouvoir séparé : même et constant souci des sociétés primitives. Elles savaient fort bien qu'à renoncer à cette lutte, qu'à cesser d'endiguer ces forces souterraines qui se nomment désir de pouvoir et désir de soumission et sans la libération desquelles ne saurait se comprendre l'irruption de la domination et de la servitude, elles savaient qu'elles y perdraient leur liberté.

La chefferie n'est, dans la société primitive, que le lieu supposé, apparent du pouvoir. Quel en est le lieu réel ? C'est le corps social lui-même qui le détient et l'exerce comme unité indivisée. Ce pouvoir non séparé de la société s'exerce en un seul sens, il anime un seul projet : maintenir dans l'indivision l'être de la société, empêcher que l'inégalité entre les hommes installe la division dans la société. Il s'ensuit que ce pouvoir s'exerce sur tout ce qui est susceptible d'aliéner la société, d'y introduire l'inégalité : il s'exerce, entre autres, sur l'institution d'où pourrait surgir la captation du pouvoir, la chefferie. Le chef est, dans la tribu, sous surveillance : la société veille à ne pas laisser le goût du prestige se transformer en désir de pouvoir. Si le désir de pouvoir du chef devient trop évident, la procédure mise en jeu est simple : on l'abandonne, voire même on le tue. Le spectre de la division hante peut-être la société primitive, mais elle possède les moyens de l'exorciser.

L'exemple des sociétés primitives nous enseigne que la division n'est pas inhérente à l'être du social, qu'en d'autres termes l'Etat n'est pas éternel, qu'il a, ici et là, une date de naissance. Pourquoi a-t-il émergé ? La question de l'origine de l'Etat doit se préciser ainsi : à quelles conditions une société cesse-t-elle d'être primitive ? Pourquoi les codages qui conjurent l'Etat défaillent-ils, à tel ou tel moment de l'histoire ? Il est hors de doute que seule l'interrogation attentive du fonctionnement des sociétés primitives permettra d'éclairer le problème des origines. Et peut-être la lumière ainsi jetée sur le moment de la naissance de l'Etat éclairera-t-elle également les conditions de possibilité (réalisables ou non) de sa mort.

Mars 1976.

Riassunto

La cosiddetta società primitiva è la società senza stato per definizione. Vale a dire, in tale società il potere non è un organo separato, ma viene esercitato dall'insieme, come volontà di una totalità unica.

Il «capo» è una persona cui viene attribuito un certo numero di incarichi. Non dispone di potere. Non fa che esprimere la volontà generale e non può trasgredirla.

Ora, secondo la maggior parte delle interpretazioni, e segnatamente quella di Engels, la società primitiva non sarebbe che l'inizio di una augurabile evoluzione, caratterizzata dalla divisione tra società e potere, dove lo stato si presenta come l'organo incaricato di assicurare il bene di tutti.

L'autore vede in tale concezione un pregiudizio ideologico. La società primitiva non si trova al livello zero della storia: essa è adulta, rifiuta la divisione tra dominanti e dominati, respinge la disuguaglianza, si premunisce contro il pericolo dello stato. Lo stato ha così una data di nascita. Conoscerne le ragioni può servire a presupporne le possibilità di morte.

Resumen

La llamada sociedad primitiva es, por definición, la sociedad sin Estado. Dicho de otro modo, en esa sociedad el poder no es un órgano aparte, sino que es ejercido por el conjunto, como voluntad de una totalidad única.

El «jefe» es un hombre investido de cierto número de tareas. No dispone del poder. No hace más que expresar la voluntad general, que no puede transgredir.

Ahora bien, según la mayor parte de las interpretaciones —particularmente la de Engels—, la sociedad primitiva se situaría necesariamente al comienzo de una deseable evolución, señalada por la división entre sociedad y poder, presentándose el Estado como el órgano encargado de asegurar el bien de todos.

El autor ve en esta concepción un prejuicio ideológico. La sociedad primitiva no se sitúa en el grado cero de la historia: es adulta, rechaza la división entre dominantes y dominados, recusa la desigualdad, se preserva contra el peligro del Estado.

El Estado tiene, pues, una fecha de nacimiento. Conocer el porqué ayudaría a calcular las posibilidades de su muerte.

Summary

Societies supposed to be «primitive» are, by definition, stateless; in other words, the framework of power does not exist as a separate entity; it is exercised by all, is the will of the whole society behaving as a unit.

The man acting as «the head» is only entrusted with a certain number of tasks. He does not dispose of power, he only expresses a general will that he cannot transgress.

Yet, according to most interpretations and particularly Engels', primitive societies are necessarily at the start of a desirable evolution which is caracterized by a separation between society and power, the State presenting itself as the agency commissioned to provide the commonweal.

According to the author, such a view is loaded with ideological prejudice. Primitive society is not at history degree zero: it is adult, refuses the division between the rulers and the ruled, it rejects inequality and protects itself against the danger of the State.

The State, therefore, has a date of birth; to know how and why it comes to exist may help to reckon the possible causes of its death.

Aucun chef ne dirige les expéditions guerrières; ce sont les plus avisés et les plus entreprenants qui imposent leur avis et décident les plus hésitants. Il n'est d'ailleurs pas rare qu'il surgisse des désaccords sur ce qu'il convient de faire. Moins les participants sont nombreux, plus l'expédition a des chances de réussir: il est difficile de conserver la cohésion d'un groupe trop important si aucun commandement ne s'y exerce, et c'est alors l'échec avant terme. La participation à un raid n'est pas imposée — personne n'a assez d'autorité pour le faire —, elle dépend uniquement du code moral en vigueur.

Jacques Lizot

Le cercle des feux
Faits et dits des Indiens yanomami

L'armée portugaise : rupture et continuité

Joëlle Kuntz (*)

Les jeeps militaires sillonnent encore les villes portugaises, remplis de troufions habillés de neuf, casques luisants, bottes cirées et lacets bien serrés. Ils sont discrets sous le commandement, c'est-à-dire qu'ils obéissent à quelqu'un d'autre qu'eux-mêmes, dépourvus désormais de l'arrogance que leur donnait facilement le sentiment qu'ils avaient d'être chacun d'eux, individuellement, une parcelle du salut de la nation. S'ils étaient alors affublés d'une gloire qu'ils n'avaient ni méritée ni demandée, s'ils s'étaient vus baptisés de « peuple en armes » et en avaient retiré quelque fierté, ils avaient pu néanmoins apprendre quelle responsabilité pesait entre leurs mains, sous chaque mitraillette, dès lors qu'ils détenaient eux-mêmes, ou leur tout proche supérieur hiérarchique, le droit de tirer ou de ne pas tirer. Ces soldats-là, au bout du compte, n'ont pour ainsi dire jamais tiré, c'est-à-dire que ce « peuple en armes » glorieux à bon marché, n'a jamais fait usage de sa puissance de feu, n'a jamais marqué par le sang une révolution qu'on prétendait lui faire faire. A Lisbonne, à Leiria, à Porto, ces pauvres troufions tiraient en l'air dans les manifestations ou pleuraient quand les ordres ne venaient pas...

Aujourd'hui, les lacets neufs de leurs bottes astiquées figurent le bon ordre d'une institution qui a repris ses habitudes, nommé ses chefs et dispensé ses hommes de penser par eux-mêmes le destin de la nation. On regarde passer les jeeps avec plus d'indifférence.

A première vue, l'armée portugaise d'avant le 25 avril 1974 et l'armée portugaise d'après le 25 novembre 1975 ont tant de ressemblance que le temps qui sépare ces deux épisodes pourrait presque mieux apparaître comme une continuité logique

(*) *Journaliste et essayiste suisse. Auteur de « Les fusils et les urnes - Le Portugal d'aujourd'hui », 1975.*

que comme le fait d'une rupture historique dans le phénomène militaire. L'armée portugaise d'avant le 25 avril n'est pas plus fasciste qu'elle n'est communiste sous Gonçalves. Ni « de droite », ni « de gauche », elle a vu passer Spinola, Gonçalves, Antunes et Eanes (1), quatre chefs qui représentent chacun une période dans ce qu'on a nommé « le processus », sans que les changements qui l'ont atteinte et dont il faut certainement rendre compte, l'aient irrémédiablement transformée, c'est-à-dire que ses rapports avec la Politique, passées les fantaisies révolutionnaires de boulevard, restent toujours aussi conflictuels qu'ils l'ont été au long de l'histoire récente du Portugal.

Il a fallu qu'un intellectuel rappelle, dans un ouvrage récemment paru au Portugal (2) que même Salazar n'avait réussi à échapper à la méfiance des militaires et que tout dictateur qu'il fut, il dut leur rendre cet honneur que de leur faire la plus belle place dans les institutions du pays : celle de la présidence de la République. On dira qu'il avait vidé ce rôle de son sens et que le président n'était en fait qu'une potiche soumise en tout au chef du gouvernement. Il n'est pourtant pas indifférent que cette potiche-là ait été militaire. S'il fallait un figurant, pourquoi donc le choisir dans une caste que Salazar n'aimait guère alors qu'il y avait maints candidats civils en lice ?

Les institutions républicaines n'avaient jamais été abolies par Salazar, qui asseyait au contraire son pouvoir sur un mouvement militaire qui prétendait initialement les restaurer. Or ces institutions obligeaient à l'élection du président de la République au suffrage universel. Tout se passait donc comme si, inventeur d'un « Etat nouveau » plus que d'une « société nouvelle », Salazar s'était avant tout préoccupé de l'Etat, en se gardant de représenter une légitimité populaire, laissée, elle, et c'est une nuance de taille, à l'armée, laquelle jouait ce double jeu de gardien de l'ordre auprès de l'Etat et de gardien de la République auprès d'un peuple consentant, ou obligé de l'être.

Ce rappel permet de saisir divers phénomènes importants. Le premier : si l'armée portugaise du temps de Salazar a accepté le système corporatiste de l'Etat, en ce qu'il garantissait l'ordre, après les « désordres », de la République, elle ne fut pas fasciste, ou assez unie pour l'être, et elle a imposé au dictateur une parodie de démocratie — les élections — qui démontre à

(1) Actuelle figure-clef de l'institution, chef d'Etat-major de l'armée de terre.

(2) Eduardo Lourenço, « Os militares e o poder », Arcadia, 1975.

la fois qu'elle ne fut jamais assez forte pour être souveraine toute seule, et se passer des hommes politiques proprement dits, et jamais assez homogène pour obéir entièrement aux vœux et desiderata d'un seul homme, tout providentiel ait-il été. On ne disculpera pas ainsi l'armée portugaise d'avoir endossé de la sorte une politique fasciste, mais l'on tentera de comprendre cette espèce de permanente hostilité dans le jeu des rapports entre militaires et civils, qui, bien que camouflé chaque fois et de façon adéquate sous un épais verbiage trompeur de droite, ici, et de gauche là, n'en a pas moins continué de conduire la révolution et ses contre-révolutions successives.

Comble de surprise, d'ailleurs, s'il fallait s'étonner de la prétention des militaires, c'est un général, Humberto Delgado, membre régulier d'une armée régulière, qui, en 1958, met le pouvoir de Salazar en danger, pour la première fois depuis 1928. Par la voie la plus régulière du monde : en se présentant simplement aux élections présidentielles et en déclarant, à l'orée de sa campagne électorale, à quelqu'un qui lui demande ce qu'il fera du président du Conseil, Salazar, s'il gagne les suffrages : « Et bien, je le démettrai... » Salazar, qui honnit la République et méprise la démocratie, tout en étant bien forcé de faire avec elles, saisit ce que son jeu a de fragile : Delgado gagnant aura à coup sûr l'armée avec lui, c'est-à-dire que cette institution chargée de figurer la souveraineté populaire dans son régime peut très bien en devenir le soutien. Salazar a-t-il des moyens de riposte ? Ce ne sont pas des officiers qui lui offrent, alors, leur aide, mais des juristes et des policiers : tandis que l'armée reste attentive, attentiste, continuant d'en référer au semblant de suffrage qui lui dictera sa voie. Les élections sont truquées, les réunions de propagande empêchées, les résultats, dit-on, inversés, l'élection du président au suffrage universel supprimée sans autre forme de procès et Delgado, quelques années plus tard, parce que ces choses ne s'oublient pas, assassiné. Entre temps, l'armée aura été envoyée en Angola « et en force » et commence à avoir d'autres chats à fouetter que ces petits problèmes de vie intérieure.

Une certaine souplesse...

ON CHANGE de scène et le décor s'élargit. En 1961, le Portugal perd Goa, bêtement, dit-on, ou plutôt honteusement, sans combattre. Qui est responsable de quoi ? Salazar maudit ses

militaires, lesquels revendiquent les circonstances atténuantes pour n'avoir pas été soutenus assez vite.

On retrouvera, dans les tracts du « mouvement des capitaines » des quelques semaines précédant le 25 avril 1974, les traces d'un traumatisme laissé par l'événement dans le corps des officiers : « si, avant 1961, les forces armées n'étaient pas ouvertement atteintes dans leur prestige, ou ne l'étaient pas de façon frappante, c'est que les crises internes du régime ne s'étaient pas aiguisées à ce point. Mais à partir de la chute de l'Inde, et surtout, au fur et à mesure que les guerres d'Afrique se prolongeaient, les forces armées ont découvert, non sans stupéfaction de la part de nombreux militaires, leur divorce avec la Nation. Les forces armées sont humiliées, dessaisies de leur prestige et présentées au pays comme les responsables suprêmes du désastre... »

En 1961, le même Costa Gomes qui est aujourd'hui président de la République, fait savoir à Salazar qu'il ne pense pas qu'il y ait une issue militaire aux troubles que les tout jeunes mouvements de Libération provoquent dans les colonies. Il n'est pas entendu. Ce désaccord n'est pas un motif de crise au sein de l'armée : il y a quelque chose d'oriental dans la manière d'être et d'agir portugaise qui permet toujours de trouver un biais pour ne pas affronter les situations en face. Costa Gomes s'arrangera de la situation, comme tous ceux qui, avec lui, doutent ; il marchandera le possible et l'impossible, loyal serviteur d'une politique qu'il désapprouve, en attendant mieux. N'a-t-il pas, le 18 novembre 1975, salué chaleureusement une manifestation d'extrême-gauche qu'il ne pouvait empêcher, pour en accueillir une autre, socialiste, quelques jours plus tard, après que l'extrême-gauche et parti communiste réunis aient raté leur coup d'Etat ? On l'aura donc entendu vanter les mérites de la présence portugaise en Afrique, puis se féliciter de la décolonisation, applaudir le socialisme de M. Cunhal tout en soutenant celui de M. Soares, tenter de les réunir, tout en donnant des garanties à leurs opposants et finir son éblouissante carrière devant une démocratie centriste qui termine par ne plus lui pardonner ses promenades idéologiques. Costa Gomes n'est pas un citoyen banal ni un promeneur solitaire : il parcourt ces paysages à la tête de l'Etat-major général. Qu'il n'ait pas été démis pourrait symboliser le fait qu'après tout, les autres militaires, sauf quelques-uns, n'y voient pas plus clair ou plutôt pas plus droit. Même s'ils n'ont cessé de vouloir y voir...

Les guerres coloniales sont une tentative de maintenir un empire dont le sens, pourtant, se perd. Les forces armées accomplissent, en les conduisant, une mission nationale qui paraît résulter encore d'un vague consensus : il faut d'abord éliminer les rebelles, pour ensuite organiser autrement et mieux les relations des colonies avec la métropole. Mais les choses traînent, dix ans, douze ans, treize ans. C'est beaucoup de temps, trop sans doute, pour que chaque commandant général de chaque région militaire ou de chaque colonie ne se prenne pas à mijoter, chacun de son côté, une idée bien à lui, sur la manière de poursuivre l'action, et pour que de ce cafouillage général, les officiers subalternes, tiraillés de-ci, de-là, ne sentent pas quelle paralysie avance et quelle honte s'abat sur la corporation militaire. L'armée est colonialiste ? Mais il y a tant de façons de l'être, de Costa Gomes, accusé de faire sauter un bateau yougoslave qui apporte du matériel de guerre au PAIGC, à Spinola, soupçonné de s'entendre avec Amilcar Cabral (avant que celui-ci ne soit assassiné), à Kaulza de Ariaga, enfin, qui maintient la ligne pure et dure de la civilisation judéo-chrétienne en Afrique. Qu'il y ait, dans cette confusion, quelques généraux ou officiers supérieurs qui en arrivent à dire non tout court au colonialisme ne tient pas du miracle, mais du cours naturel des événements. De qui donc l'armée portugaise recevra-t-elle enfin l'inspiration colonialiste ou néo-colonialiste, elle que son action guerrière a divisée en autant d'opinions qu'il y a de généraux en Afrique ?

Salazar, cette manière de rassembleur, est mort. Caetano n'a guère de pouvoir réel et ses velléités réformatrices, pour sincères qu'elles soient, finissent toujours dans de banales et triviales opérations de police. Dans les casernes coloniales, le sentiment cuisant de l'échec se répand.

Soldats et officiers n'ont pas seulement « consenti » à la guerre, ils l'ont crue au moins utile, pour autant qu'il en résultât pour eux des bénéfices, pour la nation un avenir. Mais l'armée, qui aime tant à se faire élire, ou plébisciter, même si c'est pour suivre ensuite une politique qui n'émane pas d'elle directement, est en crise, et les moyens qu'elle choisit pour en sortir relèvent des habitudes qu'elle a prises depuis longtemps : elle en référera le 25 avril 1974 à un souverain que l'Etat ne résume pas, le Peuple, lequel lui rendra une légitimité dont elle est frustrée ; et elle choisira Spinola comme médium provisoire entre elle et lui.

Si c'est par néo-colonialisme interposé que l'armée peut

entreprendre sa réconciliation avec la Nation, exigence intouchable, l'armée sera néo-colonialiste et spinoliste. S'il lui faut être plus tard anti-colonialiste, et ce sera là son choix politique le plus marquant et le plus lourd de conséquences, elle le deviendra avec ferveur : n'ayant elle-même que des intérêts de caste ou de corporation, mais pas de politique propre, elle suivra, comme elle l'a toujours fait, parce qu'elle est, au fond, de nature républicaine, chose publique, la politique la plus en vue dans le *hit parade* du moment. L'armée, ainsi, entretient cette ambiguïté qui la fait apparaître comme le germe de toute politique alors qu'elle n'en est, au mieux, que la matrice. On aura pu lui faire dire et penser à peu près n'importe quoi, pourvu que ce soit bien emballé et qu'elle touche son ticket de popularité.

S'il fut un temps où l'on parla de dictature militaire, on constatera pourtant que les tentatives qui s'en rapprochent le plus n'ont cependant pas réussi ni à s'imposer à l'ensemble de la société, ni à s'imposer à l'ensemble de l'armée. D'une part, la société civile était déjà assez bien outillée pour opposer quelque résistance, d'autre part, républicaine dans ses structures fondamentales, l'armée, pour instaurer une dictature, aurait dû procéder à une épuration et à une reformulation internes dont la radicalité n'est guère dans les mœurs du pays. On reviendra sur ces derniers aspects.

Pour résumer ce bref détour dans l'histoire, on admettra donc que ni fasciste en soi, ni colonialiste en soi, divisée au contraire, à chaque opportunité, sur ces grandes options, l'armée portugaise aura représenté, tout au long du régime de Salazar, une forme bâtarde de souveraineté populaire, remplaçant à la fois les partis et les institutions démocratiques. (Le parti unique de Salazar et ses annexes de jeunesse, civiles et paramilitaires, ont tenté sans succès de se réclamer de la Nation : seule l'armée, pourtant, pouvait, sans tomber dans le ridicule, prétendre à ce rôle.)

L'armée représente en outre la continuité de la société portugaise, tout imprégnée encore de ce fait historique qu'avait été la révolution républicaine de 1910. Salazar, au contraire de Mussolini ou de Hitler, n'est pas un révolutionnaire, il n'a pas cherché à changer de société ni n'a pour elle de désir plus ambitieux que celui-là : la faire vivre habituellement. Il hérite, par sa modestie même, d'une armée qu'il ne transforme pas, armée de milice, républicaine, c'est-à-dire disposée à tout pourvu qu'elle soit aimée du peuple dont elle émane en partie, par la force des choses et le nombre des soldats nécessaires.

Le 25 avril

Au seuil du 25 avril, les tracts qui circulent dans les casernes, affirment : « les forces armées veulent au moins être garanties qu'elles seront l'instrument de la volonté de la Nation et non un pion au service d'un *quelconque groupe*. Dans ces conditions seulement, il ne leur sera plus permis de douter de la légitimité du pouvoir, ni des objectifs par lui définis, qu'elles feront atteindre... »

La propagande communiste et gauchiste, là, a sauté une étape : elle a vu sous le vocable « *quelconque groupe* » une manière voilée de critique « au capital », ou à « la bourgeoisie » et s'est donc fort opportunément servi de l'expression pour isoler « la bourgeoisie monopoliste » là où le soldat moyen croyait d'abord isoler Caetano et son clan. A partir de là, les événements se précipitent : ils deviennent politiques, lourds de sens et de contenu, irréversibles, devant une armée qui ne suit que le développement des formes que semble prendre la nouvelle expression populaire. Toute flattée des « je t'aime » qu'on lui lance dans la rue, elle n'a pris garde d'observer que ses admirateurs lui font des coups-bas et s'approprient les banques. Mais républicaine toujours, pas plus transformée par Gonçalves qu'elle ne l'avait été par Salazar, elle rejette ces indélicats mentors dans les poubelles de l'histoire où traînent déjà « la bourgeoisie », « le capital », Salazar et Caetano. Tous ces « quelconques groupes » écartés, communistes y compris, parties honteuses de la nation, qui ne sauraient lui dicter leurs volontés trop particulières, il reste, en ce printemps de 1976, une armée neutre, qui attend les maîtres qu'elle devra servir et qui sauront l'honorer comme il se doit car tout service est payable. Mais reprenons le chemin de cette infinie parabole...

Quatre périodes la découpent, symbolisées par quatre hommes qui se font diversement accompagner : Spinola est chef suprême de la nation et des forces armées conjointement, homme seul à la tête d'une pyramide dans laquelle il a ce qu'on appelle des « amis », c'est-à-dire des gens qui, de leur plein gré, lui font confiance. Il est président de la République du 30 avril au 28 septembre 1974 et s'appuie principalement, dans le civil, sur les partis. Au plan militaire, la « Junte de Salut National », composée de sept généraux, symbolise le ralliement de l'armée, mais n'a guère, en fait, d'autres fonctions.

Au contraire, Gonçalves est inséparable du M.F.A. (Mouve-

ment des Forces Armées) qui le porte et qu'il développe. Lieutenant-colonel nommé général en même temps que Premier ministre, en juillet 1974, il frôle l'instauration d'une dictature militaire populiste, à cette nuance près qu'il est acculé, pour finir, à ne faire que la politique exclusive d'un parti, le Parti communiste, et qu'il est dispensé par là de mettre en place les organes de collégialité militaires par lesquels les officiers intermédiaires qui composent ce M.F.A. pourraient exprimer une politique autonome, la leur. La cinquième division, chargée de la propagande, les assemblées générales des unités ou du Mouvement, et en partie le Conseil de la Révolution ne sont en réalité que les courroies de transmission de la machine communiste. C'est d'ailleurs exactement ce qui les perdra, en septembre 1975. Dans la foulée de ce populisme militaire, en surgit un autre, plus national, « de gauche » encore, mais épuré de toute attache partisane, même s'il use de l'action de certains partis pour se faire voir et valoir. Melo Antunes le dirige, comme idéologue politicien bien plus que comme officier : il n'est d'ailleurs que commandant et entend le rester, tant le sens d'une collégialité égalitariste l'imprègne encore. Melo Antunes est inséparable du « groupe des neuf », populiste à sa manière, maître pour un temps bref d'une situation où les partis ont regagné des mérites auprès des militaires, lesquels sont bien obligés de leur payer leur dû. Cette tentative de renouveler l'alliance entre le peuple — plus diversifié désormais, c'est-à-dire moins contraint — et le M.F.A., plus national, manière d'adoucir ce que Gonçalves avait hypostasié, échoue pourtant sous la pression conjuguée des partis centristes et des militaires fatigués. Ramalho Eanes apparaît à la lumière des spots publicitaires, il est général et le montre sans vergogne, chef non plus d'un groupe ou d'un mouvement, mais d'un état-major, celui de l'armée de terre. Le voici supérieur hiérarchique, ayant formellement le dernier mot sur des adjoints qu'il consulte en principe selon les règles de préséance. Eanes, en outre, « ne fait pas de politique », il se retranche dans l'obéissance aux organes démocratiques de souveraineté, avec un civisme inquiétant pour être forcené et surtout si imprévu. Eanes ne « s'appuie » pas sur les partis comme avait pu le faire en son temps un Spinola (encore qu'à la manière distinguée d'un président cherchant ses interlocuteurs), Eanes donne l'air de ne pas se préoccuper des partis, de garder envers eux quelque noble distance, un peu comme si, après l'orgie d'amour que furent les alliances Peuple-M.F.A., chacun sentait le besoin de se retirer pour respirer.

Le projet politico-militaire du général Antonio de Spinola consiste à réformer les institutions de manière à perfectionner l'intégration d'une nation qui va de Braga jusqu'à Lourenço Marques en passant par Lisbonne, Luanda, Bissau, Macao et Dili. Qu'il faille pour cela l'intervention de l'armée n'est pas étonnant : le salazarisme et le caetanisme n'ont pas de « base sociale », le parti unique est un repaire de caciques et de notables, l'édifice institutionnel du corporatisme s'écroule sous les coups de boutoirs conjugués du syndicalisme oppositionnel et du capitalisme libéral qui se développe intempestivement depuis quelques années. L'opposition portugaise, pas plus que l'opposition nationaliste dans les colonies, n'a à elle seule la force d'asséner les coups mortels au régime. L'armée saura donc une fois de plus jouer avec ce qu'elle entend, elle, par nation, au gré des opportunités et de ses propres besoins.

Est-elle de gauche ? Question mal posée ! En 1926, l'armée entend restaurer la République (de gauche à l'époque) en mettant en place des méthodes et du personnel de droite, ce qu'elle ne se pardonnera d'ailleurs jamais complètement. En 1974, elle commence par vouloir réformer le caétanisme et le libéraliser en mettant en place des méthodes et du personnel de gauche : il n'y a pas de miracle, ça ne marche pas mieux... Spinola, pourtant, ne peut faire autrement que de subir le retour du pendule : s'il veut rétablir la démocratie pour faire plébisciter l'armée salvatrice et faire accepter la solution politique du problème colonial qui la sortira du bourbier dont elle porte malheureusement l'insupportable responsabilité, il est bien obligé d'autoriser les seuls partis politiques existants, et ils sont de gauche. La droite, cette imprudente, n'avait pas pris soin de s'organiser avant, elle disposait de l'Etat, ce qui lui paraissait suffisant, et un seul parti, qui se brisa comme une vieille coquille.

Spinola, en outre, se préoccupe fort peu de l'armée en tant que telle, se bornant à laisser la vieille garde disparaître d'elle-même. Même si l'on parle, sous son règne, de la nécessité de restructurer l'institution militaire, de remplacer par exemple la hiérarchie des âges et des privilèges par une hiérarchie des compétences, on ne fait rien, à cette époque, qui donne à l'armée un rôle politique précis. Celle-ci passe au contraire son temps à se féliciter de sa gloire et demande aux partis nouvellement autorisés de la remercier. Un brin de son ancien ordre interne a certes été touché : les généraux qui figurent sur les portraits de famille ne sont plus ceux qui

avaient mollement laissé l'institution se faire honte à elle-même, mais ceux qui avaient remué, qui avaient « mérité » leur gloire par des actions d'éclat, les généraux de la « Junte de Salut National », coiffés par le plus prestigieux d'entre eux, Spinola. Ce dernier a été le seul qui ait « réussi » quelque chose en Guinée : au prix de l'utilisation des moyens de guerre les plus violents que l'armée portugaise ait engagés en Afrique, il a « pacifié » le territoire tout en cherchant à mettre en place la relève politique locale, par des conversations avec Cabral notamment. Il a été à la fois le plus militaire et le plus politique des généraux tandis que les autres ne sont ni l'un ni l'autre. Avec lui, l'armée peut avoir confiance : il a un projet, qu'il conduit seul pourtant, en président de la République bien plus qu'en général, au-dessus de ses pairs, si au-dessus même qu'ils ne lui pardonnent pas tant « d'aristocratie ».

Laissons à part, autant que faire se peut, pour cette analyse, les aléas de la vie politique générale, et les incidents de la lutte que Spinola mène dès l'entrée contre le Parti communiste et de laquelle il sort perdant. Attirons plutôt l'attention sur les rapports qu'il entretient avec les militaires et remarquons, dans cette perspective, que l'événement majeur qui le fait échouer est le refus de l'armée de cautionner sa volonté de se faire élire, début juillet, président de la République au suffrage universel (il n'était jusqu'alors que président nommé et n'avait pour lui, en conséquence, que la légitimité, fragile, de ses prises de position le 25 avril). Ce qu'on a appelé « la crise Palma Carlos », à la mi-juillet 1974, éclaire en effet fort bien, pour autant qu'on cesse de la réduire à une lutte entre la droite et la gauche, la dynamique militaire du moment.

Face à l'explosion du mouvement social et revendicatif, la droite civile, représentée alors au gouvernement par des personnalités indépendantes telles que le Premier ministre, M. Palma Carlos, et un tout jeune parti, le Parti Populaire Démocratique, dirigé par M. Sa Carneiro, réclame une concentration des pouvoirs dans les mains du Premier ministre et l'élection du président de la République au suffrage universel, ici et maintenant (l'élection d'un président était prévue, dans la première charte constitutionnelle, pour beaucoup plus tard).

La première crise politique est ouverte. Les partis de gauche, qui s'opposent catégoriquement à cette modification substancielle du programme du Mouvement des Forces Armées, expliquent alors, dans des journaux qui leur sont presque entièrement dévoués, que cette tentative repose sur la volonté de

M. de Spinola de sauver les monopoles et le grand capital auquel, disent-ils, il est lié, et sur son refus obstiné de donner l'indépendance aux territoires d'outre-mer. Parce que la droite civile organisée n'existe pour ainsi dire pas, ou plus, qu'elle se cache, cette vision n'est contredite par personne et devient la vérité nationale. On verra même le Parti Populaire Démocratique, dont le secrétaire général, Sa Carneiro, est entraîné dans la manœuvre de Spinola, hésiter à condamner publiquement son principal leader ! La gauche, alors, est extraordinairement puissante ; elle semble résumer à elle seule le pays, prête à engager les réformes qui apparaissent nécessaires et évidentes à tous. Spinola, dont le portrait est affiché dans bien des maisons portugaises, a certes une popularité qui pourrait concurrencer celle des partis de gauche, mais son prestige vient de l'homme seul, dont on regrette qu'il ait des amitiés aussi peu recommandables.

Pendant les dix premiers jours de juillet, la situation est tendue, bloquée sur le plan civil. L'armée doit trancher. On compte les chars de part et d'autre de chaque camp. S'il n'obtient pas gain de cause, Palma Carlos démissionnera. Il démissionne en effet, l'armée dans son ensemble ayant dit non à ce Spinola dont elle pense qu'il a un peu trop le goût du pouvoir personnel. Elle n'admet pas qu'il apparaisse lié à l'un de ces fameux « quelconques groupes » dont elle honnit le particularisme, dans ce cas « le grand capital », lequel, par dessus le marché a mauvaise réputation auprès des amis qu'elle vient de se donner.

Un autre élément contribue certainement à motiver le refus des militaires de favoriser le jeu de Spinola : ce dernier s'est affiché hostile à la décolonisation rapide qui s'engage et qui promet de libérer soldats et officiers de l'ingrate obligation des guerres coloniales. Tout ce beau monde devient donc très rapidement peuple et, de peuple colonisé à peuple exploité et à peuple opprimé, on fraternise sur le ton de la libération et du socialisme contre tous les aristocrates et bourgeois de l'ancien monde. Spinola fait les frais de la fête, étant comme il est, le dernier à pouvoir la comprendre. Il marchande cependant : son Premier ministre écarté, il veut en nommer un autre, à lui, Firmino Miguel, un colonel cette fois-ci, qui le réconciliera avec l'institution militaire. L'armée refuse et s'en choisit un, parmi les siens, mais d'une autre nature et qualité : c'est Vasco Gonçalves. La deuxième période commence, qui durera jusqu'en septembre de l'année suivante.

Le M.F.A. et la gauche

VASCO GONÇALVES appartient à la Commission de coordination du Programme du Mouvement des Forces Armées qui, à l'ombre des organes de pouvoir institués, travaille à l'analyse des divers dossiers, civils et militaires du pays. Tandis que la Junte de Salut National, comme une sorte de conseil d'Etat, surveille les actes gouvernementaux et que Spinola tente de rassurer, par sa présence, les maîtres de l'économie portugaise, la Commission, qui siège dans le palais de l'Assemblée nationale, prépare, en douce presque, la nationalisation des plus grandes affaires. En ce mois de juillet, elle étudie le cas de la sidérurgie nationale, tout à l'idée de la donner au peuple. Il y a là Melo Antunes, le plus « marxiste » de tous, disait-on, Alves, Contreiras, Crespo pour les affaires politiques, Otelo Saraïva de Carvalho, notamment, pour les affaires militaires. Cette équipe d'officiers intermédiaires, qui s'appellent entre eux « camarades », avait mené directement les opérations du 25 avril. Ils sont l'émanation même du « Mouvement des capitaines », un noyau d'activistes qui a « agité » l'armée, rassemblant en un texte la batterie de revendications, politiques et corporatistes, qui la secouaient : ce fut le programme du Mouvement des Forces Armées, qui fit force de loi pendant un an et dont on s'arracha, à droite, à gauche, la lettre et l'esprit. Il prévoyait en effet quelque part que la politique économique de la nouvelle démocratie devait être forcément « anti-monopoliste » de manière à profiter aux « couches les plus défavorisées de la population ». L'idée de ce paragraphe provenait, dit-on, du commandant Melo Antunes, mais elle imprégna vite toute la commission de coordination et tous les officiers « plébéiens » qui, contre les généraux, à nouveau considérés comme « caste », cherchaient pour l'armée des destins plus populaires, c'est-à-dire populistes en puissance.

C'est ici que commence ce phénomène fort sérieux, qu'on a dit exemplaire parce qu'il pend en effet au nez de toutes les armées « bourgeoises » : la démocratisation de l'armée, c'est-à-dire cette manière d'adapter l'institution militaire aux formes politiques actuelles et vraisemblablement futures de la société (occidentale) : social-démocratie, socialisme, ou autres enfants théoriques du marxisme. Les soldats, en France, contestent, et veulent des assemblées. Ils les ont déjà aux Pays-Bas, presque en Allemagne. De la même manière que les « bourgeois » n'ont plus droit au pouvoir, les généraux, qui leur sont apparentés, n'ont plus d'autorité de principe...

Ce qui ne veut pas dire que l'armée n'a plus de raison d'être. Au contraire : elle qui était l'affaire de quelques-uns, d'une classe, dont elle était censée protéger les privilèges, tout en se donnant comme universelle, tend à devenir l'affaire de tous, plus présente que jamais, *envahissante*. Pour se sauver elle-même de l'oubli, ou de la destruction, elle colle au « peuple souverain », prête à donner à chaque citoyen un fusil. Pour que cette opération se justifie, il faut pourtant que l'ennemi soit désigné à chaque citoyen ainsi armé : c'est l'ennemi intérieur, dans le cas portugais, la Réaction, omniprésente elle aussi, et fabriquée au besoin.

Le M.F.A. est « de gauche », au sens où il exprime, pour des raisons d'opportunité et de circonstance, cette tendance historique à la démocratisation militaire. Composé au départ de quelques centaines d'officiers intermédiaires, il se donne cette vague et encore discrète structure qu'est la commission de coordination du programme de laquelle surgiront les figures « marxistes » de l'armée. Ni le M.F.A. ni la commission ne sont pourtant à proprement parler communistes, ou gauchistes ou socialistes, mais il est notable que seuls des représentants, « politisés », de ces divers courants dans chacun de ces organes soient parvenus à les dominer pour leur offrir un débouché politique. On a diffusé à profusion ces images d'officiers portugais lisant Marx dans les temps morts de la guerre coloniale. Il est vrai que ceux qui lisaient Baudelaire ou qui ne lisaient pas du tout ne préparaient pas exactement le lit de l'après-fascisme, aussi laissèrent-ils aisément la place, à l'aube des jours heureux, à ceux qui avaient pensé la nouvelle société.

Avant de prendre des positions politiques plus précises, des hommes tels que Salgueiro Maia, ou Otelo Saraïva de Carvalho, ou Ramalho Eanes, qu'on nomma les « opérationnels », commencèrent donc par laisser le champ libre aux Antunes, Crespo, Gonçalves, qu'on nomma les « politiques ». Plus tard, lorsque des divisions apparurent entre ces deux groupes et dans leur sein même, au gré des développements politiques, il y eut toujours quelque officier pour dénoncer les tentatives de manipulation des militaires par les partis politiques plutôt que les propres erreurs des militaires. Et quand, à la mi-novembre 1975, Otelo Saraïva de Carvalho et Vasco Lourenço devinrent les symboles respectifs de deux projets politiques opposés et contradictoires, l'un révolutionnaire et gauchiste, l'autre « social-démocrate », les deux hommes ne cessèrent pas de déclarer

publiquement qu'ils restaient liés par un très grand respect et une très grande amitié. De même, du gonçalvisme, les archives portugaises et internationales tendent à ne retenir que l'opportunité qu'il donna au parti communiste de s'infiltrer dans l'appareil d'Etat et l'institution militaire. On condamne donc un Gonçalves-communiste comme pour mieux oublier qu'il fut un Gonçalves-général d'une armée qui se voulait populaire. Voyons ce côté-ci du personnage...

Gonçalves et le M.F.A. ne commencent à régner qu'après les événements du 28 septembre 1974, qui voient l'éloignement du général Spinola. Trois événements, dès cette époque, vont caractériser l'évolution de l'armée vers ses tentatives d'hégémonie : l'envoi des soldats dans les campagnes portugaises, pour « dynamiser » les populations ; la publication, chaque quinze jours, d'un bulletin du M.F.A., conçu initialement pour informer les militaires, mais distribué dès le second numéro dans tout le pays ; la mise en place du projet de démocratisation de l'armée, œuvre du général Carlos Fabiao, ancien ami de Spinola, connu pour avoir désavoué publiquement la politique du président de la République au moment où ce dernier rechignait à accepter l'indépendance de la Guinée.

Les premières campagnes de dynamisation culturelle ont lieu dans un moment chaud, pour parer à un retour des forces de droite appuyant Spinola, ces fameuses « majorités silencieuses » que d'étranges partis vont chercher dans les campagnes, auprès des paysans, là où croit comprendre la gauche : « le 25 avril n'est pas encore arrivé ». Fondés sur de généreuses intentions, ces déplacements de soldats « jusque dans les villages les plus reculés » ont pour objet de faire comprendre aux populations dépolitisées et analphabètes ce que fut le mouvement du 25 avril, ce qu'est la démocratie nouvellement instaurée et l'intérêt qu'aurait chaque citoyen d'y participer. Les militaires conçoivent alors ces actions comme une forme d'appui aux partis politiques, « de gauche », lesquels sont tout de même grondés pour ne pas savoir faire assez bien ce travail d'explication eux-mêmes. Il n'est pas rare qu'on rencontre alors de ces fiers soldats qui vous disent : « les partis politiques, décidément, ne sont pas dignes de la démocratie que nous leur avons donnée... »

On écrit, à cette époque, dans le bulletin du M.F.A. : « en situation normale, dans un pays où les pouvoirs constitués ont surgi démocratiquement, les forces armées n'ont qu'une mission externe : résoudre, comme instrument du pouvoir politique représentatif de la volonté populaire, les conflits pour lesquels aucune solution pacifique n'a été trouvée... Mais dans une situation d'exception, comme celle du Portugal, les forces armées ne peuvent se limiter à cet objectif externe. Etant donné que la Nation portugaise a accepté le Programme du Mouvement des Forces Armées, elles devront être en état de vigilance permanente quant à sa mise en pratique et se structurer de manière à ce que les plus hauts responsables puissent être alertés sur les distorsions ou déviations possibles afin de les corriger... »

Dans le même numéro de ce second bulletin du Mouvement, deux articles apparaissent, en outre, qui indiquent le chemin. L'un : Chili, une révolution militaire tragique ; l'autre : Pérou, une révolution militaire originale. Le bulletin est confectionné par des officiers de la cinquième division, toutes portes ouvertes, à l'instar de la commission de coordination du programme, aux miliciens et aspirants officiers de gauche et d'extrême-gauche. Leurs œuvres journalistiques serviront de textes d'appui aux campagnes de dynamisation culturelle qui, par-là même, abandonneront ce gentil souci qu'elles avaient de répertorier les villages où manquait l'électricité, les écoles sans chauffage, les paysans sans machines et sans argent, long cahier de doléances rapporté vers Lisbonne, pour se vouer à des tâches plus idéologiques.

Les « soldats aux pieds nus », c'était bien, mais il leur fallait une ligne politique. Elle leur vint, comme d'habitude, « de l'extérieur ». Si elle fut communiste et gauchiste, c'est que ce fut celle-ci qui convint le mieux aux aspirations diverses qui traversaient le corps militaire. Fabiao, en même temps, élaborait les premières lois de démocratisation de l'armée, qui remplaçaient la hiérarchie de tradition par la hiérarchie des compétences. On assista alors à un premier nettoyage de printemps dans l'institution, la compétence technique étant généralement reléguée loin derrière la compétence politique, laquelle eut désormais ses règles et fonctions implicitement déterminées. On n'entendit plus parler des « capitaines opérationnels du 25 avril », Salgueiro Maia, par exemple, le héros qui avait conquis la caserne de la garde républicaine à Lisbonne, fut condamné au silence pour spinolisme, et Otelo, qui avait reçu des mains de Spinola la direction du C.O.P.C.O.N. (3) et qui ne voulait pas être écarté pour autant, fut contraint de se demander s'il avait bien fait de se déclarer, un jour, social-démocrate... Tout cela nous amène à l'échéance électorale du 25 avril 1975, après que ces militaires-gouvernants, réunis un temps dans

un « conseil des vingt », aient pris soin de se prononcer pour l'instauration d'un syndicat unique des travailleurs, dûment contrôlé par le parti communiste, de promulguer une loi sur les grèves qui leur garantissait la bonne obéissance des ouvriers, puis, à la faveur d'une tentative ratée de coup d'Etat de droite, le 11 mars, de créer un Conseil de la révolution doté de presque tous les pouvoirs et notamment celui de nationaliser les banques et les assurances, ce qui fut fait à la mi-mars sans autre forme de procès. Les partis politiques sont jugulés par un pacte qui les lie étroitement aux desideratas du conseil de la révolution. Ainsi parés, les militaires, c'est-à-dire le M.F.A., voient venir l'horrible moment où le peuple, « encore fragile », risque de se choisir d'autres élus qu'eux-mêmes. La « légitimité révolutionnaire » et la « légitimité bourgeoise » s'affrontent dans d'interminables débats...

Le germe de l'échec d'une forme approchante de dictature militaire croît sous la chaleur de la campagne électorale. Si le gros de l'armée accepte tant bien que mal de se laisser guider par le M.F.A. en ce que ce dernier lui garantit, après tout, un prestige inespéré, il reste un point sur lequel elle ne transige pas : les militaires ont assumé, le 25 avril 1974, un compromis d'honneur avec le peuple portugais, en lui promettant, enfin, des élections libres. Manquer à cet engagement serait lourd de conséquences pour l'institution militaire elle-même, qui perdrait l'essentiel du succès qu'elle s'était taillé un an plus tôt.

Aussi n'échappe-t-elle pas — ne désire-t-elle même pas échapper — à la consultation électorale. Elle y interfère, certainement, elle y mêle son grain de sel, condamnant par la bande tout ce qui dérange les choix politiques qu'elle a faits ou cherchant à donner de l'électorat les images qui lui conviennent le mieux : il est analphabète, dépolitisé, inexpérimenté, menacé par des « propagandes mensongères »... Ah, que n'est-il pas, au plus simple, une Afrique Noire ou une Amazonie colonisables à merci, une partie indienne d'un nouveau Pérou européen que des militaires vaillants puissent guider vers de belles aventures nationales. On parle beaucoup, à cette époque, du Tiers-Monde et l'on se penche sur le sous-développement du

(3) Commandement opérationnel pour le continent, conçu d'abord comme force de répression contre les grèves et autres désordres, symbole plus tard du gauchisme militaire.

Portugal pour le rapprocher de ces contrées où il est facile, encore, d'imposer des volontés politiques. A Lisbonne, c'est la fête des Cubains et des Algériens de passage, qui donnent des interviews...

Retour des civils

Mais il n'y a pas de miracle et aucune transubstanciation nationale possible : les résultats du scrutin consacrent la victoire d'un peuple de tradition européenne et qui entend le rester. La lutte entre militaires et civils a pris là sa forme la plus acerbe et la plus typique : dès lors que les militaires ont donné à la société civile le loisir d'exprimer sa vitalité (puisqu'ils ont accepté le principe des élections) elle a démontré que, dotée d'institutions représentatives, de partis, de syndicats, d'associations diverses, dotée en outre de toutes les formes d'expression politique émanant des multiples couches sociales d'un édifice complexe, elle obéissait bien plus à ses propres mouvements internes — la lutte de classe au sens strict du terme, par exemple — qu'à quelque velléité des militaires de la gouverner, surtout si, par dessus le marché, ils entendaient le faire à l'aide d'une idéologie aussi restrictive.

Cette démonstration faite, le M.F.A. allait à sa perte. Si l'on peut invoquer pour lui, jusque-là, les circonstances atténuantes de l'inexpérience, de la « bonne volonté », de la « sincérité », si toutes les forces politiques en présence ont toléré une évolution encore tâtonnante, aucune n'ayant encore établi exactement sa place par rapport aux militaires, la période post-électorale est le théâtre d'une véritable imposture. Le M.F.A. a été ébranlé par les résultats électoraux et se divise peu à peu entre ceux qui entendent se soumettre au verdict populaire et ceux qui en dénient la légitimité. Il faudra quatre mois pour que la crise se dénoue, quatre mois durant lesquels ceux qui entendent imposer à tout prix le M.F.A. s'isoleront de plus en plus au sein de l'ensemble de l'armée et devront pour subsister se lier de plus en plus étroitement au parti communiste.

Les assemblées d'unité, les assemblées générales de chacune des trois branches des forces armées d'où émanent d'importantes décisions politiques, sont « faites » par le parti communiste, qui sait y imposer sa loi et ses hommes et réduire ses adver-

saires au silence. La cinquième division de l'état-major général et les services d'information, totalement infiltrés, règnent alors sur les destinées du pays. Usant de la coercition psychologique pour apparaître, grâce aux nationalisations, à la réforme agraire, aux développements du « pouvoir populaire », comme le *bien* absolu, ce dernier carré de M.F.A. n'a cependant aucun moyen de répression physique, ce qui lui serait indispensable pour décourager la cohorte grandissante de ses adversaires. On parle de la peine de mort pour les contre-révolutionnaires, mais la société portugaise n'est pas prête à digérer de telles mesures, et dans les manifestations qui opposent les Gonçalvistes au reste du peuple et de l'armée, froidement qualifiés de réactionnaires, les soldats ne font que tirer en l'air... Aussi les opposants ont-ils leurs aises pour s'organiser.

L'anti-gonçalvisme triomphe, en août 1975, par le succès que rencontre le « document du groupe des neuf » qui permettra l'éviction du Premier ministre. Neuf officiers du Conseil de la révolution ont en effet cherché à arrêter la machine folle d'une révolution endossée par le M.F.A., à ses risques et périls, mais conduite en réalité par le seul Parti communiste à la barbe du peuple portugais. Pas complètement échaudés pourtant, ces neuf officiers, qu'on dit modérés, n'ont pas tant envie d'en finir avec le M.F.A. que de le restaurer dans son esprit initial, c'est-à-dire de l'épurer de toute influence extérieure et de le disculper des erreurs commises « sur son dos ». Les nationalisations, disent-ils, ont été faites trop hâtivement, la réforme agraire a été conduite de façon sectaire et irréfléchie, « il faut remettre de l'ordre dans la maison ». Vains espoirs : à donner de la voix à l'anti-communisme, on n'arrêtera plus le revanchisme, qui fleurit aussi bien dans l'armée que dans le peuple.

L'armée, à qui l'on décrit désormais la « gabegie » générale, rêve déjà de n'en plus être tenue pour responsable. Elle se retire après avoir rendu, le 25 novembre, le pouvoir aux partis politiques. La voici démocratique et obéissante, tout aux ordres des organes élus, soucieuse de faire oublier que sa décolonisation et sa révolution ne furent pas exemplaires. Ramalho Eanes, chef d'Etat-major de l'armée de terre, remplace, au salon des *Very Important Persons* un Melo Antunes qui n'a eu que quelques jours pour s'y asseoir. Melo Antunes disait, juste après le 25 novembre, que le M.F.A. était plus fort que jamais. Savait-il que déjà de nombreux officiers déclaraient fièrement n'en avoir jamais fait partie ?

Avec Eanes, l'armée est retournée dans ses casernes, à l'abri des responsabilités. La voilà redevenue républicaine, au service

de tous par sa neutralité politique. Des Pinochet ne naîtront vraisemblablement pas dans son sein, ou du moins pas parmi ses figures connues, tant il serait illogique qu'elle reniât si brutalement les options qui la guidèrent deux ans durant. Elle rêve au contraire de jours tranquilles et de renouer avec ses anciens bonheurs : elle demande que le président de la République soit choisi parmi les siens, contestant, par une vieille habitude, qu'un civil puisse remplir aussi bien qu'elle cette haute fonction. Comble de modestie, elle rechigne même à présenter elle-même un candidat, ce qui risquerait, dit-elle, de la diviser. Elle voudrait au contraire que les partis politiques lui fassent cet honneur de désigner, ensemble si possible, le général qui saurait représenter la légitimité populaire suprême. Nouvelle version du pacte, tacite cette fois, qui doit lier civils et militaires...

Resumen

No obstante la ruptura «revolucionaria» de dieciocho meses, existe entre el Ejército portugués de antes del 25 de abril de 1974 y de después del 25 de noviembre de 1975 una clara continuidad.

El carácter a la par corporatista y republicano de las Fuerzas Armadas se ha mantenido finalmente, después de los sobresaltos de la descolonización, de la politización del Movimiento, de la búsqueda a tientas de una vía propia y de la vuelta a la geografía electoral.

La extrema capacidad de adaptación de los grupos de oficiales, con fraseologías sucesivamente contradictorias, refleja en definitiva su negativa a asumir solos el poder y su retorno a una función técnica que les garantice sus privilegios, les absuelva de los errores del pasado colonialista y no les excluya como factor de presión.

Summary

In spite of the eighteen months «revolutionary» breaking off, the Portuguese army before Apr. 25, 1974 and after Nov. 25, 1975 has maintained its continuity.

Both the corporatist and the republican characters of the armed forces have finally been preserved, after the convulsions caused by

the decolonization, by the politicizing of the Movement, the groping research of its own way, the recurrence to electoral geography.

Groups of officers adapted themselves with the utmost ease to successively contradictory statements, in definitive a sign of their refusal to assume power alone and of their wish to come back to the technical functions that guarantee their privileges, exonerate them from the colonial past and do not exclude them as a pressure group.

Riassunto

Malgrado l'interruzione «rivoluzionaria» di diciotto mesi, tra l'esercito portoghese anteriore al 25 aprile 1974 e quello succesivo al 25 novembre 1975, esiste una netta continuità. Il carattere ad un tempo corporativo e repubblicano delle forze armate, alla fine si è mantenuto, dopo i soprassalti della decolonizzazione, della politicizzazione del Movimento, della ricerca tentennante di una via propria, di ritorno alla geografia elettorale.

L'estremà capacità dei gruppi d'ufficiali di adattarsi a fraseologie successivamente contradditorie, riflette in definitiva il loro rifiuto di assumere da soli il potere ed il ritorno ad un ruolo tecnico che garantisce i loro privilegi, li assolve dagli errori del passato colonialista, e non li esclude come fattore di pressione.

Except in Britain where immigrants from Ireland and the Commonwealth enjoy full civil and political rights, the great majority of migrants workers are deprived of many civil rights. As long as their residence permits are restricted to a specific job they have no freedom of movement. They cannot vote and some countries also restrict their participation in labor unions activities. Thus a sizeable proportion of the working class in Western Europe has become disenfranchised. Attempts to separate the occupational from the civil status of a working population have been common in Africa but not in Europe. It has been claimed that the situation resembles a sort of colonization in reverse: in this case the natives are the masters while the migrants are the servants who are assigned the menial jobs no one else wants and who are victims of more or less total segregation.

Kurt B. Mayer
in International Migration Review
New York - Winter 1975.

Syndicalisme international : l'inévitable bureaucratie

Marie Martin *

DANS le mouvement anarchiste, le débat sur la question syndicale ne date pas d'hier. Dans les milieux gauchistes, aujourd'hui, il est de bon ton d'être énergiquement pour ou contre les syndicats. Si l'on est pour, c'est parce que c'est là que se rencontre La Classe, et que l'on pense pouvoir transformer de l'intérieur un instrument détérioré ; ou encore, par anarcho-syndicalisme, parce que le syndicat serait la base de la société future. Ceux qui sont contre traitent les syndicats de bureaucratie pourrie, ils y voient les meilleurs gestionnaires du capitalisme.

On peut dire qu'historiquement les syndicats ont changé, corrélativement à l'évolution du capitalisme et des formes d'entreprise (1), ce qui pourrait faire conclure qu'il y a eu de bons syndicats mais qu'ils ont dégénéré. En vérité, l'organisation syndicale — au même titre que d'autres institutions ou partis — revêt en permanence une double fonction, de formation et de gestion, et les contradictions résident dans les divers aspects mêmes de ces deux fonctions: défense des intérêts des travailleurs, riposte à l'exploitation, négociations collectives, mise en place d'institutions autogérées, toutes les luttes quotidiennes s'inscrivent contradictoirement entre le désir de conquête et la défense des acquis, entre l'abolition du salariat et le maintien du pouvoir d'achat et du plein emploi (2). Pour mener à bien ses fonctions, le syndicat a besoin d'un appareil administratif et

---

* *L'auteur se présente dans le texte.*

(1) Sur ce thème, voir la brochure très discutable de Matériaux pour l'intervention : **Les ouvriers contre l'Etat, refus du travail**, Paris 1973, qui s'inspire largement des travaux italiens de Sergio Bologna et Mario Tronti.

(2) Communauté de travail du CIRA : **Composition sociale du mouvement anarchiste**, Lausanne 1972 (non publié), et «L'intégration imaginaire du prolétariat», **La Lanterne noire** (2), 1975.

d'un système de décision. La question qui se pose — l'hypothèse de l'anarcho-syndicalisme étant pour le moment écartée — c'est de savoir si l'institution est originale ou calquée sur les modèles dominants ; où se faufile la bureaucratie, si elle est inhérente au projet syndical même ou si elle en est une détérioration ; si les syndicats actuels sont contre-révolutionnaires ou remplissent adéquatement leur rôle réformiste.

Pour travailler depuis quelques années aux abords d'un mouvement syndical international, j'en ai acquis une certaine compréhension, j'y ai révisé mes connaissances historiques et théoriques. De grosses lacunes subsistent, qu'il peut être difficile de combler sans une participation plus intense au travail de l'organisation ; mais cela impliquerait une identification avec ses tâches et ses buts à laquelle je me refuse. De là aussi, peut-être, l'hétérogénéité des plans de ma critique.

Un réformisme originel

IL Y A un siècle, les premiers syndicats s'appelaient souvent « sociétés de résistance » — résistance à l'exploitation et au paternalisme. Il s'agissait de conquérir un territoire où se développeraient une pensée autonome, une liberté de mouvements, des institutions propres. Il s'agissait aussi d'acquérir des armes, et dès l'origine celles-ci furent de deux sortes : les armes propres à la classe ouvrière — grève, sabotage, boycott — et les armes que l'on voulait prendre à la bourgeoisie — instruction, statistique, défense juridique et économique. Mais les sociétés de résistance n'étaient généralement pas considérées par les militants comme les noyaux de la société future ni comme le moteur de la révolution (3) : c'est plus tard que le syndicalisme révolutionnaire se constitue proprement en idéologie, en institution totalisante où se prépare et se réalise la révolution (4).

Les syndicats d'obédience communiste, social-démocrate, *a fortiori* chrétienne n'ont jamais, à ma connaissance, été considérés comme les détonateurs de la révolution : lieux de formation, de prise de conscience (on connait les remarques désabusées de Marx et de Lénine sur les limites de la conscience spontanée), organes d'aménagement des relations professionnelles, de gestion ouvrière, de défense des droits des travailleurs, ils sont soit des appendices d'un Parti (voire d'un Etat), soit les garants d'un ordre social non conflictuel. Les conflits sont des accidents qu'il s'agit de prévenir, ou d'utiliser au service du pouvoir en place ou d'un nouveau pouvoir. L'aboutissement des revendications, c'est la reconnaissance des négociations, la force de loi donnée aux conventions collectives et autres accords, la participation paritaire, le contrôle légal sur les excès patronaux. Et cela depuis un siècle : il y a un siècle, Hermann Greulich, un des fondateurs de l'Union syndicale suisse, écrivait que le syndicat est « *une union de travailleurs de la même profession, de la même branche de production ayant pour but une assistance mutuelle dans le combat pour l'existence, dans la lutte offensive et défensive — en un mot : la défense solidaire des intérêts personnels et collectifs. Le caractère révolutionnaire est déjà nettement marqué dans cette définition fondamentale du syndicat... Le premier devoir du syndicat est, de par sa nature, la protection contre l'oppression, l'exploitation, les traitements indignes et les mesures disciplinaires.* » (5) Au congrès de fondation de la C.I.S.L., en 1949, Walter Reuther — dirigeant des United Automobile Workers américains — déclarait que « *par suite de l'action syndicale, l'Etat intervient de plus en plus pour le bien des hommes ; ce qui ne veut pas dire que l'on doit tout attendre de l'Etat providentiel,* précisait-il, *mais les syndicats doivent par leurs luttes sur le plan économique obtenir les transformations que l'Etat peut imposer.* » (6)

C'est dans ce cadre réformiste qu'on pourra discuter des syndicats, considérer l'action des centrales actuelles, de leurs fédérations d'industries et de leurs Internationales. Certes, les sections, à un moment ou l'autre, peuvent être amenées à des actions originales, radicales ; elles ne s'identifient pas toujours au sommet, mais c'est bien là que se décide la politique et que se passent les compromis.

---

(3) Voir à ce sujet les débats aux congrès de la **Première Internationale**, en particulier celui de Bruxelles en 1874.

(4) Nettlau, à plusieurs endroits, remarque que la naissance du mouvement syndicaliste révolutionnaire coïncide avec la montée de l'illégalisme anarchiste (en France, le tournant daterait de 1894) ; il y voit non pas deux mouvements antipodiques, mais deux formes du communisme anarchiste, l'exclusivisme de l'un (le syndicalisme se suffisant à lui-même) allant de pair avec l'abondancisme de l'autre (la prise au tas).

(5) **Tagwacht**, 9 décembre 1876 ; repris dans **Le mouvement ouvrier suisse, documents de 1800 à nos jours**, Genève 1975.

(6) Cité par **La Révolution prolétarienne, déc. 1949.**

La formation

Si l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, il faut que ceux-ci aient une conscience suffisante de leur force, une solidarité pratique et permanente entre eux. C'est là la première fonction des syndicats : la formation des membres et des responsables pour l'acquisition d'une culture ouvrière, d'une connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier et des mécanismes de l'économie, et l'établissement de syndicats dans toutes les usines et ateliers. L'acquisition des moyens de lutte se fait, elle, dans la lutte : on n'apprend pas à faire grève, on la fait, et les militants sont plutôt formés à freiner le désir de détruire qu'à le susciter.

Les principes de la formation syndicale ne sont *a priori* ni viciés, ni subversifs. Elle peut mettre des œillères et distiller des slogans comme elle peut accroître la capacité d'analyse et la lucidité en matière sociale et économique, introduire le doute sur la limpidité de ses objectifs mêmes. Le paradoxe réside ailleurs : dans la capacité d'intégration, par les syndicats, de groupes minoritaires à la société. Ils peuvent s'y refuser longtemps, comme les syndicats américains qui n'admettent que des membres à la peau blanche, comme ceux qui ne publient leurs circulaires et leurs informations que dans la langue du pays. Tôt ou tard les groupes non représentés socialement se mettent néanmoins à présenter un danger par leur concentration dans certains emplois, par leurs revendications maximalistes, leur auto-organisation, leur poids économique et l'utilisation que peut en faire le patronat. C'est alors que les syndicats prennent le relais des organisations philanthropiques et des groupements hétérodoxes. Ils peuvent y réussir ou non. L'exemple le plus frappant est celui des émigrés — que ce soit au début du siècle en Argentine ou aujourd'hui en Suède — dont le syndicat assure l'apprentissage de la langue et des coutumes du pays, l'adaptation de leur formation professionnelle aux exigences locales. Aujourd'hui, un des thèmes importants de la propagande syndicale est l'organisation des femmes au travail et des jeunes travailleurs, groupes relativement peu intégrés aux mécanismes du pouvoir et qui représentent une partie significative de la force de travail. Les salariés de ces deux groupes affichent une indifférence certaine à l'action syndicale comme à d'autres formes d'engagement socio-politique dans les institutions, et les syndicats comme l'Etat supportent mal de les voir rester extérieurs à leur fonctionnement. Sous un alibi démocratique, on milite pour la promotion des femmes et des jeunes, comme s'ils ne pouvaient pas se promouvoir eux-mêmes. Une dernière catégorie de citoyens de seconde zone, ce sont les chômeurs, que les syndicats organisent en comités, en sections, tant ils craignent de les voir prendre plaisir à ne pas travailler...

Le syndicat se charge aussi d'une partie importante de la formation civique et professionnelle des travailleurs. Il pourrait faire là œuvre novatrice, voire révolutionnaire, mettant en œuvre des méthodes qui ne se bornent pas à répéter celles de l'enseignement officiel. Au contraire, les écoles syndicales sont pour la plupart de type archi-traditionnel, faisant une confiance aveugle aux hommes de science, aux tenants de l'idéologie dominante (ou aux discoureurs marxistes, ce qui est équivalent comme le remarque judicieusement Heinz Zimmerman (7) et aux représentants de l'Etat. On y apprend les techniques comptables, la lecture des lois, l'étiquette des négociations, l'ergonomie ; on y acquiert une formation professionnelle approfondie ou on s'y recycle. Certes, le temps passé dans les écoles est autant de gagné sur le temps de la production et de la misère quotidienne ; mais c'est avant tout l'apprentissage de l'intégration sociale et des limites posées à la révolte.

La gestion

L'autre fonction des syndicats, c'est la gestion des intérêts de leurs membres. A partir de l'idée simple que les patrons cherchent à diviser leurs ouvriers et que l'union fait la force, les travailleurs se sont groupés pour défendre leurs revendications : pour obtenir les augmentations de salaires et les améliorations de conditions de travail qu'ils souhaitent, ils ont tôt cherché à négocier. Le modèle politique dominant dans les pays industrialisés, avec le suffrage universel et l'accession démocratique aux Parlements et au pouvoir, était là pour les guider. Il est évident que le résultat des négociations, les conventions collectives, est une arme à double tranchant par son caractère même de contrat, de compromis. Le rapport de force n'est jamais au seul avantage du prolétariat organisé, ou alors l'exploitation et l'oppression seraient déjà dans les oubliettes de l'histoire. Le processus n'a pas de fin prévisible :

(7) « L'expérience de la cogestion en Allemagne fédérale », **Interrogations (1), 1974.**

il n'est que d'entendre les responsables syndicaux se reconnaître comme « négociateurs professionnels ».

Le *nec plus ultra* des objectifs syndicaux, depuis l'origine, c'est la gestion des institutions propres — caisses de chômage, de grève, voire caisses maladie ou de retraite — et la gestion paritaire des organes de l'économie et de l'Etat. La gestion autonome de caisses de prévoyance permet le contrôle de leur fonctionnement et donne au syndicat, pour autant qu'il soit assez fort, une base financière solide. Mais elle alourdit aussi l'appareil, les fonctions logistiques de l'organisation, et au profit de sa sauvegarde on peut renoncer à des actions mobilisatrices ou risquées : le nerf de la guerre se dissout dans le métabolisme de la paix sociale... Quant à la participation de représentants des travailleurs aux conseils de surveillance ou aux conseils d'administration des grandes sociétés, elle est obtenue depuis peu, « de haute lutte », dans des pays comme l'Allemagne ou la Suède, avec certains droits de veto sur des points mineurs, et fait pâlir d'envie les syndicats de pays moins « démocratiques ». L'obtention d'un droit de regard sur la sécurité dans l'entreprise, les dangers des machines et des substances utilisées, avec la possibilité de stopper le processus de production lorsque les risques sont prouvés, semble aussi une conquête révolutionnaire. Rien n'est plus propice, au contraire, à la mutation des syndicats en institutions, partie prenante de la modernisation du capitalisme. D'une part à travers la spécialisation dans les syndicats mêmes (les fonctions de représentation et de négociation des permanents prenant le pas sur les contacts avec ceux qu'ils sont censés représenter, leur écoute des problèmes quotidiens du travail, leur rôle dans l'agitation et la mobilisation), d'autre part avec le manque d'imagination général des syndicalistes et leur formidable respect du savoir, de la science, de la technique (8). Ce sont les administrateurs et les directeurs qui posent les termes de la discussion, jusqu'aux horaires et à la tenue de rigueur ; ce sont les techniciens qui définissent les possibilités d'aménagement des locaux et de diminution des accidents ; ce sont les juristes et les hauts fonctionnaires qui rédigent les lois et les interprètent. Les syndicalistes reproduisent ces conduites, apprennent la logique de leurs adversaires sous couvert de se faire mieux entendre : ce qui est certainement le cas lorsqu'ils parlent le même langage et reconnaissent les mêmes valeurs.

(8) Voir l'article de Nico Berti sur les rapports entre science et pouvoir : « Anticipazioni anarchiche sui nuovi padroni », **Interrogations** (6), 1976.

La délégation des pouvoirs

La représentation des intérêts n'est qu'une fonction dans la superstructure : il ne peut y avoir de représentation sans raison, sans mandat. Mais l'utilisation même de ce terme, superstructure, introduit l'autre aspect de cette fonction, qui est qu'elle est dévolue presque toujours à des permanents, à des « fonctionnaires », à des *union officials*. Ce sont eux qui détiennent le discours et le pouvoir, ce sont eux les interlocuteurs : les débats, les négociations, les prises de décisions se passent entre représentants des travailleurs — mieux encore : entre *délégués d'organisations représentant les travailleurs*... Le discours, le pouvoir, ils les détiennent parce qu'ils ont le Savoir : vue d'ensemble des problèmes de la profession et de la production, connaissance des entreprises, de leurs résultats et de leurs ramifications, tri des informations à diffuser, évaluation des rapports de force et des choix politiques.

Or la représentation est pratiquement devenue une fin en soi. Au niveau confédéral ou international, c'est bien connu, les dirigeants syndicaux passent une bonne partie de leur temps à siéger, au nom des travailleurs, dans des conférences, séminaires, commissions ou conseils où règne le discours, où se dissout la quotidienneté du travail, de la souffrance, des luttes. (Encore qu'il faille introduire des nuances : il existe des syndicalistes qui ont cessé de croire au décorum des emplois consultatifs auprès d'instances officielles, en particulier internationales.) Et leur polyvalence est remarquable : dans les instruments internationaux, par exemple, on voit les mêmes personnes parler non seulement de multiples secteurs d'industrie — bien qu'ils soient hors de la production depuis belle lurette, s'ils y ont jamais été — mais aussi parler au nom des femmes, des émigrés, des manœuvres et des cadres, des chômeurs et des travailleurs en équipe, des invalides et des retraités. Comme ils sont délégués, leur parole mérite confiance ; plus les effectifs de leur organisation sont nombreux, plus elle a de poids. En outre, ils sont éternels : si en principe les secrétaires sont élus par les congrès, en pratique ils sont très souvent élus et réélus sans programme, sans mandat des électeurs, pour des raisons politiques ; et s'ils ne peuvent statutairement continuer à occuper leur poste, on leur trouve un autre emploi dans la maison, ou ils passent à un autre secteur. (9)

(9) Des exemples britanniques chez Mark Fore : **G.M.W.U. Scab Union, Solidarity Pamphlet**, 1970.

Il existe au niveau international une double structure syndicale. Les confédérations internationales regroupent les centrales nationales (CGT, CFDT, FO en France, CGIL, CISL, UIL en Italie, TUC des pays britanniques, LO des pays scandinaves, DGB allemande, etc.) (10) ; les trois principales sont la CISL (social-démocrate), la FSM d'obédience communiste et la CMT ex-chrétienne. Leur rôle est plus politique que proprement syndical, et elles sont souvent plus proches des instances gouvernementales que des syndiqués, tant les organes directeurs sont éloignés hiérarchiquement du monde du travail. Les secrétariats professionnels internationaux (SPI) regroupent des fédérations d'industrie nationales : dans la métallurgie (FIOM), la chimie (ICF), l'alimentation (UITA), etc. Créés comme corps professionnels autonomes, comme corps de métiers, il y a près d'un siècle, ces SPI ont été pour un temps partie intégrante de la CISL avant de s'autonomiser à nouveau. Ils sont financés par leurs organisations affiliées, lesquelles font souvent partie de centrales nationales de la CISL ; quant à la FSM et à la CMT, elles ont aussi des organes similaires, mais financés directement par les confédérations (11).

On ne peut enfin ignorer l'existence de centrales syndicalistes révolutionnaires : CNT espagnole, IWW américains, USI italienne, SAC suédoise, dont l'importance a varié selon les moments historiques et dont le fonctionnement est pour partie original, mais qui n'ont jamais eu la lourdeur institutionnelle des grandes centrales social-démocrates ou communistes, les seules pratiquement à être reconnues par les Etats et les entrepreneurs comme les « organisations les plus représentatives » (12).

Les Internationales sont dirigées par un comité élu parmi les représentants des affiliées et ont un secrétariat, où généralement la seule personne élue est le secrétaire général. Les secrétariats servent de coordinateurs à l'information, de bureaux de recherche économique, comptable et politique, d'organes de solidarité. Le personnel y travaille sous la responsabilité directe du secrétaire général. Ce dernier ne vient pas toujours du mouvement syndical, plus rarement encore de la production ; il a des tâches multiples et lourdes, et les candidats qualifiés sont peu nombreux à se présenter à de tels postes. L'autonomie relative des secrétariats permet-elle d'impulser une ligne politique, des directions de recherche, une solidarité effective, un soutien actif à des luttes ? Il existe évidemment des organisations qui sont des bureaucraties à l'état pur, sans congrès, sans effectifs, financées par des officines gouvernementales ; je n'en parlerai pas, car elles ne peuvent servir de critères d'évaluation ni d'instruments de la critique du syndicalisme actuel. En revanche, certains SPI coordonnent efficacement les actions de certaines de leurs affiliées, luttent réellement contre la répression et les dictatures, sont à l'avant-garde du travail syndical sur les sociétés multinationales et sur les questions de santé et de sécurité, par exemple.

(10) Pour l'Europe, on peut consulter le schéma non exempt d'interprétations donné dans **A, Rivista anarchica** (44), Milan 1976.

(11) On n'amènera pas ici le sujet des syndicats-maison ou des syndicats jaunes, grossière manœuvre patronale ; ni le débat entre le syndicalisme professionnel et le « One Big Union » des IWW.

(12) A ce sujet, un bon chapitre sur la France dans CORALE : **Capitalisme syndicalisme même combat,** Cahiers Spartacus, 57 B, 1974.

Les Conseils mondiaux

Les Conseils mondiaux de sociétés, — qui existent pour General Motors, Ford, Chrysler, Saint-Gobain, Dunlop-Pirelli, Nestlé, Unilever, etc. — regroupent des responsables de syndicats ayant des membres dans l'une ou l'autre filiale de ces sociétés ; ils ont pour but « *de diffuser des informations aux syndicats concernés, de soutenir les organisations lorsqu'elles traitent avec la direction et de coordonner l'action syndicale dans les sociétés en question. Les SPI cherchent à réaliser un certain degré d'harmonisation des conditions de travail de tous les salariés d'une même société dans le monde entier, à obtenir une date d'expiration commune pour toutes les conventions collectives et à faire reconnaître par la direction que beaucoup de problèmes du travail dans une société multinationale sont liés entre eux et doivent être pris en considération dans un cadre global par les syndicats et les employeurs.* » (13) Les listes des filiales et des participations, par exemple, sont patiemment reconstituées pour obliger les sociétés à en publier d'exhaustives. Des recherches sont faites

(13) Laurent Enckell, « There's a Way to Work Together », **Viewpoint** 5 (4), 1975.

sur les comptes publiés dans les rapports annuels, et leurs trucages dévoilés par la comparaison des années et des comptes des succursales : ainsi on s'est aperçu que The Nestlé Company aux Etats-Unis ne payait pas d'impôts pour ne faire apparemment aucun bénéfice, grâce à un artifice comptable qui la rend pour longtemps débitrice de la société-mère en Suisse. Les conventions collectives sont épluchées et leurs clauses comparées, pour les rendre explicites et donner plus de force aux revendications et négociations locales. Les fermetures d'établissements sous prétexte de « conditions défavorables des marchés » sont dénoncées comme transferts de production vers des pays où la main-d'œuvre est moins coûteuse, moins organisée, moins revendicatrice. Lorsqu'une grève éclate dans un pays, les syndicats des autres filiales peuvent menacer de grèves de solidarité, refuser d'exporter des produits de substitution (avec l'aide indispensable des organisations des travailleurs des transports), intervenir auprès du siège central de la société, des directions locales ou des autorités politiques : la responsabilité de la société dans son ensemble est ainsi mise à jour, bien qu'elle jure généralement de l'autonomie des directions locales. Ainsi devrait se construire le « contre-pouvoir », la « riposte syndicale » aux sociétés multinationales.

En fait, si les Conseils mondiaux ont quelques beaux succès à leur actif, leur fonctionnement ne correspond pas précisément à leur ambition. La convocation des réunions et la circulation de l'information sont lourdes de formalisme, de centralisation et de considérations tactiques. Leurs membres sont des permanents de fédérations nationales, qui ont en leur sein une ou plusieurs sections dans des établissements de la société en question. Du travailleur de l'établissement jusqu'au délégué au Conseil mondial, les paliers hiérarchiques sont nombreux et pratiquement infranchissables. On marque d'une pierre blanche les jours où un délégué (venant généralement d'un syndicat minoritaire) siège en compagnie de travailleurs à la production. Le poids des fédérations nationales n'est pas toujours relatif à l'implantation des sociétés dans le pays ni au degré d'organisation, mais tient à la situation sociale générale du pays : les Suédois peuvent exercer un droit de veto sur les membres étrangers des conseils d'administration des multinationales, tandis que les syndicats d'Afrique occidentale doivent encore obtenir la reconnaissance légale pour être admis à la table de négociations ; en Italie, les syndicats tablent sur la participation étatique dans les grandes sociétés pour réduire les déséquilibres régionaux et assurer le plein emploi ; aux

Etats-Unis, une grande combativité au niveau des conditions de travail va de pair avec l'exigence de la syndicalisation obligatoire (*union shop*) et des positions politiques souvent réactionnaires ; en Angleterre, en Allemagne, la paix sociale est acquise au prix d'une grande corruption des dirigeants syndicaux par les sociétés. La solidarité ne peut se développer qu'à condition de ne pas coûter trop cher, de ne pas mettre en question les positions acquises.

Santé et sécurité

Le travail tue, depuis toujours. Il tue encore grossièrement (sur les chantiers de génie civil, dans les mines, dans les plantations de thé en Inde...), il tue aussi de manière plus raffinée : la sophistication des techniques provoque des maladies professionnelles nombreuses et nouvelles, dues soit au procès même de production, soit aux substances utilisées. Face à la diversité des législations, des assurances, des interdictions officielles, les SPI accroissent depuis peu leurs activités en vue de coordonner les efforts en matière de santé et de sécurité, d'harmoniser les systèmes d'assurances, de décrire les substances dangereuses et les maladies professionnelles. Dans ce domaine aussi ils ont parfois pu obliger les sociétés à révéler leurs techniques de fabrication et les ingrédients de leurs produits, faire progresser les législations sociales et les normes internationales. Mais une fois de plus, entre le projet et la pratique la césure est profonde.

Les principes de la négociation et de la représentation, en effet, règnent aussi en ce domaine. Par rapport aux entrepreneurs, les syndicats calculent leurs revendications selon ce que leur enseigne la science toute-puissante : limite du bruit à 90 décibels, parce quon n'en devient pas forcément sourd ; valeur MAC (maximum de concentration acceptable) pour les substances dangereuses, pour ne pas attraper forcément le cancer ou la silicose ; équipements individuels de protection, parce que faute de mieux ; cadences sauvegardant la productivité sans que le *stress* mène à l'hôpital. Mais le bruit est toujours facteur de tension et d'inattention ; mais les ateliers puent toujours ; mais les masques, les oreillettes, les casques (même avec radio incorporée) sont toujours désagréables à porter ; mais les cadences sont toujours inhumaines. La coïncidence entre les impératifs de la production et de la science n'a guère encore éveillé les soupçons des bureaucrates assis.

Les accidents qui surgissent, disent-ils, c'est fréquemment parce que les travailleurs n'ont pas mis leurs uniformes, ont ôté les écrans de protection, ont allumé une cigarette dans l'atelier, n'ont pas pris le repos nécessaire. Ce n'est pas toujours la faute au travail lui-même, ni à la technique, encore moins à son idéologie. S'il y a lieu de remédier à certains dangers, à certains abus, c'est par le biais de la législation que cela se fera le mieux. A nouveau les pays scandinaves, puis l'Allemagne viennent en tête des progrès sociaux : des lois déterminent le cubage des ateliers, le coffrage des machines bruyantes, l'hygiène des vestiaires (on n'y fume plus), dressent la liste des substances autorisées (ce qui vaut certes mieux que celle des substances interdites, qui est toujours tournée et dépassée), élargissent le champ des maladies indemnisées. Les deux meilleurs analyseurs de la nocivité du travail, l'absentéisme et la sinistrose sont systématiquement ignorés ou considérés comme preuves de mauvaise volonté, tant par les syndicats que par les entreprises et par les médecins. Les films didactiques suédois sur l'ergonomie, tout en affirmant que « *c'est la machine qui doit s'adapter à l'homme et non l'homme à la machine* », enseignent aux travailleurs comment finir la journée sans trop de migraines ni de courbatures.

Au niveau international, les exigences sont encore moindres, puisqu'elles ne suivent même pas les clauses des conventions les plus favorables, et puisque les équipements en chercheurs et les instruments de critique de la science y sont pratiquement inexistants. Seule peut jouer la solidarité, pour empêcher l'exportation vers des pays du Tiers-Monde de machines désuètes et dangereuses, pour interdire l'addition de dopants à la bière des travailleurs rhodésiens ou la distribution gratuite de Saridon aux horlogères, pour dévoiler les dangers que taisent les sociétés.

Des principes paradoxaux

Le syndicat supporte mal que les travailleurs ne trouvent pas en lui leur identité. Dans le mouvement syndical international, par ses implications politiques mêmes, il existe certes des tendances qui servent des intérêts étrangers — d'un Etat, d'une église, d'un parti, d'une technocratie. Mais le souci d'exclusivité syndicale, de représentativité universelle est un indicateur probable de bureaucratisation : les actions autonomes, l'irrespect ou le débordement des consignes syndicales sont vus comme des manœuvres scissionnistes. Loin de moi l'idée de valoriser par principe les actions de la « base » : l'article de Sam Dolgoff (14) montrait bien comment elles peuvent s'accompagner de préjugés conservateurs ou racistes, comment la critique de bureaucrates peut se borner à les remplacer par d'autres. Mais que les intérêts des travailleurs leur soient communs ne signifie pas qu'ils doivent se reconnaître tous dans une forme unique de représentation. Les organisations ne sont ni universelles ni éternelles, et la « libre fédération des producteurs associés » ne peut être que mobile et multiple. La permanence des structures permet d'accumuler les expériences, les connaissances, les forces, les munitions ; elle accumule hélas aussi les scléroses et les lourdeurs. Ainsi le principe d'exclusivité rend les Internationales syndicales myopes et dures d'oreille pour ce qui se passe en dehors de leurs affiliées, hésitantes à soutenir des grèves sauvages ou des grèves menées par des syndicats concurrents et à accorder foi aux informations divulguées par des groupes autonomes. Le hiatus réside probablement dans le principe même : une organisation syndicale internationale, puisqu'elle défend les intérêts de la classe ouvrière mondiale, doit être nécessaire et suffisante ; c'est là que la bureaucratie est inévitable.

Paradoxe dans la forme, paradoxe aussi dans les buts. La stratégie face aux multinationales, pour reprendre cet exemple, vise à obtenir plus de contrôle pour les travailleurs : d'abord par des conditions de travail équivalentes d'une filiale à l'autre, d'un pays à l'autre ; ensuite, par la participation à la gestion, au capital, aux profits et au contrôle du fonctionnement des sociétés, par des places au conseil d'administration et des institutions paritaires, avec si possible le soutien de l'Etat et de ses lois.

La rationalité du capital n'est mise en question que s'il se conduit mal : exploitant trop grossièrement des groupes de travailleurs (comme aux Indes ou en Afrique du Sud), réalisant des bénéfices trop exorbitants, mentant trop visiblement. Pour garantir le plein emploi et des revenus suffisants, disent les syndicats, il faudrait mieux répartir les bénéfices ; cependant, quand vient la crise, les représentants syndicaux se sentent concernés par les problèmes de la rentabilité des entreprises et de l'indépendance nationale, et acceptent de négocier

(14) « Rebellion in the Ranks », **Interrogations** (3), 1975.

le blocage des revendications, des augmentations de salaire et des primes, sous couvert d'enrayer le chômage et d'assurer la compétitivité des exportations. Les exemples récents en la matière ne manquent pas.

C'est lorsque la production devient démesurée qu'elle fait l'objet de critiques ; mais ces critiques ne portent pas sur la production elle-même. Les travailleurs défendent leur branche, qu'ils soient ouvriers des tabacs, des usines d'armement, gratte-papier ou bien boulangers, et c'est un leurre de justifier ceux-ci et non ceux-là. La seule justification du salariat, c'est la production, utile ou non, visible ou non, réelle ou non. Les sociétés l'ont bien compris, qui ne dévoilent plus tant des bénéfices somptuaires que leurs capacités d'auto-financement, d'amortissements, de prêts internes ou externes (le *cash-flow* devenant indicateur principal). Les actionnaires conservent le pouvoir d'argent, les gestionnaires à tous les niveaux supérieurs ont le pouvoir de le faire circuler, animer un département ou en calmer un autre, créer ou freiner l'inflation. La participation des représentants syndicaux aux organes de direction ou de surveillance des sociétés reflète peut-être la défense des intérêts des travailleurs : elle reflète sûrement le désir de partager ces pouvoirs fascinants.

Paradoxe enfin dans les moyens. La recherche qui se mène dans les secrétariats internationaux doit rendre des comptes, en l'occurrence être opératoire pour les syndicats affiliés, dont on a vu plus haut le respect de l'autorité en matière scientifique : son heuristique n'est donc pas évidente, à moins de jouer de cette autorité même. Elle doit aussi servir à court terme : le syndicalisme est avant tout une riposte, et se définit donc par rapport au système dans lequel il s'inscrit. Empêché qu'il est de choisir ses armes et son champ de bataille, il calque sa logique, ses formes, sa morale sur celles des « partenaires sociaux », et se trouve sans cesse dépassé par les innovations techniques, économiques ou en matière d'oppression et d'exploitation. On sait depuis la démonstration de Censor (15) qu'il n'existe pas de capitalistes intelligents ; c'est une bien mauvaise compagnie pour les travailleurs et leurs représentants.

Avril 1976.

(15) Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie, Champ Libre 1976.

Resumen

Contrariamente a las declaraciones extremistas en pro o en contra del sindicalismo, este artículo, que se basa en la experiencia habida por el autor en una organización sindical internacional, procura definir las contradicciones propias del sindicalismo, considerado como un movimiento reformista desde sus comienzos. Mediante ejemplos como la formación sindical, la participación en la gestión (de instituciones propias o paritarias o de órganos estatales), los consejos mundiales de trabajadores de las sociedades multinacionales y los problemas de salud y de seguridad, o mediante el estudio concreto del papel desempeñado por algunos secretariados profesionales internacionales, la crítica revela las incoherencias de la forma adoptada y los medios utilizados por las organizaciones y pone de relieve el profesionalismo y la especialización de los representantes y los negociadores. Sin realzar en demasía las acciones de la base, ni pretender que ésta haya permanecido inalterable frente a dirigentes corruptos, se da a entender que el afán exclusivista de los sindicatos actuales constituye un obstáculo. El sindicalismo suscribe la lógica de la producción, de la sociedad jerárquica y de la ideología dominante y, por ende, de la burocracia.

Summary

In contrast with the positions favorable or unfavorable to trade-unionism, this article, based on the author's experience in an international union, attempts to define the contradictions inherent in trade unions, which he sees as a reformist movement from its inception.

The author criticizes the incoherence of the structure and of the means that trade unionism adopts; he emphasizes the professionalism of the representatives and negotiators. His argumentation is developed from a series of examples: the formation of a trade unionist, the participation to management (through appropriate institutions, commissions composed of equal number of people, or through state agencies), the World Company Councils of international societies, health and security problems, as well as a special study of the role of International Trade Secretariats.

Without going so far as magnifying the actions of a rank and file that would be «pure» in contrast with a corrupted leadership, the exclusivism of trade unions is estimated to put the brakes on a direct expression of the workers' interests.

Trade unionism backs the logic of productivity, of the hierarchical society, of the ruling ideology, and thus cannot avoid the trap of bureaucracy.

Riassunto

Contro le prese di posizione favorevoli o no al sindacalismo, questo articolo, che si basa sull'esperienza dell'autore in un'organizzazione sindacale internazionale, cerca di definire le contraddizioni riguardanti il sindacalismo, visto come movimento riformista sin dalle origini.

Sulla base di esempi come la formazione sindacale, la partecipazione alla gestione (istituti propri, o paritari, o organi statali), i Consigli mondiali dei lavoratori delle società multinazionali, i problemi riguardanti la salute e la sicurezza, ed inoltre attraverso lo studio particolare del ruolo dei Segretariati professionali internazionali, la critica si volge all'incoerenza della struttura e dei mezzi che le organizzazioni sindacali si danno, e sottolinea il professionalismo dei rappresentanti e dei «negoziatori».

Senza peraltro magnificare le azioni di una base «pura» di fronte ai dirigenti corrotti, l'esclusivismo dei sindacati è considerato un freno all'espressione diretta degli interessi degli operai.

Il sindacalismo si veste della logica della produzione, della società gerarchica, dell'ideologia dominante, ed è per questo che la burocrazia non può essere evitata.

Dès que la revendication nationale a été confisquée par le courant nassérien... (les gauches marxistes) se sont trouvées isolées. Cet isolement se renforçait du fait que la gauche égyptienne se caractérisait en général par un recrutement social souvent restreint aux couches privilégiées, plus à l'aise dans leurs rapports avec l'intelligentsia internationale qu'avec leurs propres masses populaires, notamment paysannes.

Gérard Chaliand,
Mythes révolutionnaires du Tiers Monde.

Structures of Power in Cuba

Sam Dolgoff (*)

In the first phase of authoritarian revolutions, the revolutionary élite (sometimes commanded by a personal dictator) seizes and consolidates power on the pretext that it is acting in the «name of the people.» But in order to govern the country and carry out the decrees of the leadership, every regime must eventually institutionalize its power by creating a permanent, legally established bureaucratic administrative apparatus.

To implement institutionalization, Castro, in 1970, launched the reorganization of his government and the drafting of a new constitution, proclaiming that the Revolution had now come of age and the people could now be trusted to more self-rule. Castro promised the enactment of measures to expedite the decentralization of his administration; expand local autonomy and worker's self-management of industry; democratize the mass organizations and create new state agencies designed to encourage more participation of the people in local and national affairs. (We list the more important changes and our comments under appropriate headings.)

Reorganization of the Governmental Structure

In 1973 the top governmental structure was reorganized in the following manner: 1) The division of the government into legislative, executive, and judicial departments was rejected as «bourgeois». The functions of the three branches are

(*) A 74 year old retired house painter. Has for over 50 years been active in the American labor and libertarian movements. Books: *Bakunin on Anarchy; The Anarchist Collectives in the Spanish Revolution* (1936-1939). *The Cuban Revolution: an Anarchist Perspective* is to be published this year. He is now preparing a book on the *History and Problems of the American Labor Movement.*

concentrated into the Council of Ministers —there are a number of affiliated national agencies such as Agriculture and Husbandry Development; The Fishing and Forestry Institute; The National Poultry Board; and a number of cultural bodies— the Institutes of Cinema, Literature, The National Council of Culture and similar groupings.

2) Actually the real power is exercised by the Executive Committee of the Council of Ministers (equivalent to a Cabinet) composer of ten Deputy Prime Ministers who control and coordinate their respective departments and agencies. These departments include: basic industry and energy; consumer goods industries and domestic trade; the sugar industry; non-sugar agriculture; construction; transportation and communications; education and welfare. «... The Executive Committee of the Council of Ministers was created persuant to the orientation of the Political Bureau of the Communist Party of Cuba...»

3) At the intermediate levels, Coordinating Provincial Councils appointed by the Deputy Prime Ministers of the Executive Committee in «... coordination with the Provincial Delegates of the Political Bureau of the Communist Party will carry out ... the directives issued from above ... by the corresponding central authority...» (i.e. The Deputy Prime Ministers of the Executive Committee of the Council of Ministers.)

4) «... the Prime Minister of the Council of Ministers, Fidel Castro Ruz, who also presides over the Executive Committee of the Council of Ministers will be directly in charge of the following agencies: Ministry of the Revolutionary Armed Forces (FAR), Ministry of the Interior. National Institute of Agrarian Reform (INRA) and Ministry of Public Health...»

Since Castro is also the First Secretary of the Central Committee of the Communist Party of Cuba (CPC) and since every major and ministry and agency head is a member of the CPC and is appointed by Castro, Herbert Matthews (a Castro sympathizer) reluctantly concludes that: «... all the organs of state power are under Castro's direct command. He is all-powerful and it is *his* Revolution... Castro does not want —or dare— to create a self-governing administration; a managerial apparatus; an autonomous political party; a powerful military élite; because any one of them, could threaten his power...» (1).

Following the Stalinist pattern, the Cuban State is a structured pyramid in which absolute power is ultimately exercised by an individual (Castro) or by a collective dictatorship as in post Stalin Russia.

(1) Herbert Matthews, **Cuba in Revolution**; New York, 1975, p. 379.

The Judicial System

There is no independent judiciary «... the courts [reads the law] receive instructions from the leadership of the Revolution which are compulsory...» The judicial system is only an agency of the Council of Ministers which regulates and controls all courts and legal agencies. The highest judicial administrative body is the Council of Ministers of the Supreme People's Court which transmits to the lower courts the «...instructions of the leadership of the Revolution which is compulsory...» (2). The system centralizes all four judicial branches; ordinary, military, political, and the People's Courts for minor offenses. The judges of the People's Courts are laymen. The President of the Republic, the Ministers, and the members of the Political Bureau of the CPC are exempt from the juridiction of the courts and can be tried only by special Party courts (3).

Private law practice is prohibited. Defendants in court cases can be represented only by state appointed lawyers even when the State itself is being sued. Judges, juries, and other judicial personel must be ideologically reliable (4). «... knowledge and study of Marxism-Leninism, Marxist sociology and the materialist interpretation of history are indispensable prerequisites for the true integral education of a revolutionary judge... (5).

The Communist Party of Cuba

Under the name «People's Socialist Party» (PSP) the Communist Party was organized in 1925. Under Castro, it was known as Integrated Revolutionary Organizations (ORI); the United Party of the Socialist Revolution (PURS), and, since 1965, as the Communist Party of Cuba (CPC).

The old Communist Party was never on good terms with Castro, not only because of its collaboration with Batista, but

(2) Carmelo Mesa-Lago, **Cuba in the 1970's**; University of New Mexico, 1974, p. 68.

(3) Ibid., p. 68 (unless otherwise noted, Mesa-Lago's sources are from Granma, the official organ of the Communist Party of Cuba).

(4) Mesa-Lago; ibid., p. 68.

(5) Granma; January 6, 1974.

also because it ridiculed Castro's historic July 26th 1953 attack on the Moncada Barracks (now commemorated as a national holiday). The communists called the attack a «bourgeois putchist adventure». Moreover, the communists took no part in the fight against Batista and sabotaged Castro's call for a general strike to unseat Batista. The communists came to Castro only a few months before the overthrow of Batista, when they saw that Castro was going to win.

The revolution was made in spite of the opposition of the Party. Since the Party did not, as in Russia, initiate revolutionary action and seize power, it was in no position to dictate terms to Castro in exchange for its collaboration. The Party was accepted only on condition that it acknowledged Castro's leadership and accepted without question all his ideological, political and economic policies.

Castro dominates the CPC. The members of the Communist Party's Central Committee belong to Castro's clique. Castro himself (as already noted) is the First Secretary of the Party and his brother Raul ranks next. There is, of course, no democracy within the Party. Thus, when Anibal Escalante was accused of «micro-factionalism» (a crime that is not even listed in the penal Code) because he tried to subordinate Castro to the discipline of the Communist Party he was sentenced to 15 years at hard labour. «... Escalante and his lawyers were deprived even of the right to address a single word in self-defense to the court and the public documents contain no defense pleas of any kind...» (6).

The CPC does not make policy. Its function is to carry out government orders, not to govern, or as Maurice Halperin puts it; «... the function of the CPC is to mobilize the population for goals set by Castro himself...» (7).

In Cuba, the CPC fulfills the same preponderant role as in Russia and the other «socialist countries». The expanding role of the CPC in the reorganization process is manifested in its growing membership, which increased from 55,000 in 1969 to 200,000 in 1975. The estimated membership of the Union of Communist Youth is about 300,000. 85 % of armed forces officers also belong to the CPC. An interesting sidelight: according to *Verde Olivo* (organ of the Armed Forces) the composition of the Central Committee of the CPC was 67 % military (including 57 Majors), 26 % professionals and only 7 % workers.

(6) K. S. Karol, **Guerrillas in Power**; New York, 1970, p. 472.

(7) **The Rise and Decline of Fidel Castro**; University of California, 1974, p. 133.

In addition to the 6 secretariats of the CPC in the provinces, there were in 1973, 60 district secretariats, 401 in the municipalities and 14,360 party cells, in mass organizations, factories and rural areas.

The Communist Party governs Cuba and Castro rules the Communist Party. The Stalinist subservience of the CPC to Castro was stressed by Armando Hart (Organizing Secretary of the CTC) in 1969, in a speech at the University of Havana: «... can anyone analyze or study theoretical questions, raised, for instance, by philosophy, the road to Communism; or any field of culture, mainly those of social science and philosophy, without taking into account the ideas and concepts of Fidel [Castro] and Che [Guevara]?...» (8).

The first post-Castro Congress of the CPC (Dec. 1975) ratified the new constitution drawn up by the veteran communist leader Blas Roca and the juridical committee of the Party Central Committee. The CPC was proclaimed as the «... supreme leading force of Cuban society and the State». The national program of the Party was approved and the tentative first five year economic plan for 1976-1980 inclusive was also recommended.

Pending implementation of the new directives of the Congress, the CPC is headed by a 100 member Central Committee. Below the Provincial Committees are the Regional and Municipal Committees down to factory and farm cells. At every level of this complicated, autocratically centralized organization, the orders of the high command (Castro's clique) are faithfully carried out.

Driven by the necessity to remain on good terms with his saviors, upon whom his survival in power depends, Castro deliberately falsifies the history of his relations with the Cuban communists; affirming now what he vehemently denied before. His mouthpiece, *Granma* (August 16, 1975) hypocritically stressed that: «... throughout its history our nation's first Communist party performed tremendous work disseminating Marxist-Leninist ideas; fought the local oligarchy and against imperialism and selflessly defended all democratic demands of the working class...» (9).

(8) **Granma**, Sept. 28, 1969 — quoted Halperin, ibid., p. 17.

(9) **International Affairs Monthly**; Moscow, November 1975, p. 17.

People's Democracy and Decentralization

IN THE summer of 1974 an experiment in democracy and decentralization was initiated in Matanzas Province. Municipal, district and provincial Organizations of People's Power (PPO) were established. 5,597 production and service units were handed over to the PPO. The PPO performs the combined functions of city council and local administration, and also takes on certain functions of the Committees for the Defense of the Revolution (CDR), etc. 90 % of the people voted in the elections, but «... 60 % of the deputies are communists and young communist members...» (10).

An interview with a high official of the PPO proves that the much publicized «decentralization», «democracy» and «people's self management» of affairs allegedly being instituted in Cuba is a brazen fraud:

« Q) Is the establishment of self-governing Organ of People's Power (PPO) to promote mass participation in local and provincial administration part of the process of reinforcing the Dictatorship of the Proletariat?

A) Actually, the establishment of the PPO —being tried out as an experiment in Matanzas— is part of the process.

Q) On what principles are the PPO based?

A) The Communist Party is the principal, the indispensable organism for the construction of socialism in our country, and, as such, directs as it deems best, all the organizations and organisms, including of course the Organs of People's Power» (11).

This system patterned after the fake Russian «soviets» actually re-inforces the dictatorship.

The Committees for the Defense of the Revolution (CDR)

«WHAT [asked K. S. Karol] has become of the many rank-and-file organizations that were once so dynamic?... These organisations have ceased to exist on anything but paper. They became puppets... for example the CDR... spring into action when it comes to tracking down bad citizens and small traders. The CDR have been reduced to mere appendages of the «Seguridad» or National Police Force...» (12). And Herbert Matthews writing five years later in 1975, states flatly that the CDR is now completely «... under the control of the Communist Party... Besides spying, the CDR also performs certain functions such as helping to organize vaccinations for polio, diphteria and measles, sees to it that parents send their children to school, that food and other rations are fairly handled, etc...» (13).

The CDR is actually a vast, intricate network reaching into every neighborhood, every home and even into the personal life of every man, woman and child in Cuba. The following verbatim conversation with a native Cuban tells more about the operations of the Cuban Police State and the total obliteration of individual freedom than any number of abstract academic dissertations or statistical tables:

«... I ran into a hurricane of a woman named Mrs. S. The famous literacy campaign, she stormed, «was indoctrination», there was no dissent... it was like a new dark age in Cuba. These spies of the CDR know who visits me and whom I visit... Under Mr. Castro, it is suddenly my neighbor's duty to know how I live. Everybody knows that in a civilized country, your home is your fortress... here in Cuba, every jackass is knocking on your door to give you advice on who is dangerous... they want to take lock off my front door... You think I exaggerate? Well, you do'nt live here... Our deepest need is to be our ownselves, different, non-conformist... my motto is «leave people alone» ... it is intolerable to have only one power in the State... even righteous power... because human beings have a perverse desire to say NO... even to righteousness, to disagree...»

[A medical student told the visitor] «... We all know who are the self-appointed spies. Go and talk to Mrs. Blanco...» [the visitor quotes her]: «... yes, I know what everybody says about me, but I have to see that people do not do certain things —like being absent from work. No absenteeism on this block...» [An absentee who claimed sickness, «stress» he called it, was actually visiting his girl friend —unbeknown to his wife. When Mrs. Blanco threatened to expose him to his wife] «... he was all right for two days, I checked with his work place —two days, and them, more «stress»... he was hungry

(10) Ibid., p. 17.

(11) Granma, May 28, 1974.

(12) Karol, ibid., p. 457.

(13) Matthews, ibid., p. 15.

for his girl friend... I felt like following him one day and catching him out... because, after all, it IS MY BUSINESS... he is a parasite, letting down my block... I wondered if I should not talk to his girl friend... warn her to keep away from him, break relations... I am not saying anything... but I am watching from here what is happening... but what a pain if his wife finds out!...» (14).

René Dumont tells that in the barracks of the «macheteros» [cane cutters] working away from home: «... there are sometimes little signs that read: «Sleep quietly. The Revolution is watching over your wife.» As a matter of fact, if a «machetero's» wife is visited by a man, the husband gets a telegram from the local CDR...» (15).

Cuban Youth Rebels

In the spring of 1972, Jaime Crombat, Secretary of the Young Communist League, complained that among the youth there was a «... backward minority who neither study nor work —or do so only under pressure— those who, permeated by the ideology... maintain a conduct contrary to socialist morale... » (16). Mesa-Lago's painstaking research unearths the true situation. He deserves to be quoted at length: «... in spite of the remarkable progress in education, i.e. reduction in the illiteracy rate... serious deficiencies were reported. In April 1971, out of the number of school age youngsters, 14 to 16 years old, there were 300,000 who neither worked nor studied; 23 % among 14 year olds, 44 % among 15 year olds, and 60 % among 16 year olds. The dropout rate was worse —more in rural areas (88 %) than in urban areas (66 %). In elementary schools, 69 % of those who attended classes in 1965, did not finish in 1971... students showed a lack of concern for socialist property...» According to the Minister of Education, 50 % of the books sent to school were lost every year due to carelessness. Castro exploded in indignation: «... there is something wrong when we have to educate our young people in the need to care for socialist property... loafers, people who don't work, criminals are the ones who destroy...»

(14) Barry Reckord, **Does Fidel Eat More Than Your Father?** New York, 1971, pgs. 60-69.

(15) René Dumont, **Is Cuba Socialist?**; New York, 1974, p. 137.

In the same speech Castro denounced the youth for wearing «extravagant foreign fashions» [too tight pants and long hair in the case of boys; too short mini-skirts in the case of girls] liking «decadent literature». In some cases... «... the youth were used by counter-revolutionaries against the Revolution...» Castro found «residual manifestations» of prostitution and homosexuality. In 1967, minors participated in 41 % of all crimes committed in the nation. Four years later the percentage rises to 50 % ...» (16).

«... in 1972, Joe Nicholson Junior, a sympathetic journalist to wear long hair. The official answered that if one boy is allowed to be different in hair, dress or behavior, the rest might request the right to be different too. This, in turn, would create controversy, something that was considered incorrect...» (17).

Measures to correct this situation included compulsory military service, military units to aid production, and to work in construction, irrigation and other projects. Nevertheless, it was reported that the number of youngsters in the 13 to 16 year bracket who committed offenses remained unchanged. Castro alleged that the high juvenile delinquency rate was due to the fact that they were exempted from criminal punishments by the courts. In May 1973, legal liability was reduced from 18 to 16 years and tough penalties up to life imprisonment were imposed for crimes against the national economy, abnormal sexual behavior and other offenses.

«... The dropout problem was partially solved through the SMO (compulsory military service) and the Youth Centennial Columns. The SMO recruits numbered 300,000 in 1972 (about one third of all youngsters between 16 and 17). In 1973 both these youth organizations were merged into the Youth Army of Work EJT...» (18).

Plight of the Workers

The promised abolition of house rents and increasing wages of the lowest paid workers was not kept. Likewise, full pay for sick and retired workers was eliminated. There was

(16) Mesa-Lago, ibid., pgs. 93 to 96.

(17) Mesa-Lago, ibid., p. 97.

(18) Mesa-Lago, ibid., p. 96.

no lessening of the severe food rations in 1973. One of the main resolutions of the 13th Congress of the Cuban Confederation of Labor (CTC) November 1973, restored the worst features of the capitalist wage system —payment according to output, instead of according to need. In his speech to the closing session of the Congress, Castro tried to justify this policy: «... paying the same wage for the same type of work without taking into account the effort required to do it, is an equalitarian principle we must correct... payment should be measured in physical terms according to the complexity and skill required to do the job...» In line with this policy, 132 million pesos were allotted to raise wages for technicians in order to spur them to «increase their productivity» (19). At the first Congress of the Communist Party of Cuba (December 1975) the motto «From each according to his ability: to each according to his WORK» was displayed in huge red letters.

Wages are linked to work quotas. Every worker is given a quota. If the quota is not fulfilled, wages are proportionally reduced. Purchase of scarce appliances (television sets, refrigerators, washing machines, etc.) are allotted not according to the worker's need but according to his correct attitude (obeying orders, patriotism, overfulfilment of work quotas, etc.). The faithful wage slave will be allowed to spend his vacation at the better resorts and be granted first access to housing (20).

Actually, the 13th Congress of the CTC rejected the right of the unions to defend the rights of the workers. According to the resolutions, there are no conflicts. The State, the Communist Party, and the unions are partners cooperating always to produce «more and better products and services; to promote punctual attendance at work; to raise political consciousness; to follow the Communist Party directives...» (21).

To get a job, every worker must carry an identity card and a file with a full work record of his «merits» and «demerits». «Merits» include voluntary unpaid labor; overfulfilment of work quotas, working overtime without pay; postponing retirement to keep on working; defense of State property; and a high level of political consciousness. «Demerits» are «activities that negatively affect production; disturb discipline; low level of political consciousness...» (22).

(19) Mesa-Lago, ibid., p. 43.

(20) Mesa-Lago, ibid., pgs. 44, 45.

(21) Mesa-Lago, ibid., p. 83.

(22) Mesa-Lago, ibid., pgs. 87, 88.

In the Spring of 1971, the government proclaimed a law against «loafing», compelling all able-bodied men between the age of 17 and 60 to work. Worker absenteeism was 20 % in late 1970. Penalties for the «crime of loafing» fluctuates between house arrest to one or two years at forced labor (23).

«Union Democracy»

In September 1970, Castro announced that we «... are going to trust the workers to hold trade union elections in every local... the elections will be absolutely free...» Castro then brazenly contradicted himself, making it clear that «... only workers who would unconditionally follow government, management and party orders would be elected...» (24).

The election procedure prohibited candidates from electioneering or advertising their candidacy. Only the election committee had the exclusive right to advertise the «merits» of the candidates. More than half the workers refused to participate in the rigged electoral farce because they did not expect any real changes or because there was only one candidate on the ballot. When the CTC was discussing election proceedings, some union members strongly criticised the methods of conducting the elections and the choosing of the candidates. The Minister of Labor interrupted the discussion, calling the critics «counter-revolutionists» and «demagogues» and warning them that their «negative attitude» had to be «radically changed» (25).

The 13th Congress of the CTC (November 1973) was the first in seven years (1966). The Congress was attended by 2,230 delegates allegedly representing 1,200,000 workers. The main business was automatically ratifying or modifying details of the «thesis» submitted by the organizing commission (over 99 % in favor). The number of national syndicates was increased from 14 to 22 (26).

(23) **Granma**, January 17, 1971.

(24) Resumen Granma Semanal, Octuber 10, 1970.

(25) (26) Mesa-Lago, ibid., p. 77-78.

Workers' Control and Self-Management

THE CASTRO government never seriously intended to allow meaningful participation of the workers in management (to say nothing about full self-management of industry). K. S. Karol reveals that in 1968: «... Castro himself confessed to me that he saw no chance of granting the workers the right to self-management in the near future —let alone of introducing a truly socialist mode of production...» (27).

Jorge Risquet, the Minister of Labor, declared that: «... the fact that Fidel Castro and I suggested that the workers be consulted, does not mean that we are going to negate the role that the Communist Party must play... decision and responsibility fall to the management... one thing that is perfectly clear is that management should and does have all the authority to make decisions and act... management represents the organization of the State and is charged with the planning and fulfilment of production and services...» (28).

In his famous speech of July 26th 1970, Castro made it clear that: «... we must begin to establish a collective body in each plant... but it must be headed by one man and also by representatives of the Advanced Workers Movement [the Cuban equivalent of the Russian Stakhanovites who excelled all other workers in speed and output —model workers. Later Stakhanovism became the prototype for the Socialist Emulation Movement] the Young Communist League, the Communist Party and the Woman's Front...» (29).

A 1965 law established Labor Councils (Consejos de Trabajo). The Labor Council is composed of five workers elected for a three year term. But the Council does not manage, administrate, or even partially control production. Its functions are to settle workers' grievances, expedite the orders and directives of management, enforce work discipline and process transfers. The transfer of a worker must be approved by both the Ministry of Labor and the Communist Party nucleus (30).

(27) Karol, ibid., p. 546.

(28) Speech ot the closing session of the 13th Congress of the CTC.

(29) Quoted by Andrew Zimbalist, **Paper presented to the 2nd Annual Conference on Workers' Self-Management**; Cornell University, June, 1975.

(30) Zimbalist, ibid.

The unions are actually transmission belts for the administration and implementation of production. Raul Castro declared that the «... unions are supposed to be autonomous, but must be politically guided by the Party and must follow its policies...» The 13th Congress of the CTC declared that: «... the functions of the unions are to cooperate in improving management performance; strengthen labor discipline; assure attendance at work; increase production; eradicate absenteeism, malingering and carelessness...» (31).

«... The union could participate in the administration of the enterprise through two institutions, Production Assemblies and Management Councils (Consejos de Dirección). These two institutions are the top administrative bodies at all work centers...» (32). «... each Management Council is composed of an administrator, his or her top assistants, the worker elected union representative, the Communist Party nucleus and the local branch of the Communist Youth Organizations...» (33).

«... the Assembly could make recommendations but the manager could accept, reject, or modify the recommendations as he sees fit... unions are not allowed to intervene in the determination of salaries, hiring or firing, dismissal of managers, or in planning...» (34).

European, American and many Latin American workers actually exercise more workers' control than do the Cuban workers. There was, in fact, more workers' control before Castro's regime came to power.

Militarization of Labor

ACCORDING to Gerald H. Reed who studied the Cuban educational system during his long visit to Cuba: «... the plan for the Technological Instruction Institutes converted these institutions into military centers. The students live under strict military discipline and complete their draft obligations while they study... (35).

(31) Mesa-Lago, ibid., p. 82, 83.

(32) Mesa-Lago, ibid., p. 84.

(33) Zimbalist, ibid.

(34) Mesa-Lago, ibid., p. 84.

(35) **Comparative Education Review**; June 1970, pgs. 136, 143.

The Youth Army of Work (EJT) is a branch of the regular army, commanded by Commandante (equivalent to Major General) Oscar Fernández Mell. Mell is also Vice Minister of the Revolutionary Army and a member of the Central Committee of the Communist Party. The EJT was founded August 3, 1973 in the Province of Camagüey. On its first anniversary, a message of congratulations grandiloquently signed, «Fidel Castro, First Secretary of the Communist Party and First Prime Minister of the Revolutionary Government», thanks the EJT for: «... your decisive help in the sugar harvests of 1974. Your formidable work in fulfilling agricultural plans, in the construction of schools, factories, housing and ferries surpasses even the extraordinary achievements of preceeding organizations...» And Castro's brother, who signs himself, «Raul Castro Ruz, Commander of Division and Minister of the Armed Forces»: «... sends our most fraternal greetings to all soldiers, officers, under officers [non-commissioned sergeants, corporals, etc.] and political commissars of the Youth Army of Work, and exorts them to perfect themselves politically, and ideologically for combat... as we have already said on other occasions, we are certain that this army will become a true bastion of production and defense of the Revolution...» (36).

K. S. Karol commenting on the massive militarization of labor which reached a high point in the 1968 «Revolutionary Offensive» tells how «... the whole country, was, in fact, reorganized on the mode of the army... Command Posts were set up... in every province... Labor Brigades were turned into batallions, each divided into three squads, led by a Major and a Chief of Operations... the Che Guevara Brigade [on the agricultural production front]... was under the direct control of the army...» (37).

The Armed Forces

At the inception of the Revolution Castro was acclaimed by the people when he vowed to curb the power of the military, reduced the highest rank in the rebel army to Major and eventually abolish the army entirely in favor of the People's Militias.

(36) **Granma, August, 18, 1974.**

(37) **Karol, ibid., p. 444-445.**

The process of compulsory military service begun in 1963, culminated in 1973, with the abolition of the vaunted militias «The People in Arms». «... the Militia has been replaced by a civil defense organization under direct army control. Nor is there anything of a «People's Army» about the new organization... after each exercise, the guns are safely locked away in the barracks —a far cry from the days when Fidel declared that he was prepared to distribute arms «even to cats»...» (38).

Cuba boasts the most powerful army in Latin America. Russia and «the socialist countries» supplied Cuba with massive armaments and military technicians. Hundreds of young officers in the Revolutionary Armed Forces (FAR) were trained in Russia (39). As early as 1963, the military expert Hanson Baldwin considered the Cuban air force to be the «most modern and potentially the most powerful in Latin America» (40).

It has been greatly strengthened since with Russian MIGS and other equipment. Cuba also has «a formidable array of anti-aircraft missiles, coast artillery, radar stations...» (41), long range cannons the latest light and heavy tanks and other modern weapons.

With the cooperation of Soviet military experts, Raul Castro transformed the Cuban armed forces into a highly disciplined, highly stratified military machine differing in no essential respect from the modern conventional armies of the great military powers.

Raul Castro is a far more capable military organizer and strategist than is his brother Fidel. Raul and not Fidel actually devised the strategy and organized the Guerrilla War in the Sierra Maestra and in the Sierra de Cristal which precipitated the downfall of Batista. Raul, has since then capably commanded the Cuban army (42). Nearly all the commanders who served under Raul became high officers in the Cuban army, government, and members of the Central Committee of the Communist Party.

It would be a mistake to assume that Raul Castro is a mere figurehead in the regime. He not only shares power with his brother Fidel, he weilds considerable power on his own account. When Castro travels abroad, Raul rules Cuba in his place until Fidel returns. And Fidel named Raul to succeed him if he is

(38) Karol, ibid., p. 457 —also **Granma, April 22, 1973.**

(39) Matthews, ibid., p. 187.

(40) (41) Matthews, ibid., p. 407.

(42) Matthews, ibid., p. 102.

killed or dies of other causes. Matthews emphasises that if Fidel Castro should for any reason disappear, Raul would easily succeed him as ruler of Cuba because he would be in a position to rally all the most formidable power blocs to support him. «... Raul would have with him a powerful military and police force, a strong administration [the governmental bureaucracy] and the all-powerful Polit-Buro of the Communist Party...» (43).

Although Raul Castro cut the size of the Cuban army in half (from 300,000 to 150,000) it is still five times greater than Batista's 30,000 men army, navy and air force. Better organized, better trained, and better equipped with the most advanced weapons; the numerically reduced army has been reorganized into a far more formidable fighting force. So much so, that at this writing, the Cuban government has, in collusion with Russia, been able to send thousands of troops to fight in Angola without appreciately impairing the combat power of the Cuban army.

The hierarchical ranking system of the armed forces has been reorganized to conform with the prevailing traditional ranking systems of all military powers, «capitalist» or «socialist». «... Law 1257, leaves Fidel as Chief Minister of the Armed Forces; Raul Castro, as Minister of the Armed Forces (directly under Fidel) becomes the only Division Commander whose equivalent in other countries is Lieutenant General (Raul is in fact, now called «Lieutenant General») in Cuba. Four Brigade Commanders were named who are the equivalent of Major Generals... a number of First Commanders, or Colonels were also appointed. Below the rank of Commander (Lieutenant Coronel) the titles of First Lieutenant and Sub-Lieutenant are used as in other armies... Similar changes are made for the Revolutionary Navy. (Ship Commander for Admiral, down to Corvette Captain, for the equivalent of Commander as in other navies...») (44).

In justifying counter-revolutionary militarization, Castro said that the armed forces «... had been distinguished in the past for their modesty of rank and uniform [plain, shabby olive green but that now that the] «... Revolution had become more mature and so had the armed forces...» (45).

Increasing militarization signifies revolutionary progress! This remark alone, signifies the degeneration of the Revolution —even without additional incontrovertible evidence.

(43) Matthews, ibid., p. 407.
(44) Matthews, ibid., p. 407.
(45) *Granma*, April 22, 1973.

Concluding Remarks

While Castro is at present the undisputed ruler of Cuba, institutionalization is eventually bound to undermine his personal dictatorship.

It is axiomatic that no State can possibly rule without an administrative apparatus. The reconstruction of the Cuban government therefore necessitates the creation of an enormous bureaucratic administrative machine. The Communist Party, the armed forces, the educational establishment, the economic agencies, the trade unions, the local, regional, provincial and national governments, etc., relentlessly compete for more power. As these formidable power blocs expand and become more firmly entrenched, Castro's machine will be obliged to share power with them. Personal rule will give way to a collective dictatorship and tyranny will be perpetuated.

The institutionalization of the Cuban Revolution is, however, still in its early stages. Thus far, the first attempts in this direction indicate that the institutionalization of the Revolution serves only to re-inforce the personal dictatorship of Fidel Castro and his faithful lieutenants.

Powerfully abetted by the massive support of the Soviet bloc of «socialist countries» and its own massive internal apparatus, the Castro regime is still powerfully entrenched. The Cuban people unable to revolt by force of arms are waging a relentless guerrilla war of passive resistance against the Police State. They have, in the course of their struggles developed ingenious ways of harassing and even seriously frustrating the plans of their tyrants (loafing, slowdowns, evading laws, sabotage, sporadic acts of violence, ridicule, etc.).

The rebellion could provide a solid base for a mass underground movement comparable to the anti-Batista resistance movements. On the other hand, the ability of modern totalitarian regimes —both «right» and «left»— to survive mass discontent indefinitely —even for generations— must not be underestimated. Many hard battles will have to be fought, many lives lost, before victory will have at last been achieved.

Resumen

Durante los últimos años, Fidel Castro y su grupo dirigente han preparado la institucionalización de su poder creando un aparato permanente, legalmente definido, que pueda legitimizar las decisiones y la política de dicho poder. Castro ha prometido que las nuevas instituciones —legislativas, ejecutivas y jurídicas— favorecerán la participación del pueblo en la dirección de los asuntos locales, regionales y nacionales; que los funcionarios que administrarán las nuevas instituciones serán elegidos libremente por el pueblo; por último, que la nueva Constitución garantizará la autonomía local, una intervención obrera mayor y la autogestión de la industria por los trabajadores, la democratización de los sindicatos y otros organismos de masas, etc.

El articulo examina si estas promesas son efectivamente mantenidas mediante el funcionamiento de las nuevas instituciones. Su conclusión es que el nuevo aparato está centralizado al máximo, hasta un solo individuo; que el Partido Comunista controla el Estado y que ese partido está dirigido por Castro y su equipo. De acuerdo con el modelo stalinista, el Estado cubano es de estructura piramidal, en cuyo vértice el poder está ejercido por Fidel Castro, integrado en una dictadura colegial de tipo poststalinista.

Riassunto

Nel corso degli ultimi anni Fidel Castro ed il suo gruppo dirigente hanno preparato l'istituzionalizzazione del loro potere, creando un apparato permanente, costituzionalmente definito, per legittimare le decisioni del potere. Castro ha assicurato che le nuove istituzioni — legislative esecutive, e giuridiche, — favoriscono la partecipazione del popolo alla direzione degli affari locali, regionali e nazionali, che i funzionari delle nuove istituzioni saranno eletti liberamente dal popolo ed infine che la nuova Costituzione garantirà l'autonomia locale, una maggiore partecipazione operaia, l'autogestione dell' industria da parte dei lavoratori, la democratizzazione dei sindacati e delle altre organizzazioni di massa, ecc.

L'articolo esamina se queste promesse vengono mantenute dal funzionamento delle nuove istituzioni. La conclusione è che il nuovo apparato è estremamente centralizzato, che il partito comunista controlla lo Stato ed il partito è diretto da Castro e dal suo gruppo. Secondo il modello staliniano, lo Stato cubano ha una struttura piramidale, al cui vertice il potere è esercitato da Fidel Castro inserito a sua volta in una dittatura collegiale di tipo post-staliniano.

Résumé

Au cours de ces dernières années, Fidel Castro et son groupe dirigeant ont préparé l'institutionalisation de leur pouvoir en créant un appareil permanent, légalement défini qui puisse légitimer les décisions et la politique du pouvoir. Castro a promis que les institutions nouvelles — législatives, exécutives et juridiques — favorisent la préparation du peuple dans la conduite des affaires locales, régionales et nationales, que les fonctionnaires qui administreront les nouvelles institutions seront librement élus par le peuple, enfin que la nouvelle Constitution garantira l'autonomie locale, une plus grande intervention ouvrière et l'autogestion de l'industrie par les travailleurs, la démocratisation des syndicats et des autres organisations de masses, etc.

L'article examine si ces engagements sont effectivement tenus par le fonctionnement des nouvelles institutions. Il conclut que le nouvel appareil est centralisé à l'extrême, jusqu'à un individu ; que le Parti Communiste contrôle l'Etat, et que ce Parti est dirigé par Castro et son équipe. Suivant ainsi le modèle stalinien, l'Etat cubain est de structure pyramidale, au sommet de laquelle le pouvoir est exercé par Fidel Castro, intégré dans une dictature collégiale de type post-stalinien.

Todos ustedes creen que se acerca el momento en que el gobierno cubano dejará en libertad a sus prisioneros políticos. Nosotros, que vemos esto con los ojos de la experiencia, pensamos diferente. Creemos que estamos en prisión de por vida. Estoy de acuerdo en que el poder revolucionario de nuestro país ha tenido bastante tiempo y acumulado recursos suficientes par asentirse confiado, y que el cambio en la política extranjera latinoamericana es significativo, pero ninguno de esos cambios parece influir en nuestro destino. La realidad que respiramos nos dice que pertenecemos a otro mundo, que estamos enterrados en las entrañas de la tierra. Tengo algo más que un presentimiento: estoy prácticamente convencido de que pasaré mis últimos días en estos rincones con barrotes. Soy una sombra del hombre que ingresó a prisión en octubre de 1959. La mayor parte de mi pelo ha caído, y lo que queda es gris o blanco. Tengo sólo 56 años, pero parezco un anciano.

De una carta a sus familiares

Huber Matos

preso desde hace mas de 16 años por haber denunciado el control comunista sobre la Revolución cubana.

Trotski y la revolución española (*)

Ignacio Iglesias

Examinando objetivamente, a la altura de nuestro tiempo, cuanto escribió Trotski respecto a la revolución española, sobre todo el período concerniente a la guerra civil, se tiene la fundada impresión de que no supo ni quiso apearse del rocinante de sus ilusiones. Esas ilusiones consistían en querer ver en todas partes una reedición del octubre ruso. No sólo sus interpretaciones de los acontecimientos las hizo siempre a través del prisma de la revolución bolchevique, sino que las actitudes o soluciones que proponía resultaban en todo instante un calco perfecto de las adoptadas por él y Lenin en 1917. Para Trotski, pues, la revolución rusa resultaba un modelo perfecto y único. Y cuando le argüían que las condiciones de España, por ejemplo, eran otras, respondía desdeñoso que ese era el «argumento acostumbrado de todos los oportunistas» (1) y que las «homilías abstractas de este género producen una impresión nada seria» (2). Andrés Nin, en una conferencia que pronunció en abril de 1937, le contestó de manera indirecta, al afirmar que «las fórmulas de la revolución rusa, aplicadas mecánicamente, conducirán al fracaso», agregando que «de la revolución rusa hay que tomar no la letra, sino el espíritu» (3). Pero tal parece que para Trotski letra y espíritu eran una sola y única cosa.

Incluso en algunos de sus escritos del período de la guerra civil, considera algunos aspectos de esta última como si se tratara de un calco de la guerra civil rusa, hablándonos de Regimientos y no de Divisiones y poniendo en un mismo plano la caballería roja y la aviación ítalo-germana en cuanto a su eficacia. Verdad es que también afirmó que si «al frente de la España republicana se hubieran encontrado los revolucionarios y no los agentes poltrones de la burguesía, el problema del armamento nunca hubiera jugado un papel preponderante» (4). ¿Es que era suficiente el verbo revolucionario para hacer frente a un Ejército moderno, bien pertrechado, como lo fue entonces el franquista? Para él, sin duda sí; el verbo que tenía que corresponder a un programa definido, detallado, escrito negro sobre blanco, sin lugar para la improvisación, ya que para Trotski la revolución era algo puesto en ecuación y que debe desarrollarse con la misma implacable lógica que una operación algebraica. Sin embargo, se ha visto que en toda revolución, como en la vida misma, cada día y a veces cada hora exige improvisaciones, soluciones inesperadas para poder enfrentarse con problemas nuevos que no dejan de producirse y que nadie puede codificar.

Por tanto, según él, lo que faltó en la guerra civil española no fue el armamento adecuado, sino un programa y el agente encargado de aplicarlo, es decir, un partido revolucionario. ¡Ah!, pero un partido revolucionario con una política justa: en una palabra, un partido bolchevique-leninista. Este fue en todo momento el *ritornello* incansable de Trotski. Lo de la política justa se halla en cada página suya, pero sin que jamás nos haya aclarado en qué consiste realmente. ¿Es acertar en la actuación inmediata, al igual que el tirador atina en la diana? ¿Es ver cumplidos sucesivamente todos los objetivos propuestos con antelación? ¿Es, pura y simplemente, triunfar? Si lo justo de una política ha de basarse en sus efectos prácticos, entonces se trata de simple pragmatismo y William James habrá de reemplazar a Carlos Marx. Asimismo habrá que creer, en tal caso, que Trotski, predicador incansable de la llamada política justa, jamás logró practicarla, puesto que al cabo de cuentas fue el eterno derrotado desde que se le escapó el poder de las manos en la Unión Soviética. ¿Quién tuvo entonces una política justa, Trotski el vencido o Stalin el vencedor? ¿Y de qué le sirvió luego su política justa, ya que fue incapaz de crear en torno suyo un verdadero movimiento revolucionario?

El espíritu crítico de Trotski fue agudo y permanente, a la par que incansable. Puede decirse que criticó todo y a todos. Ahora bien, ese espíritu crítico se detenía súbitamente en

(*) *Parte final de un libro, aún inedito, en el que el autor estudia ampliamente los escritos y posiciones políticas de Trotski con respecto al período de la revolución española comprendido entre 1930 y 1939.* *(N. de la R.)*

(1) Trotski: **Escritos sobre España**, pág. 125.

(2) Ibídem, pág. 159.

(3) **La Batalla**, Barcelona, 26 de abril de 1937.

(4) Trotski: **Escritos sobre España**, pág. 183.

cuanto era necesario analizar sus propias posiciones políticas, sus juicios o el resultado de sus abundantes vaticinios. Cuanto él dijera había que aceptarlo como atinado y asimismo infalible. El fracaso o el simple error propios le eran ajenos, puesto que en su conducta mostró que no existían más errores y fracasos que los de los otros. Sus análisis o sus simples afirmaciones los consideró siempre exactos y justos; los de los demás, equivocados *a priori* por ser diferentes a los suyos. Su intransigencia era tal que la elevó a la categoría superior de verdadero culto; ni siquiera se detenía ante sus propios compañeros de organización, los cuales, a la menor diferencia de criterio, eran inexorablemente condenados. Anidaba, pues, en él una indudable actitud inquisitorial. Y como no le era posible enviar a la hoguera a los herejes, se contentaba con cubrirlos de denuestos y colgarles el sambenito de traidores. Lo decimos con pena: Trotski, al igual que Stalin, como hiciera antes Lenin, pecó del gravísimo defecto, verdadera desviación del espíritu, de que su intolerancia convirtiera la discrepancia política en delito de opinión, cuando no en crimen de opinión.

Con el P.O.U.M. y sus dirigentes se comportó en forma inquisitorial, negándose a cal y canto a escuchar el menor argumento contrario, presentando los hechos a su antojo, incluso atribuyéndole posiciones políticas que no adoptó jamás. ¿Cuáles fueron las principales acusaciones de Trotski contra el P.O.U.M.? Ya las hemos señalado anteriormente, pero las repetiremos una vez más: haber firmado el pacto electoral de febrero de 1936; no haber conquistado el poder en julio, tras la sublevación militar; haber entrado a formar parte del Gobierno de la Generalidad; no haber denunciado implacablemente al resto de las organizaciones y, sobre todo, a sus dirigentes; haber mostrado un franco espíritu de conciliación, en particular respecto a los anarquistas, etc. Es decir, resumiendo: el P.O.U.M. tenía que haber hecho lo que no hizo y haber dejado de hacer lo que hizo. Para Trotski nada existe de positivo, de acertado, de justo en su actuación. Nacido con el estigma del pecado original, el P.O.U.M. estaba condenado a no merecer la más mínima aprobación.

Asombra de veras, a estas alturas, esa actitud de Trotski. Pero todavía sorprende mucho más que los trotskistas continúen impertérrimos, aún hoy día, adoptando y haciendo suyos los errores y desvaríos en que incurrió Trotski al juzgar los principales acontecimientos de la revolución española y,

sobre todo, al P.O.U.M. y a sus dirigentes. Se diría que forman parte de la herencia que les legó y que no pueden recusar. Hace pocos años, la Liga Comunista (sección francesa de la IV Internacional) reeditó un folleto escrito en 1939 por un militante trotskista de origen polaco, que estuvo por lo visto en España durante la guerra civil. ¿Qué puede decirse de su contenido? Repite —desde luego, con menos valor literario y menor talento polémico— lo que ya había afirmado y repetido Trotski. *Qualis pater, talis filius*. Sí, de tal palo tal astilla, según dice un viejo adagio castellano. De todas formas, el autor del folleto hace gala de una mayor petulancia, cual siempre suele ocurrir con los neófitos que quieren mostrar su celo.

Veamos algunos botones de muestra, harto elocuentes respecto a la mentalidad de los trotskistas del pasado y del presente: «La IV Internacional puede por tanto afirmar con razón: hemos previsto todo eso» (5). «Sólo el trotskismo, es decir, la política bolchevique de la IV Internacional podía salvar al P.O.U.M. y abrirle amplias vías. [...] La IV Internacional le propuso su programa» (6). «Para vencer a Franco era necesario una dirección revolucionaria, o sea un partido» (7). «Una política revolucionaria podía hacer penetrar 'la peste bolchevique' incluso entre los elementos más atrasados y más reaccionarios. ¿No se vio durante la revolución rusa cómo incluso los destacamentos cosacos se pasaban al Ejército rojo?» (8). Y como remate, el *leitmotiv* de siempre: «La IV Internacional, de las derrotas del proletariado, llevará a éste a grandiosas victorias» (9). No obstante el aire iluminado que el trotskismo suele presentar, éste nos aparece como una especie de hombre de Neanderthal, un *pithecantropus* prehistórico a causa de su anacronismo, de su fidelidad al pasado. Y en nombre de ese pasado, que identifican con una supuesta verdad marxista-leninista, anatemizan, condenan, excomulgan con suma facilidad.

Lo que más llama la atención en la literatura trotskista es su mimetismo. Por lo que concierne a la revolución española, en particular refiriéndose al P.O.U.M., las acusaciones de todos ellos son las mismas de Trotski, los argumentos coinciden exactamente con los de Trotski, hasta las expresiones empleadas

(5) M. Casanova: La guerre d'Espagne, Cahiers de la IV Internationale, París, enero de 1971, pág. 43.

(6) Ibídem, pág. 37.

(7) Ibídem, pág. 11.

(8) Ibídem, pág. 9.

(9) Ibídem, pág. 45.

son las de Trotski. Este, desde Noruega primero y desde Méjico después, critica sin conocimiento de causa y sin disponer de información seria. Y sus delegados que van a Barcelona, en lugar de estudiar sobre el terreno la verdadera situación y extraer las conclusiones necesarias, repiten en la capital catalana lo dicho por Trotski a miles de kilómetros. Es decir, no son ellos los que desde España informan a Trotski, sino que es Trotski el que a distancia informa a los que están en España. Lo curioso del caso, digno de estudio psicológico, es que cuando Trotski recibe de sus enviados unos informes en los que éstos se limitan a reproducir lo que aquél les dijo en sus cartas o artículos, el viejo revolucionario cree confirmados sus puntos de vista y no ve que es víctima de una lamentable mistificación.

De esta manera, actuando en circuito cerrado, sin la menor relación con la realidad cotidiana, empeñados en que los problemas se adaptarán a sus principios y no los principios a los problemas, los trotskistas desempeñaron en España o con respecto a España un papel totalmente negativo. No sólo no actuaron, sino que ni tan siquiera estudiaron a fondo un problema cualquiera; su papel era criticar, criticar y criticar. Verdad es que no hacían otra cosa que imitar a Trotski, que empeñado en criticar criticaba todo, hasta lo incriticable. Por ejemplo, cuando reprochó al P.O.U.M. de disponer de «su propio local, su propia emisora de radio, su propia imprenta, sus propias milicias» (10), lo cual mostraba una vez más su supina ignorancia de la realidad española, puesto que todas las organizaciones —hasta las más reducidas, como el Partido Sindicalista o el Partido Federal— disponían asimismo de sus locales, imprentas, etc. Por lo demás, Trotski había olvidado que durante la revolución rusa aconteció lo mismo, hasta que los bolcheviques se incautaron de todo al establecer su dictadura.

Más de una vez nos hemos preguntado los motivos de iracundia de Trotski contra un partido que, de todas las maneras, se hallaba más próximo a sus ideas que cualquier otro; contra unos hombres que habían militado a su lado —como Nin y Andrade— y que no obstante las discrepancias políticas seguían conservándole gran respeto. Tal vez el hecho de que el P.O.U.M. se creó contra el parecer de Trotski —partidario de que se ingresara entonces en el Partido Socialista—, podía explicar en parte esa actitud suya. Pero sólo en parte y hasta ciertos límites. Creo que la respuesta a nuestra pregunta nos llegó años después, cuando se descubrió que la G.P.U. había logrado introducir en el Secretariado internacional de la organización trotskista a agentes suyos. Durante la revolución española, el elemento más activo de ese Secretariado, el colaborador más íntimo de León Sedov, el hijo de Trotski, fue un tal Zborowski, un ruso-polonés que se hacía llamar Etienne; éste resultaba sospechoso a algunos trotskistas, pero Trotski lo defendió siempre. Emigrado a los Estados Unidos en 1941, allí descubrió la policía su calidad de agente de la G.P.U. No cabe duda que había recibido de Moscú la orden de envenenar las relaciones de Trotski con el P.O.U.M., orden que cumplió sin duda con todo éxito (11).

(10) Trotski: **La révolution espagnole,** pág. 459.

No hemos querido afirmar, ni mucho menos, al comentar la actitud de Trotski respecto al P.O.U.M., que esta organización tuvo siempre una política acertada e irreprochable. Se equivocó en ocasiones, al igual que a lo largo de la historia han errado no pocas veces todas las organizaciones. A pesar de toda la mitología creada en torno al partido bolchevique —establecida *a posteriori* por los que fueron sus dirigentes para justificar su supuesta superioridad sobre el resto de los partidos—, sabemos que también conoció sus titubeos y equivocaciones. No fue la suya una trayectoria en línea recta, ni sus cambios tácticos fueron calculados matemáticamente. Lo reconoció Lenin en su libro *La enfermedad infantil del izquierdismo en el comunismo:* «Toda la historia del bolchevismo, antes y después de la revolución de octubre, está llena de tumbos, de conciliaciones y de compromisos.» Trotski lo sabía, mas con su peculiar dialéctica se curaba en salud contra toda crítica: «Marx cometió faltas, Lenin cometió faltas, el partido bolchevique en su conjunto las cometió también. Pero esas faltas fueron corregidas a tiempo, gracias a la exactitud de su línea fundamental» (12).

Existe, pues, una línea fundamental que es la que determina la llamada política justa. Pero por lo que Trotski ha dicho y repetido, sólo está al alcance del bolchevismo-leninismo, especie de albacea universal; los demás partidos, el resto de las organizaciones, surgieron y existen para traicionar al proletariado, en nombre del cual actúa exclusivamente el bolchevismo-leninismo. Insistimos en que todo esto es pura mitología. Jamás

(11) Pueden leerse, sobre este asunto, el libro de Georges Vereeken **La guépéou dans le mouvement trotskiste** (La Pensée Universelle, París, 1975) y el de Elisabeth K. Poretski **Les nôtres,** editado en castellano por la Ed. Zero con el título **Nuestra propia gente.**

(12) Trotski: **Escritos sobre España,** pág. 153.

existió, ni existe, ni probablemente existirá un tipo único de partido obrero ideal —con una línea fundamental y una política justa—, capaz de conducir a los trabajadores, de la misma manera que la niñera conduce al niño de la mano ordenándole lo que debe hacer y lo que le está prohibido, hasta el socialismo. Me parece que ya va siendo hora de acabar de una vez para siempre con toda esa palabrería, que ha causado no poco daño a todos esos grupos y grupitos que se han creído o se creen todavía ser los depositarios de la verdad absoluta, y en consecuencia se comportan como pésimos pedagogos y como revolucionarios pasivos, sin participación real en las luchas sociales.

Sí, sin la menor duda el P.O.U.M. cometió errores antes y después del 19 de julio de 1936, aunque no correspondan a los denunciados por Trotski y los trotskistas. Error fue, creo, el no haber aprovechado el reingreso en la C.N.T. de los sindicatos «treintistas», acordado en el Congreso que esta última celebró en Zaragoza, en mayo de 1936, es decir, en vísperas casi de la guerra civil, para intentar hacer lo mismo con los sindicatos de la F.O.U.S., controlados por militantes poumistas; en todo caso hubo que intentarlo inmediatamente después del 19 de julio, antes que se estableciera la sindicalización forzosa y la C.N.T. estableciera un acuerdo tácito con la U.G.T. que prácticamente dejaba de lado a la citada F.O.U.S. El precipitado ingreso de ésta en la U.G.T., sólo sirvió para dar a la organización ugetista un realce e importancia que no tenía ni merecía en Cataluña, de lo cual se aprovechó pronto el stalinismo. La política sindical del P.O.U.M. fue errónea y lo pagó luego duramente.

Tampoco fue acertado, a mi juicio, el nombramiento de Andrés Nin como consejero de la Generalidad, ya que era absolutamente necesario en la secretaría política del partido, de la misma manera que lo eran en la dirección algunos de los dirigentes enviados al frente al mando de los milicianos. El P.O.U.M., organización pequeña, no podía pagarse el lujo de distraer en mil tareas a los mejores de sus militantes. Asimismo erró al no prepararse adecuadamente para la clandestinidad después de las jornadas de mayo de 1937; se dejó engañar por la tregua establecida por el stalinismo, subestimando la fuerza de este último. En fin, su equivocación original fue querer ser, desde el día mismo de su fundación, el verdadero partido comunista, el continuador de la tradición bolchevique, precisamente en unos tiempos en que el comunismo se había desacreditado y en que el bolchevismo sólo servía para obtener la aversión de las masas anarcosindicalistas. Trotski reprochó al P.O.U.M. no ser un partido bolchevique; mas su defecto verdadero consistió

en ser demasiado bolchevique. El lenguaje que empleó siempre en su prensa y en sus mítines, no era el más adecuado para hacerse escuchar por los trabajadores cenetistas.

Sin embargo, su error capital —en el que participaron todas las otras organizaciones, empezando por el trotskismo— fue el de juzgar a la Unión Soviética y al Partido Comunista según criterios que ya estaban superados. En efecto, continuaba predominando entonces la idea que la U.R.S.S. seguía siendo un Estado obrero, al que cabía criticar objetivamente, pero asimismo defender. El P.O.U.M. compartió este punto de vista falso. A causa de ello se juzgó superficialmente la actuación del Partido Comunista de España, considerando sus cambios de táctica como otros tantos errores. En realidad, el error consistió en creer que el stalinismo cometía errores, cuando ciertamente su política era consecuente con la de la nueva clase social instalada en Moscú. Durante nuestra guerra se estimó que los comunistas hacían la política de los republicanos burgueses, siendo así que hacía su propia política. No eran los republicanos los que se aprovechaban y se servían de los comunistas, sino que eran éstos los que se servían y se aprovechaban de los republicanos.

Todos los errores cometidos por el P.O.U.M. y que hemos enumerado —salvo el último, que para Trotski no podía ser error ya que lo compartía—, debieron antojársele *peccata minuta*, puesto que jamás los aludió. Su interés, su pasión y su persistente ofuscación recayeron en otras cuestiones más fácilmente polémicas, por tanto más superficiales e intrascendentes, a las cuales aplicó impertérrimo su esquema de la revolución rusa sin aceptar la más mínima modificación. Cabe preguntarse si esa terca intransigencia no ocultaba en última instancia una incapacidad real para poder alcanzar el fondo del problema, que no era otro que el de la nueva clase social que había surgido en el seno del Estado soviético y que logró instalarse en la dirección del mismo. Por eso sus críticas, a veces atinadas, en general no ofrecían perspectiva alguna y terminaban por ser discurso vacío o letra muerta; otras veces se transformaban en pura abstracción, en irrealidad, en algo que aunque lo pareciese no era de nuestro mundo.

Por no querer o no poder encararse con la realidad soviética, para Trotski la crisis del comunismo era simplemente una crisis de dirección; bastaba, pues, con desalojar a Stalin y a su pandilla para que el movimiento comunista internacional y la

Unión Soviética recuperaran la buena savia del bolchevismo; la bandera revolucionaria volvería a ondear de nuevo a los cuatro vientos. El problema consistía, por tanto, en derrocar a los malos y reemplazarlos por los buenos. Puro maniqueísmo, inadmisible en gente que se dice marxista. Con toda razón juzgó Semprún la labor de Trotski con estas líneas certeras: «En suma, el marxismo no le sirve a Trotski para indagar el contenido concreto de la nueva realidad, sino para buscar en ésta los elementos que confirmen una visión apriorística. Con lo cual se confirma que no sólo la Iglesia es ortodoxa, sino que también pueden ser ortodoxas las sectas y las capillas» (13). Así era, en efecto: Trotski y los trotskistas han buscado únicamente confirmaciones, cuando no se perdían en bizantinas discusiones (14).

Es notorio que Trotski, que desde 1930 a 1934, sobre todo, había prestado suma atención a los acontecimientos políticos españoles, se va luego desinteresando casi totalmente, cuando el proceso revolucionario se agudiza todavía más. ¿Por qué esta anomalía? La respuesta es fácil: al desaparecer en España la sección trotskista, se siente alejado de cuanto sucedía o podía suceder. También le falta, cierto, la información necesaria —que antes le facilitaría Andrés Nin— a causa de su desconocimiento de la lengua castellana. Y cuando el 19 de julio de 1936, los trabajadores españoles se lanzan a una lucha decisiva que conmueve al mundo entero, Trotski, que no obstante disponía de una prensa internacional que dedicaba grandes espacios a los acontecimientos de España, se siente casi ajeno a ellos. No recibe la revolución española con ese júbilo que entonces abrazó a amplias masas en todos los países. Era la primera revolución que se producía desde hacía unos cuantos años. Como sabía que el trotskismo estaría ausente de la misma, no le otorgó el interés obligado.

En consecuencia, estamos tentados a afirmar que si no hubiese existido el P.O.U.M., Trotski habría escrito muy breves líneas sobre la revolución y la guerra civil españolas. Todos sus breves artículos de esa época son meramente polémicos, dedicados exclusivamente a combatir la política del P.O.U.M. Su aislamiento, su impotencia ante los acontecimientos, le hicieron aún más sordo y ciego a cuantas lecciones le daba la realidad cotidiana de un mundo que se movía, que se transformaba, cuyo centro de gravedad era entonces España. Primer actor de esa revolución rusa de 1917 que terminó por devorarlo, tuvo la tendencia muy humana —mas poco política y condenada al fracaso— de querer dar a la misma una significación universal, presentándola como un único modelo a copiar en todas partes y en cualquiera de las situaciones. Carlos Marx señaló en su tiempo la tendencia de los revolucionarios a imitar los personajes de las revoluciones del pasado. Trotski, hasta los últimos instantes de su vida, se empeñó en imitarse a sí mismo.

(13) Jorge Semprún: Prefacio a la obra de Claudín **La crisis del movimiento comunista,** Ed. Ruedo Ibérico, París 1970, pág. XI.

(14) Como la que tuvo lugar en septiembre de 1937, en plena represión contra el P.O.U.M., entre Trotski y los trotskistas norteamericanos: tratábase de saber si en caso de haber en España un diputado trotskista, éste votaría o no los créditos de guerra de Negrín. Sabido es que éste jamás puso a votación de los diputados sus créditos de guerra; por lo demás, si hubiera habido entonces un diputado trotskista, no estaría en el parlamento, sino en la cárcel.

Résumé

L'auteur, qui a milité dans l'Opposition communiste (trotskyste) espagnole, puis a occupé des fonctions dirigeantes dans le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM), examine les prises de position de Léon Trotsky par rapport à la révolution espagnole. Il établit que les connaissances de l'ancien organisateur de l'Armée Rouge étaient dans ce domaine d'une extrême pauvreté. Ses jugements et les conseils qu'il transmet comme des décrets correspondent à une transposition des précédents russes de 1917 à une réalité ibérique foncièrement différente. Ainsi, en Espagne, c'est une initiative des classes dirigeantes qui provoque le soulèvement militaire. D'autre part, le prolétariat espagnol a une longue tradition de lutte, marquée notamment par l'anarcho-syndicalisme.

C'est par des critiques acerbes, répétitives, à l'emporte-pièces, adressées au POUM, parti marxiste non stalinien, dont nombre de militants seront traqués et assassinés par la contre-révolution républicano-stalinienne, que Trotsky manifeste un intérêt épisodique pour la guerre civile.

L'auteur reconnait et analyse les véritables erreurs du POUM, en remarquant qu'aucune ne fut relevée par Trotsky. Il conclut en synthétisant : « Karl Marx signala en son temps la tendance qu'ont les révolutionnaires à imiter les personnages des révolutions passées. Trotsky, jusqu'aux derniers instants de sa vie, s'efforça de s'imiter lui-même. »

Riassunto

L'autore, militante dell'opposizione comunista spagnola (trotzkista) e in seguito dirigente del Partito Operaio di Unificazione Marxista (POUM), esamina le prese di posizione di Leone Trotzky riguardo alla rivoluzione spagnola.

Egli puntualizza l'estrema povertà delle conoscenze che il vecchio organizzatore dell'Armata Rossa aveva su quest'argomento. I suoi

giudizi e consigli, dati come fossero decreti, non sono altro che la trasposizione dei precedenti russi del 1917 in una realtà, quella spagnola, profondamente differente. Infatti, in Spagna è un'iniziativa delle classi dirigenti che provoca la sollevazione militare. D'altro canto, il proletariato spagnolo ha una lunga tradizione di lotte, notevolmente segnata dall'anarco-sindicalismo.

Se Trotzky mostra un interesse, episodico, per la guerra civile è per muovere critiche aspre, ripetitive, da levar la pelle, al POUM, partito marxista non staliniano, i cui militanti in buon numero verranno braccati e assassinati dalla controrivoluzione repubblicana-staliniana.

L'autore riconosce e analizza i veri errori del POUM, facendo notare che nessuno di essi è stato rilevato da Trotzky.

Conclude sinteticamente dicendo : «Carlo Marx segnalava ai suoi tempi la tendanza dei rivoluzionari ad imitare i personaggi delle rivoluzioni passate. Trotzky, fino all'ultimo istante della sua vita, si è sforzato di imitare se stesso».

Summary

The author, who militated in the Trotskyite Spanish Communist opposition, held afterwards a leading position in the Workers Party of Marxist Unification (POUM), considers here Leon Trotsky's positions in relation to the Spanish revolution. He establishes that the old Red Army organizer's knowledge in this field was extremely poor, that his judgments and advices, conveyed as though they were decrees, correspond to a transposition of the Russian precedents of 1917 into a fundamentally different Iberian reality. For instance, in Spain the military revolt is occasioned by a ruling class initiative. On the other hand, the Spanish proletariat has a long tradition of struggle especially characterized by anarcho-syndicalism.

It is through sharp, biting and repeated criticisms, directed to the marxist but not stalinian POUM, many militants of which would be hunted down and murdered by the stalinist-republican counter-revolution, that Trotsky manifests an episodic interest in the civil war.

The author acknowledges and analyzes the true mistakes of the POUM, pointing out that Trotsky called attention to none of them. His synthetic conclusion: «Karl Marx, in his own time, pointed out the revolutionaries tendency to imitate the prominent figures of past revolutions. Up to the last moments of his life, Trotsky strived to imitate himself.»

Carta de Chile

Excepcionalmente, publicamos varios extractos de una carta recibida de Chile con bastante retraso. Contiene informaciones que nos parecen de gran interés y llama la atención sobre aspectos importantes de la experiencia Allende.

Leí el artículo sobre Chile en Interrogations (*). *Me pareció bueno, así como el resto de los artículos de la revista. Creo, sin embargo, que hay puntos importantes sobre los que no se insiste bastante o no se mencionan, así como otros con los que tengo algunas divergencias, como es lógico en tema tan polémico.*

En primer lugar, no se menciona un hecho importante: el programa del Gobierno de la Unidad Popular preveía la expropiación de 80 grandes empresas, consideradas estratégicas. Un año o dos después, la situación era la siguiente: a) se habían expropiado o intervenido no sólo 80 empresas, sino más de 200; b) dentro de ellas únicamente figuraba poco más de la mitad de las 80 previstas en un principio. Este hecho hiere toda la lógica de la construcción tecnocrática que figuraba en dicho programa, sea cual fuere el valor que se le pudiera atribuir. No es fácil determinar las causas de ese fenómeno. Creo que se produjeron varios factores: a) las resistencias de ciertos propietarios, que llegaron a establecer buenas relaciones con esferas gubernamentales, así como el hecho de que bastantes obreros de algunas empresas no vieron con buenos ojos la nacionalización, por temor a sus consecuencias; b) en algunos casos, cuyo número no puedo determinar, propietarios de empresas medianas que habían obtenido grandes préstamos se negaron a toda reivindicación de los obreros por razonable que fuera, con lo que lograron se ocupara la industria o el comercio, alegando luego que no podían pagar lo que habían pedido prestado y organizando de esta manera, aprovechándose de la situación, una verdadera estafa; conozco el caso concreto de una fábrica de cecinas, que fue de las tantas industrias que absurdamente terminó en manos de la CORFO; c) movilización de obreros en industrias que no se había previsto nacionalizar, ocupando las fábricas y obligando finalmente a que las administre el Estado; es muy dudoso que esa clase de movilización hayan sido espontáneas, pues ciertos grupos, particularmente del Partido Socialista, las incitó y provocó, mientras los otros partidos de la coalición que fue la

(*) Núm. 3, julio de 1975, «Eléments pour un dossier chilien», por Santiago Parane.

Unidad Popular tuvieron que aceptarlas y hasta provocar ellos otras para no perder el apoyo de la base obrera.

Este último caso tiene relación con un fenómeno general. Pese a todos los intentos, que culminaron con la formación del Partido Unico de la Unidad Popular bajo la presidencia de Clodomiro Almeyda —hecho de carácter esencialmente formal y simbólico—, los partidos que formaban el gobierno mantuvieron sus características diferentes, procedimientos de movilización tradicionales y una competencia muy aguda entre ellos. Nunca hubo, en sentido propio, una movilización en favor del Gobierno de la Unión Popular, sino en el mejor de los casos una suma de las movilizaciones que realizaron los diferentes partidos que lo componían. Así como el Gobierno Frei tuvo —buena o mala— una teoría de la movilización popular y la aplicó, el Gobierno de la Unidad Popular no tuvo en realidad ninguna. La competencia les obligaba a su vez a seguir ciertas líneas de acción con bastante independencia de lo que pudieran resolver sus elementos dirigentes. Si los socialistas o una parte de ellos promovían demandas absurdas, a los comunistas les era difícil, así como a otros grupos, resistir u oponerse; más bien tenían que practicar la fuga hacia adelante, por temor a perder su respectivo apoyo electoral.

El reparto de los votos dentro de la Unidad Popular fue una obsesión compartida por todos los partidos que la integraban. Más aún: el hecho de que los socialistas fueran los más entusiastas promotores de peticiones diversas, resultaba más grave que si hubiera sido cualquiera otro partido de la coalición, por la simple razón de que, según la tradición chilena, resulta previsible un aumento considerable de los votos cuando se trata del partido del propio presidente de la República. Los otros no pueden dejarse superar en la forma tan aplastante que se daría si a ese carácter de partido presidencial se sumara el dejarlo practicar sólo una especie de populismo revolucionario. Estar en el gobierno, jugar el juego electoral internamente cuando se pretende hacer una revolución y dar pasos que lesionan a grupos importantes es el colmo del absurdo. Pero ese absurdo era inevitable. Tanto fue así que, como hace observar el artículo que comento, los demócratas cristianos jugaban el mismo juego cuando lo estimaban necesario, lo que sucedía a menudo. También ellos organizaban ocupaciones de fábricas, dirigían grupos de obreros que pedían aumentos aún mayores que los solicitados por los miembros de la Unidad Popular, etc.

Una coalición en lucha con sus enemigos externos e internos no puede tener demasiada coherencia ni mucha lógica en sus decisiones; ni siquiera tiene tiempo de alcanzarlas, salvo cuando la amenaza del enemigo externo la obliga a unirse. El Gobierno llegó a su fin sin que jamás haya tenido una idea clara y ni siquiera aplicara algún género de sistema de decisiones en el problema de las grandes líneas de la política económica, a saber: a) si todas las empresas en manos del Estado deben producir excedentes netos o sólo algunas de ellas, señalando cuáles en este último caso; b) cómo hacer para captar los excedentes, si por un sistema de impuestos a través del mecanismo de los precios o de cualquier otra manera; c) ni que decir, dado lo anterior, una política de inversión de los excedentes. Estas cuestiones fueron planteadas a Gonzalo Martner en un seminario que se realizó cuando el Gobierno había nacionalizado más de 100 empresas; Martner, director de Planificación, se limitó a contestar que se había creado una comisión para estudiar el asunto.

Otra dimensión importante que el artículo en cuestión no tiene en cuenta es la que yo denominaría la dimensión moral, quizá porque es tremendamente desagradable hablar de ello ahora; sin embargo, creo que es importante. Si realmente se quiere hacer una revolución, la primera generación de dirigentes debe dar un elevado ejemplo de comportamiento moral y hasta de ascetismo, que simbolizan los sacrificios que la población debe hacer para alcanzar los objetivos que se dice perseguir. Nada de eso ocurrió. Allende, rompiendo con una vieja tradición de los presidentes chilenos, lo primero que hizo fue arrendar una magnífica casa en el Barrio Alto, lo cual fue el comienzo de una emigración hacia el mismo lugar de la mayoría de los dirigentes que aún no habitaban allí. Los interventores de las empresas utilizaban los autos de lujo de los antiguos propietarios, que los habían puesto a nombre de la empresa por diferentes razones, generalmente impositivas. Lo más característico de la política económica del Gobierno en sus primeros tiempos, fue poner los bienes de consumo duradero —la famosa línea blanca de refrigeradores, por ejemplo— a precios extraordinariamente baratos, para que todo el mundo tuviera acceso a ellos. El consumo, sobre todo el consumo conspicuo, parecía el valor más altamente apreciado por los dirigentes, al menos en su conducta efectiva. Hay que reconocer que los comunistas seguían viviendo como en el pasado, oponiéndose sistemáticamente a toda apariencia de aprovechamiento por parte de los interventores. Pero en eso quedaron muy aislados. La revolución que se prometía se semejaba mucho más a un llamamiento para generalizar ciertos consumos que a una verdadera revolución. Los economistas sabían que tal cosa era imposible en las condiciones de Chile, pero al final todos cedieron a la tentación de generalizar o tratar de generalizar una sociedad que correspondía a las aspiraciones de las clases medias, a las que pertenecían. Cuando se piensa en todo esto, se comprende que llegada la hora de la verdad, cuando Allende hizo un llamamiento a los obreros —que reiteró constantemente— a sacrificarse, a limitar sus aspiraciones salariales, etc., no pasó de ser la voz que clamaba en el desierto. Más todavía: no es difícil imaginarse que sus auditores consideraban tales llamamientos como simples manifestaciones verbales, fruto de la necesidad de calmar a los opositores al gobierno o, peor aún, como intentos sinceros de quitar a los obreros lo que habían conseguido o se les había otorgado, reproduciendo una vieja tradición del país.

Todas estas consideraciones están ligadas al problema obrero. El artículo que comento, me parece que tiende a dar una idea demasiado idílica de la clase obrera. Da la impresión de que si el Gobierno hubiera manejado las cosas de otra manera, habría tenido el apoyo y la movilización fervorosa de que careció en los momentos decisivos.

La cuestión obrera, empleando el término en sentido muy diferente al que se le confería a fines del siglo último, es una de las más importantes y de las peor conocidas del régimen de Allende. Todo parece indicar que será siempre un problema insoluble, sobre el cual se pueden emitir las más azarosas hipótesis por falta de estudios empíricos serios durante la experiencia de la Unidad Popular acerca de las actitudes y tendencias profundas de los obreros. Habría que ser muy pretencioso para pretender zanjarla de manera definitiva.

Un hecho importante, porque marca la historia intelectual de ese período, es la ausencia de estudios sobre los obreros y las transformaciones que podrían haber ocurrido. Es interesante comprobar que pese a que más del 80 por 100 de los chilenos y extranjeros que cultivan las ciencias sociales fue partidario del Gobierno Allende, ninguno de ellos trató de verificar, por ejemplo, la profundidad del sostén que los obreros otorgaban a la Unidad Popular y las causas del mismo, por no mencionar otros problemas. Se dio por supuesto, por razones ideológicas, la existencia de un apoyo profundo y de una entrega entusiasta a la idea de revolución. Pocos años antes, durante la época de Frei, se había llevado a cabo una encuesta sobre las actitudes obreras en Chile, que fue publicada por la CORFO al final de dicho gobierno. Una de las comprobaciones más importantes que surgieron de la misma fue el elevado grado de «economicismo» de los obreros. Los problemas de aumento de salarios, de acceso a consumos más elevados, etc., parecieron encontrarse en el centro de la preocupación de los obreros industriales, independientemente de que fueran de origen urbano o rural. El hecho parece bastante lógico, ya que en una sociedad capitalista es explicable que los obreros se preocupen sobre todo de reducir la tasa de explotación y de mejorar sus salarios. Lo que dicha encuesta presentaba de más importancia es que, cuando el apoyo obrero a la Unidad Popular parecía extenderse y profundizarse, obligaba a preguntarse si la causa esencial de ese sostén residía en las mejoras muy importantes del nivel de vida que el Gobierno había concedido o en la adhesión a la idea de una transformación revolucionaria o en otras causas, y en el supuesto de que todas las causas actuaban, el papel respectivo que tenía cada una de ellas.

Como un estudio semejante jamás se hizo, resulta desde luego imposible contestar con certeza a esas preguntas. Sin embargo, algunas comprobaciones ofrecen no poco interés. La primera de ellas es el hecho de que, por más que se hacían declaraciones de contenidos más profundos, la preocupación real de las organizaciones obreras continuaba siendo la misma que en el pasado. A este respecto es casi imposible determinar algún género de diferencia respecto al comportamiento en relación con las empresas que eran estatales o que habían pasado a manos del Estado y las que continuaban en poder de particulares. Las diferencias de reivindicaciones existían, pero dependían de la mayor o menor fuerza de los grupos y no del carácter de las empresas. Más aún: las empresas estatales parecían las candidatas ideales para ser objeto de reivindicaciones elevadas, salvo cuando se trataba de lograr que una empresa privada pasara a manos del Estado. La segunda comprobación ha sido el avance logrado por la Democracia Cristiana a partir de cierto momento en los medios obreros. La Democracia Cristiana, para contar con un apoyo obrero, jugaba el juego, es decir, suscitaba, estimulaba y organizaba demandas que sabía eran difíciles de satisfacer por parte del Gobierno. Pero las demandas eran del mismo tipo. No creo que el slogan *de la participación haya tenido mucha importancia; en todo caso indicaría que una buena parte de los obreros no compartía la idea de revolución que se hacía el Gobierno Allende. El punto de encuentro y el de conflicto, fueron siempre las demandas salariales. Hay quienes sienten horror hacia las observaciones de esta naturaleza, porque parecen implicar una crítica a los obreros. Sin embargo, salvo que se suponga que los obreros, por ser obreros, llevan en sí una especie*

de esencia sagrada que los sitúa por encima de todos los demás seres humanos, es difícil entender cómo podría haber sido de otra manera. La experiencia obrera en Chile indica que la actitud del Estado es un factor básico para determinar la parte, generalmente magra, que le corresponde a los obreros. Una parte de éstos tiene respecto a los demás una situación históricamente privilegiada, como los del cobre.

Una parte de los obreros se comprometió, efectivamente, con la idea de una transformación profunda, de un nuevo Chile; pero la mayoría, sin rechazarla, percibió como hecho capital la oportunidad histórica de mejorar considerablemente su situación, lo que —repito— me parece muy lógico. Y quizá una buena parte de esos obreros vio una oportunidad que no se podía desperdiciar, pero asimismo que tenía un carácter esencialmente transitorio. Se me ocurre que una larga tradición de explotación y desengaños produjo en muchos algo análogo a la creencia de que todo era demasiado bueno para ser cierto, por lo menos para serlo durante mucho tiempo. Un episodio resulta interesante: con motivo de denuncias de irregularidades en una de las minas estatales, se nombró una comisión parlamentaria compuesta por miembros del Gobierno y de la oposición, la cual no tuvo más remedio que contar en su informe que cuando llegó a uno de los locales de la mina, la fundición, los obreros estaban haciendo un asado en horas de trabajo y habían comenzado a comerlo; pero lo más grave es que no se preocuparon lo más mínimo ante la aparición de la respetable comisión —que sabían iba a investigar las irregularidades— y continuaron comiendo tranquilamente. Tal episodio, que chocó profundamente a los miembros de la comisión, tenía algo de las antiguas fiestas en las que durante un día se podía decir a cualquiera hora cualquier cosa y en que las jerarquías normales desaparecían, pero por un tiempo muy corto. A veces se tiene la impresión de que una buena parte de los obreros, más que identificados con el Gobierno Allende, se sintieron como invitados a una fiesta que nadie sabía lo que iba a durar, pero que seguramente pensaban que no mucho, por lo que había que disfrutar al máximo mientras durara. El notable aumento del ausentismo de los trabajadores, que tantas veces fue tema de los discursos de Allende, es difícil de interpretar de otra manera de como lo acabamos de sugerir. El nivel de identificación de los obreros con un proceso que va más allá del presente disfrute de ciertas ventajas o mejoras, considerables por cierto, es muy bajo.

La excelente votación que, pese a la deteriorada situación económica, tuvo la Unidad Popular en marzo de 1973, ha sido empleada como prueba de un compromiso mucho más profundo. No obstante, creo que sólo indica la falta de otras opciones. Más bien para muchos resulta claro que en marzo de 1973 sólo podían esperarse retrocesos en lo ya conquistado y que el Gobierno de la Unidad Popular era el que garantizaba que esos retrocesos fuesen menores. En última instancia, los obreros dieron al Gobierno Allende el máximo apoyo posible y esperable; pero la clase de apoyo y los condicionamientos implícitos eran la consecuencia necesaria de la forma como la Unidad Popular encaró la transformación. Es posible que, en las condiciones internas y externas de Chile, ninguna otra forma de encarar el proceso se podría haber intentado; pero aun así, las características del apoyo obrero tampoco podrían haber sido otras.

Hoy por hoy, la mayoría de los observadores de derecha tienden

a considerar que la causa fundamental de la caída de la Unidad Popular fue el desastre económico; la mayoría de los de izquierda estiman que la causa fue la intervención externa. Ambas conclusiones son falsas. Indudablemente, hubo una buena intervención externa, que comenzó mucho antes de la caída del régimen. Las revelaciones más recientes permiten confirmarlo; pero no eran necesarias para saberlo. Pero si las intervenciones externas jugaron un papel, sólo lo lograron cuando la descomposición interna de la situación lo permitió. Y desde luego, la situación económica desempeñó un papel importante, pero sus causas fueron mucho más políticas que de otra índole; la situación económica no hubiera bastado para explicar la caída de Allende si no se hubieran dado otras condiciones. La tragedia de la Unidad Popular y la de Chile entero, no fue la de haber intentado una revolución, sino el de no haberla hecho; mejor dicho, el de hacerlo por vías erradas. Las mejores intenciones de muchos, el heroísmo de muchos otros y la atrocidad actual no pueden ocultar el que la Unidad Popular nunca pudo definir objetivos claros; incluso los que fueron más o menos definidos en su comportamiento efectivo, tendían a impulsar más la idea de una sociedad industrial de consumo al alcance de todos que la de otra clase de sociedad. Esto quizá no hubiese sido posible, pero tampoco lo era lo otro.

Es evidente —sería injusto olvidarlo— que la ceguera de la oposición, particularmente de la mayoría de la Democracia Cristiana, fue un factor importante. Hay algo de tragedia griega clásica en lo ocurrido en Chile durante el Gobierno de la Unidad Popular. Los protagonistas tienen en la tragedia clásica un destino escrito; lo conocen o lo sospechan, por lo que tratan de evitarlo, mas cuanto hacen los acerca más y más a ese destino. Algo de eso hubo en el juego de la oposición entre la Unidad Popular y la Democracia Cristiana. La sociedad chilena sufrió grandes transformaciones, siendo ambas fuerzas partícipes o si se quiere líderes de ellas, resultando evidente que algunos de los pasos dados lo fueron mucho más allá del tradicional juego parlamentario; pero dichas dos fuerzas se empeñaron en seguir jugándolo hasta cuando resultaba claro que estaban al borde del abismo. No estoy diciendo que el juego político continuaba centrado en el Congreso, aunque buena parte del mismo se hacía allí. Lo importante era que, aunque fuera del Congreso, el juego que se jugaba era el tradicional. Los que se veían a sí mismos como actores de grandes transformaciones, parecían incapaces de percibir que la existencia real de sólo la mitad de las que se atribuían bastaría para cambiar las reglas del juego. El cambio de ministros, las censuras a los mismos, las negociaciones alrededor de los puestos del servicio exterior y muchas otras cosas, fueron en cambio los indicadores más evidentes de que, por el contrario, se trataba de llevar a sus extremos las reglas del juego tradicional.

A este respecto, merecería un capítulo aparte el comportamiento respecto a los militares. Unos y otros los temían; unos y otros trataban de ganarlos a su causa respectiva. Quien llegue hoy a Chile supondrá que los excelentes edificios que se han construido en distintos barrios de Santiago para los altos jefes militares, así como los más modestos, pero muy aceptables, que se han levantado en otros barrios para los oficiales de menor graduación, son obra de la actual Junta Militar. No es así, pues fueron construidos y casi terminados por el Gobierno de la Unidad Popular. Cuando se aprobó el primer presupuesto, el Gobierno Allende negoció con los militares aumentos sustanciales de sueldos y estos últimos dieron su acuerdo para que una parte de esos aumentos se pagara el 1 de enero y la otra a partir del 1 de julio. Cuando llegó el presupuesto al Congreso, la oposición se levantó unánimemente contra ese escalonamiento y propuso que todo el aumento se pagara a partir del 1 de enero. El Gobierno de la Unidad Popular, pese a contar con el acuerdo previo de los militares, no se encontró en condiciones de negarse y tuvo que aceptar la propuesta de la oposición. No hay discurso pronunciado por un político, Allende en primer término, que no contenga alguna frase de homenaje a los militares, «soportes de la institucionalidad y de la Constitución», etc. ¡Para qué seguir! También con los militares se jugó el juego tradicional, solamente que exagerado hasta el paroxismo.

Puede decirse que la Democracia Cristiana o una parte importante de ella, por lo menos después de marzo de 1973, resolvió abandonar el juego y comenzar otro: el del golpe militar. Es muy probable que sea así y si no lo fuera merecería serlo. En uno de los documentos más desafortunados de toda su historia, la Democracia Cristiana celebró sin reservas el golpe que acababa de producirse, ni siquiera sin una mención de homenaje y de respeto a Allende, como apareció en cambio en el mensaje de los obispos. Lo importante, sin embargo, es justamente que, así como la Unidad Popular había jugado el juego político tradicional, la Democracia Cristiana, cuando lo abandonó, fue para jugar otro juego no menos tradicional, pero para tiempos excepcionales: hacer entrar a los militares para reconstituir una posición más favorable, pero siempre dentro de las viejas reglas. Y esto merece una pequeña digresión.

Hubo muchos más golpes militares en Chile, suscitados, esperados e impulsados, que los que conoce el común de los mortales. Uno de esos personajes fantasmas fue el golpe «bueno». A esa clase de golpe jugó una buena parte de la Democracia Cristiana e incluso el Partido Nacional. El golpe «bueno», para distinguirlo de otros, era el golpe que los militares darían para asumir el poder temporalmente, restablecer el orden, levantar la economía y... llamar a elecciones para devolver el poder a los civiles. En esas elecciones sólo hubieran votado los «buenos», es decir, se habría excluido a los partidos de izquierda o en caso de votar todos se haría en condiciones tales que la derrota de la izquierda sería segura. La mencionada declaración de la Democracia Cristiana se explica porque todavía esperaba que el golpe fuera «bueno». Tanto es así que todavía la Democracia Cristiana lo está esperando, posiblemente con mayores probabilidades ahora que antes. Lo está esperando, puesto que todo el mensaje de Frei a los militares, en su reciente libro, consiste en invitarlos a abandonar el poder; y ese mensaje no se dirige ciertamente a la Junta y a sus más fervientes partidarios, sino a los otros militares, a los «buenos» que aún quedan. Hoy por hoy, el juego puede dar resultado. Pero fue una increíble demostración de ceguera total el que la Democracia Cristiana no comprendiera el fin inevitable de la Unidad Popular, que ya las reglas tradicionales carecían de sentido y que menos sentido tenía esperar el golpe «bueno».

Como más arriba se ha dicho, ambos protagonistas caminaron ciegamente hacia su pérdida definitiva. Unos y otros se convirtieron en el instrumento de otras fuerzas, las que ahora dominan, que

jamás hubieran podido volver a ocupar un lugar en la historia de Chile si no fuera por la forma en que el proceso politico tuvo lugar durante el Gobierno de la Unidad Popular. No obstante concepto tan critico de este Gobierno, no cabe desconocer que el protagonista principal supo caer con una dignidad, un valor y una entereza que lo separan totalmente de tantos presidentes derrocados en América Latina. Por el contrario, muchas de las cosas del Gobierno de la Unidad Popular que se consideraban irreversibles, la mayoria a decir verdad, han sido destruidas. Quizá lo más irreversible es el acto del hombre que lo presidió y que al final se sintió envuelto por la historia y se elevó a una altura tal que, por errores que haya cometido, lo hará inolvidable.

... si es correcto el análisis que presentamos sobre los origenes del autoritarismo mexicano, se refuerza la importancia del periodo de Cárdenas como el momento de cambio en el desarrollo del sistema politico mexicano. En este periodo dos fenómenos aumentaron considerablemente la capacidad del Estado para manejar el proceso de modernización. El primero fué el proceso de desarrollo de organizaciones de masas que cayeron cada vez mas bajo el control de la autoridad politica nacional, desarrollo que fue ligado con genuinas politicas reformistas que hicieron posible importantes adelantos en la distribución de la tierra y la organización laboral... El segundo fenómeno de importancia, ligado intimamente con el primero, fue la disminución de la importancia de los recursos extranjeros en el proceso de modernización y, simultáneamente, el fortalecimiento del papel del Estado.

John H. Coatsworth
Los origenes del autoritarismo moderno en Mexico
in Foro Internacional / Mexico
Oct. Dic. 1975.

DOCUMENT

Le conformisme par la peur

LETTRE OUVERTE AU SECRETAIRE GENERAL DU PARTI COMMUNISTE TCHECOSLOVAQUE GUSTAV HUSAK

Vaclav Havel (*)

(*) Garçon de laboratoire, auteur dramatique ; fondateur, en 1968, du « Club des écrivains non organisés ». Aujourd'hui, ses pièces sont interdites. Il travaille comme manœuvre dans une brasserie.

Dans nos usines et nos bureaux on travaille dans la discipline ; le travail des citoyens donne des résultats visibles dans l'augmentation progressive du niveau de vie ; les gens se font construire des maisons, achètent des voitures, conçoivent des enfants, s'amusent, vivent. Evidemment, tout cela ne devrait pas nécessairement signifier grand chose quant au succès ou l'échec de votre politique : après toute période d'effervescence sociale, les gens reviennent toujours à leur travail quotidien parce qu'ils veulent vivre : ils le font en fin de compte pour eux-mêmes et non à cause de tel ou tel gouvernement en place.

Mais les gens ne font pas que travailler, consommer et vivre comme ils l'entendent. Ils font plus : ils se fixent publiquement des objectifs de production qu'ils remplissent et dépassent ; ils participent tous aux élections et élisent à l'unanimité les candidats proposés ; ils militent activement dans diverses organisations politiques, prennent part à des réunions et manifestations ; ils soutiennent tout ce qu'on leur demande de soutenir ; aucun signe de désaccord sur l'action du gouvernement.

On ne peut plus passer aussi aisément ces faits sous silence. Il faut se demander sérieusement : n'est-ce pas la confirmation que vous avez rempli avec succès le programme que votre direction s'était fixé : gagner le soutien de la population et consolider la situation dans le pays ?

Tout dépend de ce que l'on entend par consolidation. Si les statistiques diverses, les rapports administratifs ou policiers sur l'activité politique des citoyens et autres choses semblables constituent le seul critère, on pourra bien entendu difficilement douter de la consolidation de notre société.

Mais si l'on entendait par consolidation quelque chose de plus, à savoir l'état intérieur réel de la société ? Si l'on se posait des questions sur d'autres sujets, peut-être plus subtils, moins facilement quantifiables, mais non moins importants pour autant ?

Je pense à ce qui, du point de vue de l'expérience individuelle humaine, se cache en fait derrière ces chiffres. Si l'on se posait des questions comme celles-ci : qu'a-t-on fait pour le renouveau moral et spirituel de la société, pour le développement de dimensions réellement humaines de la vie, pour élever l'homme à une plus grande dignité, pour son accomplissement libre et authentique dans le monde ? Que découvrons-nous, si nous nous détournons ainsi de la simple observation de manifestations extérieures vers l'ensemble de leurs causes et conséquences intérieures, leurs relations et significations, bref, vers ce champ plus caché de la réalité qui donnerait alors un sens humain commun à ces manifestations. Pouvons-nous encore, après cela, considérer notre société comme consolidée ?

J'ose affirmer que non. J'ose affirmer qu'en dépit d'une apparence attrayante, loin d'être intérieurement consolidée, notre société sombre au contraire dans une crise sans cesse plus profonde, une crise à bien des égards plus dangereuse que tout autre et que nous n'avons pas connue dans notre histoire moderne.

Je vais essayer d'étayer cette affirmation.

La question fondamentale qu'il convient de se poser est pourquoi les gens se comportent-ils comme ils le font ; *pourquoi* font-ils tout ce qui globalement donne cette impression imposante d'une société totalement unie, soutenant totalement son gouvernement ? Je pense que la réponse est évidente à tout observateur impartial : il y sont conduits par la *peur*.

Par crainte de perdre sa place, l'instituteur enseigne à l'école des choses auxquelles il ne croit pas ; par crainte pour son avenir, son élève les répète après lui ; de peur de ne pas pouvoir continuer leurs études, les jeunes adhèrent à l'Union de la Jeunesse et y font ce qu'il faut ; de peur que son fils n'obtienne pas lors des examens d'admission à l'Université le nombre de points suffisants dans le monstrueux système de notation politique, le père accepte les fonctions les plus diverses et fait « volontairement » ce qui est exigé. Par crainte de suites éventuelles, les gens participent aux élections, y votent pour les candidats proposés et font semblant de prendre cette cérémonie pour de réelles élections ; par crainte pour leur existence, leur situation et leur carrière, ils vont aux réunions, y votent tout ce qu'ils doivent ou bien se taisent. Par peur ils font des autocritiques humiliantes et remplissent faussement un tas de questionnaires humiliants. De peur d'être dénoncés, ils n'expriment publiquement, parfois même pas en privé, leur véritable opinion. De peur d'atteintes possibles à leurs conditions de vie, par désir d'améliorer leur situation et se faire bien voir des organes supérieurs, les travailleurs dans la plupart des cas proclament des objectifs de travail ; les mêmes raisons les poussent à former des brigades de travail socialistes, sachant bien à l'avance que le but principal est que leur initiative soit rapportée aux organes supérieurs concernés. Par crainte, les gens assistent aux commémorations, manifestations et défilés. Par crainte d'être empêchés de poursuivre leur travail, nombre de savants et d'artistes se réclament d'idées auxquelles, en fait, ils ne croient pas, écrivent des choses qu'ils ne pensent pas ou qu'ils savent fausses, rejoignent des organisations officielles, participent à des travaux dont ils ont la pire opinion, ou bien amputent ou déforment eux-mêmes leurs propres œuvres. Pour leur salut personnel, beaucoup vont jusqu'à en dénoncer d'autres, pour des actes qu'ils avaient commis ensemble.

Il ne faut pas prendre la peur dont je parle dans le sens psychologique courant, à savoir comme une certaine émotion concrète : en général, nous ne voyons pas autour de nous des gens tremblants de peur, mais des citoyens à l'allure satisfaite et confiante. Il s'agit d'une peur plus profonde, au sens éthique : la participation plus ou moins consciente au sentiment collectif d'un danger permanent et omniprésent. L'accoutumance à cette menace est une composante essen-

tielle du monde naturel, une pratique toujours plus complète, constante et habile de diverses formes d'adaptation au monde extérieur comme seul système de défense efficace.

La peur n'est évidemment pas le seul matériau de construction de notre structure sociale actuelle. Elle reste cependant le matériau essentiel sans lequel ne pourrait être atteinte cette apparente unité, cette discipline, cette unanimité que les documents officiels présentent comme la consolidation de la situation.

Se pose alors la question : de quoi en fait les gens ont-ils peur ? des procès ? de la torture ? de la perte de leurs biens ? de la déportation ? des exécutions ? Bien sûr que non. Ces formes les plus brutales d'oppression du citoyen par le pouvoir social — du moins dans nos conditions — ont été emportées par l'histoire. La pression d'aujourd'hui a des formes plus raffinées, mieux choisies et même si les procès politiques existent toujours (et leur manipulation par le pouvoir est connue de tous), ils ne représentent qu'une menace extrême alors que le poids principal de cette pression se manifeste dans la sphère des conditions d'existence. Ce qui ne change pas grand-chose quant au fond. On sait qu'il s'agit moins d'une menace matérielle absolue que de sa valeur relative. Plus que ce que l'homme perd objectivement, il s'agit de savoir quelle importance subjective cela a pour lui, dans l'horizon du monde dans lequel il vit, dans son échelle de valeurs. Donc, la crainte pour l'homme d'aujourd'hui, par exemple, de perdre la possibilité de travailler dans sa spécialité, peut être aussi forte et le conduire aux mêmes actes que lorsque, dans d'autres conditions historiques, il était menacé de perdre ses biens. La méthode de pression sur les conditions d'existence est même, dans un certain sens, plus universelle : en effet, il n'y a pas chez nous de citoyen dont l'existence (au sens le plus large du mot) ne pourrait être atteinte : chacun peut perdre quelque chose et donc chacun a des raisons d'avoir peur. La gamme des choses que l'homme peut perdre est variée, depuis les privilèges les plus divers de la couche au pouvoir et de toutes les possibilités particulières découlant du pouvoir, en passant par la possibilité d'avoir un travail tranquille, de l'avancement et de gagner sa vie, bref, de pouvoir travailler dans sa branche, de faire des études, jusqu'à la possibilité de vivre, au moins, avec un niveau de sécurité juridique limitée, comme les autres citoyens, et de ne pas se retrouver dans cette couche spéciale pour laquelle ne sont même pas valables les lois qui s'appliquent aux autres, c'est-à-dire parmi les victimes de l'apartheid politique tchécoslovaque. Oui, chacun peut perdre quelque chose, même le dernier des manœuvres peut être déclassé, avoir un travail plus pénible et gagner moins ; même lui peut regretter amèrement si, à une réunion ou dans un café, il dit ouvertement ce qu'il pense.

Naturellement, ce système de pression sur les moyens d'existence, couvrant parfaitement toute la société et chaque citoyen — que ce soit comme menace quotidienne concrète ou comme possibilité générale — ne pourrait fonctionner avec succès (de même que les formes brutales et dépassées de pression) s'il n'y avait pas une base de pouvoir qui lui assure l'universalité, la diversité et la puissance : l'omniprésente police d'Etat. En effet, cette araignée effrayante a tissé sur toute la société une toile invisible ; elle est une sorte d'immense tissu dans lequel s'interpénètrent finalement tous les fils de la peur, l'ultime et irréfutable démonstration de l'inutilité de toute tentative des citoyens de s'opposer au pouvoir. Bien que la majorité des gens, la plupart du temps, ne voient pas cette toile d'araignée de leurs propres yeux et ne peuvent la toucher, le plus simple des citoyens sait qu'elle existe ; à tout et partout, il tient compte de sa présence silencieuse et se conduit de façon à échapper à ses yeux et à ses oreilles camouflés. Et il sait bien pourquoi : afin que cette araignée ne puisse pas intervenir dans sa vie, il n'est pas nécessaire de tomber directement dans ses pattes, d'être soumis à des interrogatoires, d'être accusé, jugé ou condamné. Car, même ses supérieurs sont pris dans cette toile d'araignée et chaque instance qui décide de son sort, collabore ou doit collaborer, d'une manière ou d'une autre, avec la police d'Etat. Ainsi le seul fait que la police d'Etat puisse, n'importe quand, intervenir dans la vie de l'homme, sans qu'il puisse se défendre contre de telles interventions, suffit à faire en sorte que sa vie perde une part de sa spontanéité et de son authenticité, pour devenir une espèce d'hypocrisie permanente.

Si la peur se profile derrière les efforts d'autodéfense visant à préserver ce que l'homme possède, on peut observer, de plus en plus souvent, que l'*égoïsme* et l'*activisme* deviennent le moteur principal des visées agressives que l'homme déploie pour obtenir ce qu'il n'a pas jusqu'à présent.

Il semble qu'au cours de la dernière période, le système social ait rarement donné l'occasion, aussi ouvertement, de se faire valoir à des gens prêts à faire n'importe quoi, n'importe quand pourvu que cela leur soit profitable ; à des gens sans principes et sans colonne vertébrale, prêts à tout faire par goût du pouvoir et des profits personnels, à des valets qui acceptent n'importe quelle offense et sont toujours prêts à sacrifier leurs proches et leur dignité pour être bien vus des puissants. Ce n'est pas par hasard que dans des telles conditions de nombreuses fonctions publiques et d'exercice du pouvoir soient occupées aujourd'hui, précisément, par des arrivistes notoires, des opportunistes, des charlatans et par des gens douteux. Ou bien tout simplement par des collaborateurs notoires, c'est-à-dire par ceux qui, dans n'importe quelle situation, ont la faculté de se convaincre eux-mêmes qu'avec leur sale besogne ils peuvent soi-disant sauver quelque chose ou du moins éviter le pire, cela dans le but de rester en place. Ce n'est pas par hasard non plus que dans de telles circonstances, la corruption de personnalités publiques les plus diverses ait atteint, précisément aujourd'hui, le niveau le plus élevé de ces dix dernières années ; ces gens-là acceptent, ouvertement et pour

n'importe quoi, de toucher des prébendes et, dans leurs décisions, font prévaloir sans scrupules des points de vue qui leur sont dictés par leurs intérêts matériels et personnels les plus divers.

Ceux qui croient sincèrement ce que dit la propagande officielle et qui soutiennent d'une manière désintéressée le pouvoir gouvernemental sont aujourd'hui de moins en moins nombreux. Par contre, il y a de plus en plus d'hypocrites ; à vrai dire, chaque citoyen est obligé de l'être, dans une certaine mesure.

Cette situation peu réjouissante a, bien entendu, ses causes logiques : rarement, au cours des dernières années, le régime s'est si peu préoccupé des véritables idées des citoyens apparemment loyaux et de la sincérité de leurs paroles. Il suffit de voir, par exemple, que lors des différents autocritiques et repentirs, personne, à vrai dire, ne cherche à savoir si les gens les font sincèrement ou uniquement dans leur propre intérêt. Et on peut même dire que l'on s'attend plus ou moins automatiquement à cette seconde alternative sans y voir quelque chose d'immoral. Les avantages personnels servent précisément d'arguments pour retenir de telles déclarations : personne ne cherche à convaincre le repenti qu'il s'est trompé ou qu'il a fauté mais dans la plupart des cas, qu'il doit se repentir pour être sauvé. Les avantages ainsi obtenus sont dépeints de façon exagérée et attrayante, tandis que le goût amer qui reste dans la bouche après le repentir est présenté comme sans importance. Et si, toutefois, se manifeste un original qui le ferait vraiment sincèrement et confirmerait son attitude en refusant, a priori, toutes les récompenses qui lui reviennent, il y a de grandes chances que même le régime le suspecterait.

On peut dire que, d'une certaine manière, nous sommes tous ouvertement soudoyés : si dans une entreprise tu acceptes telle ou telle fonction (naturellement pas au service des autres, mais au service de la direction de l'entreprise) on t'accorde divers privilèges. Si tu adhères à l'Union de la Jeunesse, tu acquiers le droit et les moyens de te divertir de différentes façons. Si, en tant que créateur, tu participes à telle ou telle manifestation officielle, on te donnera telle ou telle véritable occasion de création. Tu peux penser ce que tu veux, à condition de manifester ton accord et de ne pas créer des obstacles, de supprimer ton intérêt pour la vérité et pour ta propre conscience, — alors les portes te seront grandes ouvertes.

Mais, si le principe d'adaptation extérieure est devenu le principe de base de la mise en valeur dans la société, quelles peuvent être, alors, les qualités des personnes mobilisées et quelles sortes de gens peuvent bien arriver au-devant de la scène ?

Quelque part, entre la défense contre le monde, mue par la crainte, et la conquête agressive du monde, guidée par le désir d'obtenir des avantages personnels, s'étend une sphère qu'il serait injuste de sous-estimer, qui elle aussi et dans une grande mesure, contribue à créer le climat moral de la « société unie » d'aujourd'hui. Cette sphère, c'est l'*indifférence* avec tout ce que cela comporte.

Après les récents bouleversements historiques et après la stabilisation dans le pays d'un certain système, les gens se comportent comme s'ils avaient perdu la foi dans l'avenir, dans la possibilité d'améliorer les données sociales, dans le sens de la lutte pour la vérité et le droit.

Ils se désintéressent de tout ce qui dépasse le cadre de leur sécurité personnelle ; ils cherchent les moyens les plus divers pour fuir ; ils sont apathiques, se détournent de toute valeur les dépassant et de leurs proches ; c'est la passivité de l'esprit et la dépression.

Et celui que s'efforce encore de résister en refusant par exemple d'accepter le principe de la simulation comme attitude envers l'existence, parce qu'il doute de la valeur de la réalisation de soi au prix de l'aliénation de soi, apparaît de plus en plus à l'entourage indifférent, comme un être étrange, fou, un Don Quichotte. En fin de compte il est obligatoirement accepté avec réticence comme toute personne dont le comportement diffère de celui des autres et qui, en plus, risque de devenir, par son comportement, un miroir critique pour son entourage. Ou bien — autre possibilité — la communauté indifférente exclut un tel individu pour la forme, s'en écarte comme on le lui demande, mais sympathise avec lui secrètement ou dans l'intimité, espérant satisfaire sa conscience par le biais d'une attirance cachée avec quelqu'un qui se comporte comme elle-même devrait se comporter.

Le bon fonctionnement apparent du soutien politique au régime n'est-il pas souvent une affaire de routine, d'habitude, d'automatisme, de facilité, à l'arrière-plan desquels il n'y a en fait rien d'autre que la résignation totale. Participer à tous ces rituels politiques auxquels on ne croit pas, n'a certes pas de sens, mais du moins cela assure la tranquillité. Mais quel effet cela aurait-il de ne pas y participer ? On n'obtiendrait rien et l'individu perdrait jusqu'à sa tranquillité.

La plupart des gens n'aiment pas vivre en état de conflit permanent avec le pouvoir social, d'autant plus qu'un tel conflit ne peut se terminer autrement que par la défaite de l'individu isolé. Pourquoi donc la personne en question ne devrait-elle pas faire ce qu'on lui demande. Cela ne lui coûte rien et à la longue, elle cessera même d'y réfléchir. Cela ne vaut même pas la peine d'y penser.

Le désespoir mène à l'apathie, l'apathie à l'adaptation, au conformisme, à cet exercice routinier que démontre l'activité politique de masse. Tout cela donne l'idée du comportement soi-disant normal. Une idée fondamentalement et profondément pessimiste.

PLUS l'espoir d'une amélioration générale de la situation s'évanouit et moins l'individu a de prise sur les valeurs et les buts qui le dépassent et sur toutes les possibilités d'agir vers « l'extérieur », plus il investit son énergie là où elle trouve la moindre résistance, à savoir vers « l'intérieur ». Chacun pense davantage à soi, à sa famille, à sa maison : là il trouve la paix, il peut oublier toute la sottise du monde et donner libre cours à sa créativité. Les gens équipent et améliorent

la qualité de leur logement, s'efforcent de mener une vie agréable, se font construire des maisons de campagne, s'occupent de leur voiture, attachent plus d'importance à la nourriture, à l'habillement, au confort domestique : en somme ils se fixent des paramètres matériels à leur vie privée.

Cette orientation sociale a évidemment ses conséquences économiques positives : elle contribue à développer le secteur, tant négligé, de la production de biens de consommation et des services ; elle contribue à élever le niveau de vie de la population : elle représente pour l'économie nationale un dynamisme capable d'assurer, même partiellement, un accroissement des richesses matérielles que la raideur, la bureaucratisation et la faible productivité de l'économie étatisée auraient du mal à produire (il suffit de comparer la qualité de la construction des logements étatiques et privés).

Le pouvoir souhaite et encourage ce transfert d'énergie vers la sphère du « privé ».

Pourquoi ? Pour ses effets de stimulant du développement économique ? Certainement aussi. L'esprit de toute propagande et de la pratique politique présente discrètement mais systématiquement cette orientation vers « l'intérieur » comme le contenu profond de la réalisation de l'homme, mais il trahit trop clairement les raisons qui poussent le pouvoir à encourager ce transfert : d'abord et avant tout pour ce qu'il est à l'origine : une fuite hors du domaine public. Sentant fort justement que les forces ainsi dégagées, si elles agissent vers « l'extérieur », se tourneraient tôt ou tard contre le pouvoir (ou contre sa forme actuelle qu'il refuse de changer), il n'hésite pas à donner à la vie humaine un substitut piteux. Ainsi l'attention de la société — pour faciliter la domination du pouvoir — est consciemment détournée d'elle-même, à savoir des affaires sociales : en clouant toute l'attention de l'homme au « ras du sol » de ses intérêts de consommateur, on veut le priver de sa capacité de percevoir le degré croissant de son asservissement spirituel, politique et moral. Réduit au rôle de porteur unidimensionnel d'idéaux de la société de consommation, il doit se transformer en matière souple, propre à toutes les manipulations. Le danger qu'il soit tenté par l'une des innombrables et imprévisibles possibilités qu'il possède en tant qu'homme, doit être étouffé dans l'œuf en l'enfermant dans l'horizon minable des possibilités qui lui sont offertes comme consommateur limité au marché planifié.

Tout semble indiquer que le pouvoir social se comporte ici dans le seul but de la survie : s'efforçant de se maintenir au pouvoir en suivant la voie de la moindre résistance, sans se soucier du coût de l'opération : la mutilation brutale de l'homme en tant qu'homme.

En même temps, le pouvoir social invoque sa légitimité avec une persistance quasi abusive, par son idéologie révolutionnaire, dont l'idéal est la libération complète de l'homme. Mais qu'est-il advenu de l'homme capable d'épanouir sa personnalité d'une manière complexe, harmonieuse et authentique ? De l'homme libéré de l'emprise des appareils sociaux aliénants, d'une hiérarchie mystifiante, des valeurs et des libertés formelles, de la dictature de la propriété et du pouvoir fétichisant de l'argent ? De l'homme jouissant d'une justice sociale et légale, participant de façon créatrice au pouvoir économique et politique, élevé à la dignité, rendu à lui-même ?

Au lieu d'une libre participation aux décisions économiques et politiques, au lieu de l'épanouissement spirituel, on lui offre la possibilité de décider librement quel type de frigidaire ou de machine à laver il s'achètera.

En somme, une devanture noble de grands idéaux humanistes — derrière elle la modeste maison familiale du bourgeois socialiste ! D'un côté les slogans tonitruants sur le développement sans précédent de toutes les libertés et de la richesse spirituelle de la vie — de l'autre la grisaille et le vide d'une vie qui se réduit à faire les achats !

Quelque part au sommet de la hiérarchie des pressions et des manipulations qui font de l'homme un mouton bêtement discipliné du troupeau de consommateurs, se trouve une force cachée et omnipotente : la police d'Etat. Ce n'est pas par un hasard si elle illustre au mieux le fossé entre le vernis idéologique et la réalité quotidienne : tous ceux qui ont eu le triste privilège de faire connaissance du « style » de cette institution, ne peuvent que rire des explications officielles données sur sa mission : ou bien, peut-être peut-on croire que le mouchardage de milliers de petits dénonciateurs, de flics en civil, de petits bourgeois et de bureaucrates complexés, vindicatifs, envieux et mal-intentionnés, ce ramassis puant de trahison, d'alibis, de truandage, de ragots et d'intrigues, soient l'œuvre de l'ouvrier protégeant un gouvernement populaire et ses acquis révolutionnaires contre les menaces de ses ennemis ? Car le pire ennemi d'un véritable gouvernement ouvrier — si on ne vivait pas dans un monde à l'envers — serait ce petit bourgeois prêt à tout et sans scrupules, soignant sa conscience humaine boiteuse en dénonçant ses concitoyens ; on le reconnaît clairement derrière la pratique quotidienne de la police secrète, comme inspirateur spirituel de son « style ».

Je pense que cette contradiction grotesque entre la théorie et la pratique peut difficilement s'expliquer autrement que comme conséquence logique de la mission véritable de la police d'Etat d'aujourd'hui qui n'a pas à protéger le libre épanouissement de l'homme face à ceux qui l'entravent, mais au contraire de protéger l'oppresseur devant la menace que représenterait pour lui toutes les tentatives humaines tendant à un épanouissement authentique.

La contradiction entre l'enseignement révolutionnaire sur l'homme nouveau et la morale nouvelle, et la conception « terre à terre » de la vie comme bonheur consommateur impose la question suivante : pourquoi le pouvoir s'accroche-t-il si férocement à son idéologie ? De toute évidence parce que l'idéologie en tant que rituel de communication conventionnée, lui assure un semblant de légitimité, de continuité et de consistance ; elle lui sert de masque prestigieux

pour une pratique pragmatique. Les intérêts concrets véritables de cette pratique imprègnent inévitablement l'idéologie officielle : du fond de la montagne énorme de phrases idéologiques par lesquelles le pouvoir tente sans cesse d'influencer l'homme et que ce dernier ignore à cause de leur nullité sémantique, parvient en écho concret et sensé, un conseil réaliste : ne t'occupe pas de politique, c'est notre affaire : ne fais que ce que l'on te dira, ne philosophe pas inutilement et ne mets pas ton nez dans des affaires qui ne te regardent pas ; tais-toi, travaille dans ton coin, occupe-toi de toi-même et tu seras heureux.

L'homme suit ce conseil : la nécessité de s'occuper de son niveau de vie est en fin de compte la seule chose avec laquelle il soit d'accord avec son gouvernement. Pourquoi alors ne pas en profiter ? Surtout que de toute façon il n'y a rien d'autre à faire !

Où mène cette situation que j'ai tenté de décrire ? Comment les hommes sont-ils traités par le système fondé sur la peur et l'apathie, poussant l'homme dans le trou de son existence matérielle, en lui proposant comme principe fondamental de communication avec la société — l'hypocrisie ? Dans quel état est plongée une société par une politique dont le seul objectif est l'ordre extérieur et l'obéissance générale sans tenir compte des moyens employés et du coût de l'opération.

Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour comprendre qu'une telle situation ne peut mener à autre chose qu'à l'érosion progressive de toutes les valeurs, de toutes les normes morales, qu'à la destruction de tous les critères de convenance et ne peut conduire qu'à saper la confiance dans des valeurs comme le désintéressement, la dignité et l'honneur. On tombe au niveau de la végétation biologique, de la démoralisation en profondeur, qui résulte de la perte de tout espoir, de la crise de la croyance dans le sens de la vie. Cela mène à une nouvelle actualisation de l'aspect tragique de la situation de l'homme dans notre civilisation technique moderne qui coïncide avec la disparition de l'horizon de l'absolu que j'appellerais : crise d'identité humaine ; un système exigeant aussi implacablement de l'individu d'être différent peut-il freiner la décomposition de son identité ?

L'ordre a été rétabli. Au prix de l'asservissement de l'esprit, de l'insensibilisation du cœur et du vide de la vie. En apparence c'est la consolidation, au prix d'une crise spirituelle et morale de la société.

Le pire c'est que cette crise s'approfondit : il suffit de dépasser un peu la perspective limitée du quotidien, pour nous apercevoir avec horreur à quelle vitesse nous abandonnons toutes les positions, dont hier encore nous ne voulions pas démordre. Ce que la conscience de la société considérait hier encore comme indécent, est aujourd'hui couramment excusé, pour être demain accepté comme naturel et

pour devenir, sans doute, après-demain, un modèle d'honnêteté. Ce à quoi hier, nous refusions de nous accoutumer, ce que nous tenions pour impossible, aujourd'hui nous l'admettons sans nous en étonner. Et inversement, ce qui auparavant allait de soi, est devenu aujourd'hui pour nous une exception et demain — qui sait — sera considéré comme un idéal inaccessible.

Les changements de critères de ce qui est « naturel » et « normal », les décalages dans la conscience morale que notre société a connus au cours des dernières années sont plus importants qu'ils ne paraissent à première vue. Avec l'abrutissement croissant s'affaiblit aussi notre capacité de conscience.

Comme si la maladie partait des feuilles et des fruits jusqu'au tronc et jusqu'aux racines. Ce sont les perspectives qu'offre la situation présente, qui constituent une source réelle d'inquiétude. La société se développe intérieurement, s'enrichit et se cultive par une conscience de soi toujours plus profonde, plus complète et plus différenciée. La culture est l'instrument privilégié de cette prise de conscience. Elle est un champ concret de l'activité humaine et affecte, par des biais divers, l'état spirituel qui, à son tour, a un impact constant sur la société.

Là, où la domination totale sur la société bloque entièrement son développement interne, différencié, c'est la culture qui est étouffée en premier lieu : non seulement « automatiquement », comme une chose qui de par son essence ontologique est l'antidote de toute notion de manipulation sociale, mais également de la façon « programmée », par crainte justifiée de voir la société prendre conscience de l'ampleur de son aliénation imposée par la force, en premier lieu par le biais de la culture. Celle-ci permet à la société d'approfondir sa liberté et de découvrir la vérité. Quelle importance peut donc lui attacher un pouvoir dont la base est précisément la répression de ces valeurs ? Un tel pouvoir ne reconnaît qu'une seule « vérité » : celle dont il a besoin sur le moment : une seule « liberté » : celle d'exprimer cette « vérité ».

L'univers d'une telle vérité qui n'est pas le produit d'un climat dialectique de la connaissance véritable, mais des intérêts du pouvoir, est un univers de stérilité intellectuelle, de dogmes pétrifiés, d'une doctrine rigide et du bon vouloir pragmatique. C'est un univers d'interdiction, de limitation et d'ordre, où l'on entend par politique culturelle avant tout « l'action culturelle » de la police.

On a déjà beaucoup écrit et parlé sur le degré étonnant de dévastation de notre culture contemporaine, sur les centaines d'écrivains et d'ouvrages interdits, sur les dizaines de revues interdites, sur la suppression de toute possibilité de publier, sur la rupture de toutes communications avec l'état d'esprit ambiant, sur le vide des salles d'exposition, sur les formes multiples de persécution et de discrimination appliquées dans ce domaine, sur le démantèlement de toutes les associations artistiques existantes ainsi que des nombreux centres de recherche scientifique et leur remplacement par des simulacres gérés par un groupe agressif et sectaire d'arrivistes notoi-

res, de lâches incorrigibles et d'incapables ambitieux qui, dans le vide généralisé, se sont jetés sur leur grande chance. Je ne veux pas seulement décrire ces phénomènes, mais plutôt tenter de réfléchir sur certains aspects profonds de cette situation.

En premier lieu : aussi mauvaise que soit la situation présente, on ne peut pas dire que la culture n'existe pas. Les théâtres jouent leur répertoire, la télévision continue de diffuser, des livres paraissent. L'ensemble de cette culture publique et légale porte cependant une marque fondamentale : son caractère superficiel causé par sa coupure de sa substance véritable, par sa castration totale en tant qu'instrument de prise de conscience de l'individu et de la société. Même si aujourd'hui un élément d'une valeur indiscutable apparaît — par exemple, pour rester dans le domaine des arts, une performance d'acteur remarquable — il semble être toléré uniquement grâce à sa subtilité, sa sublimation et reste par conséquent assez inoffensif pour le pouvoir. Mais dans ce cas — dès que l'impact se fait sentir de façon un peu plus prononcée — le pouvoir se défend instinctivement (il existe des cas où un bon acteur fut interdit uniquement parce qu'il était trop bon). Cela reste cependant secondaire. La question intéressante est de savoir comment cette superficialité se manifeste dans les arts, disposant de moyens beaucoup plus directs pour exprimer l'expérience humaine du monde et jouant leurs rôles de révélateurs d'une façon beaucoup plus évidente.

Lorsque paraît — cela arrive parfois — une œuvre littéraire — mettons une pièce de théâtre — d'une indéniable habileté, d'une suggestivité astucieuse — quelle que soit par ailleurs sa qualité — nous pouvons être certains d'une chose : elle ne dépassera pas d'un pouce le cadre fétichisé conventionnel et banal de la fausse conscience sociale présentant et acceptant comme une expérience authentique du monde ce qui n'en est qu'un semblant, composé de détails superficiels et bien polis, voire d'une sorte d'ombre morte, d'une expérience depuis longtemps acceptée et domestiquée dans la conscience de la société. Il en est ainsi du fait de la censure ou de l'autocensure du type d'auteur capable de se mentir à lui-même, de résignation ou de calcul. En dépit de cela ou peut-être à cause de cela, une telle œuvre pourra toujours amuser, émouvoir et intéresser certaines gens sans qu'elle ne jette un éclairage neuf sur la connaissance véritable au sens d'une révélation de l'inconnu, d'une expression de quelque chose d'inexprimé jusque-là, de neuf ou de seulement pressenti.

En imitant le monde réel, cette œuvre au fond le falsifie. Ce n'est pas par hasard que dans sa forme concrète elle puise le plus souvent dans le répertoire qui jouit, chez nous traditionnellement — grâce à son caractère inoffensif — des faveurs du pouvoir, qu'il soit bourgeois ou prolétarien. Je veux parler de *l'esthétique de la banalité* ancrée dans le cadre de la morale petite-bourgeoise bornée, dans la philosophie sentimentale d'un humanisme d'un café de

commerce, dans une jovialité de ménagère, dans une conception provinciale du monde, fondée sur la foi en la bonhomie générale. J'entends par là l'esthétique dont l'axe central est le culte de la médiocrité joyeuse, de l'auto-satisfaction nationale figée, guidée par le principe du rapetissage et débouchant sur l'optimisme mensonger de l'interprétation la plus basse du mot d'ordre « la vérité vaincra ! »

Rares sont aujourd'hui les œuvres littéraires basées sur l'idéologie du pouvoir politique et elles sont d'un point de vue professionnel à l'évidence mauvaises. Pas seulement parce qu'il n'y a personne pour en créer, mais certainement aussi parce qu'au fond, paradoxalement, elles ne sont même pas encouragées par le pouvoir. Si de telles œuvres existaient, si elles étaient d'un bon niveau professionnel et si quelqu'un les lisait, elles orienteraient par trop notre attention — du point de vue de notre conception actuelle, c'est-à-dire consommatrice, de la vie vers « l'extérieur », elles raviveraient des plaies, elles provoqueraient par leur caractère politique radical, des réactions trop politiques et extrêmes et remueraient des eaux qui doivent rester stagnantes. L'esthétique de la banalité est incomparablement plus profitable aux intérêts véritables du pouvoir : elle passe à côté de la vérité de façon beaucoup plus discrète, acceptable, crédible et la mentalité conventionnelle l'accepte plus aisément, ce qui lui permet de mieux remplir la tâche, qui confie à la culture la conception consommatrice de la vie : ne pas déranger avec la vérité, mais tranquilliser avec le mensonge.

Les créations de ce genre ont toujours été majoritaires. Mais jusque-là il existait toujours chez nous des failles par lesquelles une création, dont on pouvait dire que, d'une façon ou d'une autre, elle permettait une connaissance de soi humaine plus authentique, atteignait le public. Ce type de création n'a jamais eu la vie facile chez nous. Certes, le pouvoir social, mais aussi la mentalité conventionnelle lui opposaient leur résistance, mais jusqu'à présent elle réussissait finalement toujours, d'une façon mystérieuse et détournée, rarement dans l'immédiat, à atteindre l'homme et la société pour accomplir ainsi son rôle de révélatrice sociale de la culture.

Il ne s'agit pas d'autre chose et c'est cela qui me semble être le plus important. Il reste que c'est précisément cela que le gouvernement actuel a réussi à rendre totalement impossible. Pour la première fois depuis le réveil national du XIXe siècle le système de contrôle bureaucratique de la culture est si précis, la surveillance de toutes les failles, par où pourrait sortir à la lumière du jour une œuvre plus importante, est parfaite, si grande est la peur du gouvernement de l'art qui garde dans ses poches les clés de toutes les portes. Il est clair que je ne parle plus en ce moment de l'index volumineux des auteurs totalement ou partiellement interdits, mais d'un autre, bien pire : « l'index bianco » qui contient a priori tout ce qui pourrait faire naître l'étincelle d'une pensée originale, une connaissance plus pénétrante, d'une plus grande sincérité, d'une forme plus

suggestive. Je veux parler du mandat d'arrêt préalable contre tout ce qui est intérieurement libre et donc contre tout ce qui fait partie de la culture au sens profond du terme. Je parle du mandat d'arrêt contre la culture lancé par votre gouvernement.

Quelle en est la signification ? Où cela mène-t-il ? Quel sera son impact sur la société ?

Je reprends un exemple : comme vous le savez, la plupart des revues culturelles d'avant 68 ont cessé de paraître ; si certaines ont survécu c'est parce qu'elles ont été obligées d'être pareilles aux autres, et que cela n'a presque pas de sens de les consulter.

Et le résultat ? A première vue pas grand-chose : la société continue à fonctionner, même sans toutes ses revues littéraires, artistiques, théâtrales, philosophiques, historiques et autres, dont le nombre, même du temps de leur parution, ne répondait pas aux besoins latents de la société mais qui existaient et qui jouaient leur rôle.

A combien de personnes ces revues manquent-elles aujourd'hui ? Quelques dizaines de milliers d'abonnés, donc une partie très restreinte de la société. Néanmoins il s'agit d'une perte d'une portée infiniment plus grande qu'il ne paraît du point de vue quantitatif. Sa portée véritable est, une fois de plus, cachée, difficilement perceptible. La liquidation de telle revue — une revue théâtrale théorique par exemple — n'est pas seulement un appauvrissement concret pour ses lecteurs, ni même simplement un rude coup porté à la culture théâtrale. Elle représente, avant tout, la liquidation d'un moyen de prise de conscience pour la société et en tant que telle, une intervention dans le réseau complexe d'échange et de transformation des ressources qui maintiennent en vie cet organisme stratifié qu'est la société moderne, un coup porté à la dynamique spontanée des processus dans cet organisme, une perturbation de l'harmonie, de la complémentarité et de l'équilibre des diverses fonctions correspondant au degré atteint par la structuration intérieure. Et de même qu'un manque prolongé d'une vitamine — qui ne représente du point de vue quantitatif qu'un composant négligeable de la nourriture de l'homme — peut cependant rendre malade l'homme, de même la disparition d'un seul journal peut causer, à long terme, à l'organisme social des dommages incomparablement plus grands qu'il ne paraît à première vue. Qu'en est-il lorsqu'il ne s'agit pas d'une seule mais en fait de toutes ces revues ?

On peut en effet facilement démontrer que le sens véritable de la connaissance, de la pensée et de la création, n'est jamais entièrement épuisé par la signification que ces valeurs prennent pour le cercle de personnes « physiques » dans le monde stratifié de notre société civilisée, qui à l'origine est « physiquement » en contact avec elle d'une manière active ou passive. Ce nombre est presque toujours plus restreint dans les sciences que dans les arts. Et pourtant, la connaissance dont il peut, par la suite, à travers de nombreux intermédiaires, toucher très profondément toute la société, de la même manière que nous touche « physiquement » la politique qui tient compte de la menace atomique, alors que la majorité d'entre nous

n'ont pas « physiquement » vécu les spéculations de la physique théorique qui ont mené à la construction de la bombe atomique.

L'histoire démontre par de nombreux sursauts culturels, politiques et moraux inégaux, qu'il en est de même pour les sciences humaines. Le noyau catalyseur de ces sursauts était à l'origine non seulement un acte de prise de conscience sociale accompli, « physiquement » vécu par un cercle restreint et exclusif. Cet acte pouvait même, par la suite, rester imperceptible pour la société dans son ensemble, tout en étant une prémice indéniable à son sursaut. En effet, nous ne savons jamais quel petit foyer imperceptible de connaissances, allumé dans le cercle de quelques cellules, en quelque sorte spécialisées dans la prise de conscience de l'organisme, éclairera soudainement la voie à la société entière sans que jamais celle-ci n'apprenne comment elle a pu entrevoir cette voie. Mais ceci n'est pas tout. Même ces innombrables foyers de connaissances qui n'éclaireront jamais la voie de la société dans son ensemble, ont leur profonde signification sociale, simplement dans le fait d'avoir *existé ;* d'avoir éclairé et par conséquent d'avoir, par leur simple manifestation, par la réalisation de potentialités sociales d'un certain cercle, que ce soit dans le sens de forces créatrices ou simplement des libertés, contribué également à assurer un climat culturel indispensable pour le surgissement de tels foyers d'une portée plus grande.

L'espace de la prise de conscience spirituelle est indivisible. Couper un seul fil perturbe nécessairement la cohésion de tout le réseau. Ceci confirme cette interconnection existant entre tous les processus subtils dans l'organisme de la société que j'avais mentionnés. Cette signification de chacun d'entre eux s'autodépassant, et par conséquent la nocivité de la perturbation de chacun d'eux augmente.

Je ne veux pas réduire tout ceci à cet aspect unique, qui reste encore relativement trivial. Néanmoins : ceci ne confirme-t-il pas l'influence profondément néfaste sur tout l'état spirituel et moral de la société que ce mandat d'arrêt contre la culture a, et surtout aura, même s'il ne touchait directement qu'un nombre limité de têtes ?

Le fait que, ces dernières années, il n'y ait pas eu chez les libraires un seul roman tchèque nouveau, qui élargisse sensiblement l'horizon de notre expérience du monde n'aura certes pas de conséquence à l'extérieur. Les lecteurs n'iront pas manifester à cause de cela et trouveront toujours quelque chose à lire. Mais, qui osera évaluer la signification de ce phénomène pour la société tchèque ? Qui sait comment cette lacune se manifestera dans l'atmosphère spirituelle et morale dans les années à venir ? Dans quelle mesure elle affaiblira notre faculté de nous connaître ? A quel point cette absence de connaissance de soi marquera ceux qui aujourd'hui commencent, ou ceux qui commenceront demain, à se connaître ? Combien de mystifications qui se déposent au fur et à mesure dans la conscience culturelle générale sera-t-il nécessaire de briser, et jusqu'où sera-t-il nécessaire de revenir pour prendre un nouveau départ ? Qui sait qui, quand, d'où et comment il sera possible de puiser la force pour raviver un nouveau petit foyer de vérité alors que disparaît

non seulement la possibilité mais également le sentiment de la possibilité d'une telle renaissance ?

Ces romans, qui manquent chez les libraires, existent cependant ; ils circulent en manuscrit. Dans ce domaine la situation n'est donc pas encore sans espoir : il ressort de tout ce que j'ai dit que même si un tel roman n'était connu pendant des années que par une vingtaine de personnes, son existence prendrait une signification particulière : qu'un tel livre ait pu être écrit, qu'il puisse vivre au moins dans un champ étroit de la conscience culturelle, est déjà en soi significatif. Mais comment peut-il en être dans les domaines où l'on ne peut travailler autrement, que dans le cadre de structures légales ?

Comment connaître l'étendue réelle des dommages qui ont été causés et qui le seront par l'étouffement de courants intéressants dans le théâtre et dans le cinéma qui ont une portée spécifique pour la société ; et, que peut signifier, à long terme, le vide grandissant dans le domaine des sciences humaines, de la théorie et de la recherche en sciences sociales ? Qui osera évaluer les conséquences de l'interruption forcée de divers processus à long terme, de prises de conscience sur le plan ontologique, ethique et historique qui dépendent de l'accès aux sources, de la confrontation ouverte des idées en cours de recherche ? En bref, l'impossibilité d'une quelconque circulation normale de l'information de la pensée, des connaissances des valeurs et de toutes les élaborations publiques d'opinions. La question générale est donc celle-ci : à quelle profonde impuissance morale et spirituelle de la Nation mènera demain cette castration de la culture ? Je crains que ses conséquences sociales néfastes survivront un grand nombre d'années aux intérêts politiques concrets qui les ont provoqués. D'autant plus sera grande la responsabilité historique de ceux qui ont sacrifié le futur spirituel de la Nation aux intérêts de leur maintien au pouvoir.

Si la loi cosmique fondamentale est l'accroissement de l'entropie, au contraire la loi fondamentale de la vie est la lutte contre l'accroissement de l'entropie et l'augmentation de sa structuration : la vie résiste à toute unité et à toute uniformité. Sa perspective n'est pas l'uniformisation mais la différenciation ; elle est résistance au statu quo, aventure du neuf, inquiétude de la transcendance. La dimension essentielle de son développement réside en son mystère constamment actualisé. A la base du pouvoir social dont les objectifs sont limités au maintien de l'immobilisme par le biais d'une unité d'approbation permanente et extorquée par la force, se trouve une méfiance essentielle de la variété de l'individualité et de la transcendance. Une aversion fondamentale pour tout ce qui est inconnu, incompréhensible et actuellement mystérieux : une orientation vers l'uniformité, l'identité et l'immobilisme. Un profond amour du statu quo. L'esprit du mécanique y domine la notion de vitalité. L'ordre auquel il aspire n'est pas une recherche ouverte de forme d'auto-organisation

toujours plus élevée de la société, équivalente à l'accroissement de sa structuration ; mais au contraire à cet « état le plus probable » qui représente l'entropie maximale. En allant dans le sens de l'entropie, le pouvoir va *contre le sens de la vie*. On sait qu'il existe également chez l'homme un moment où le degré de sa structuration baisse brusquement et son évolution va dans le sens de l'entropie ; l'instant où on succombe aussi à la loi générale de l'univers : c'est l'instant de la mort.

Quelque part dans les fondements même du pouvoir social qui est sur la voie de l'entropie (et qui préférerait voir l'homme à l'image d'un ordinateur que l'on pourrait programmer à volonté, ayant la certitude que le programme sera exécuté), se trouve *le principe de la mort*. Et l'odeur de la mort se répand par cette conception de « l'ordre » que le pouvoir applique et qui perçoit toute manifestation de la vie réelle — action originale, expression personnelle ou pensée exceptionnelle, inspiration ou idée inattendue — n'est nécessairement qu'un signe « d'anarchie », « de chaos », « de confusion ».

Par l'ensemble de sa pratique politique que je viens de décrire, notre régime actuel confirme également que les idées de « tranquillité, d'ordre, de consolidation, de règlement de la crise, de coup d'arrêt à la subversion, d'apaisement des passions » qui étaient dès le début au centre de son programme politique, ont finalement pour lui le même contenu mortel qu'ils ont pour tous les régimes « entropiques ».

Oui, l'ordre règne ici : l'ordre bureaucratique de l'uniformité grise, tuant l'individualité ; une mécanique réprimant l'exclusif ; l'immobilisme rigide excluant la transcendance. C'est un *ordre sans vie*.

Oui, notre pays est tranquille, mais n'est-ce pas le calme de la morgue ou du tombeau ?

Dans une société qui vit véritablement, il se passe naturellement sans cesse quelque chose : un ensemble d'actions et d'événements présents, de mouvements apparents ou cachés, de situations nouvelles et uniques qui appellent d'autres actes et de nouveaux mouvements. La mystérieuse polarité de la vie entre le constant et le changeant, le hasard et la nécessité, le prévisible et l'imprévu, s'inscrit dans le temps et se manifeste par des événements. Plus la vie sociale est structurée, plus le temps social devient structuré : l'élément d'unicité et d'irrépétibilité grandit. Ceci en retour renforce la possibilité de reproduire le temps social dans sa progression comme un courant irréversible de situations non interchangeables et par là de mieux comprendre a posteriori les lois de l'évolution sociale. Plus la vie de la société est riche, plus celle-ci devient consciente de la dimension du temps social, de la dimension historique.

En d'autres termes : là où existe un champ d'activité sociale, là s'ouvre aussi le champ de la mémoire sociale. Une société qui vit, a une *histoire*. L'histoire, qui contient le lien essentiel entre l'élément de continuité et de causalité d'une part et l'élément « d'irrépétibilité » et d'imprévisibilité d'autre part, pose la question suivante : de quelle

façon *l'histoire réelle* — cette source insatiable de « chaos », cette cause permanente de désordre, cette gifle insolente à l'ordre établi — peut-elle exister dans un monde dominé par un régime entropique ? En vérité, elle n'y existe pas, du moins vu de l'extérieur : par l'anesthésie de la vie, le temps social s'arrête et l'histoire disparaît.

Chez nous aussi, il semble, depuis un certain temps, qu'il n'y ait plus d'histoire : lentement mais sûrement nous perdons la notion du temps — nous oublions ce qui s'est passé, quand, ce qui venu avant et après — et le sentiment s'empare de nous, qu'en fait c'est sans importance. L'unique et la continuité aussi disparaissent de la vie ; tout se fond dans une seule image grise d'un cycle sans cesse répété : on dit qu'il ne se « passe rien ». L'ordre mortifiant fut introduit là aussi : la vie est parfaitement organisée et donc parfaitement anesthésiée. La crise de la sensation de progression dans le temps pour la société mène inévitablement à la crise de la vie privée : perdant l'arrière-plan historique de la société et par là-même, l'histoire de la place de l'individu dans cette histoire, la vie privée tombe à un niveau « préhistorique » où le temps est rythmé par des événements tels que la naissance, le mariage ou la mort.

Tout se passe comme si la crise de la sensation du temps social plongeait la société en arrière, en des temps préhistoriques, où l'humanité, pendant des millénaires, ne dépassait pas dans sa conscience du temps historique, les limites stéréotypés cosmico-météorologiques de périodes se répétant à l'infini, accompagnées de rituels religieux.

Le fossé, laissé derrière elles par les dimensions inquiétantes de l'histoire, doit cependant être comblé. Ainsi, le désordre de l'histoire réelle doit être remplacé par l'ordre d'une *pseudo-histoire* dont l'auteur n'est pas la vie de la société, mais le planificateur de service. Au lieu d'événements, il nous propose des pseudo-événements : nous vivons d'un anniversaire à un autre, d'une commémoration à une autre, d'une revue à une autre, d'un congrès unanime à des élections non moins unanimes ; d'élections unanimes à un autre congrès unanime ; de la Journée de la Presse à celle de l'Artillerie et vice-versa. Ce n'est pas par hasard que ce genre de substitution de l'histoire nous permet d'avoir une vue complète non seulement du passé mais également du futur, par un simple coup d'œil sur le calendrier. Grâce au contenu bien connu de ces rituels répétitifs, l'information obtenue est égale à celle que nous donnerait une expérience authentique. Donc un ordre parfait — mais au prix d'un retour à la préhistoire. Et comportant une réserve : alors que pour nos ancêtres la répétition de rituels prenait chaque fois un sens existentiel profond, pour nous ce n'est qu'une routine insignifiante : le gouvernement s'y accroche pour donner l'impression d'un mouvement historique et le citoyen y participe pour éviter les ennuis. C'est le moment où commence à se passer de nouveau quelque chose de visible, de réellement nouveau et d'unique : quelque chose de non planifié dans les calendriers officiels des événements, quelque chose qui ne peut pas laisser indifférent ; quelque chose de véritablement historique, puisque l'histoire redemande à nouveau la parole.

Comment dans notre situation concrète, l'histoire peut-elle « reprendre la parole » ? Que signifie concrètement une telle perspective ?

Je ne suis ni historien, ni prophète. Néanmoins, on ne peut s'empêcher de faire quelques observations quant à la structure de telles situations.

Là, où existe, même dans certaines limites, une compétition ouverte pour le pouvoir en tant que seule garantie véritable du contrôle populaire du pouvoir (et en fin de compte de la liberté d'expression), le pouvoir doit vivre, qu'il le veuille ou non, dans une sorte de dialogue ouvert et permanent avec la société. Il est contraint de résoudre continuellement les questions les plus diverses que lui pose la vie.

Là, où la compétition ouverte pour le pouvoir n'existe pas (et où inéluctablement la liberté d'expression est tôt ou tard supprimée) — ce qui est le cas de tout régime entropique — le pouvoir social ne s'adapte pas à la vie mais tente d'adapter la vie à ses propres besoins. Cela signifie concrètement qu'au lieu de résoudre ouvertement ces contradictions réelles, ces exigences et ces problèmes lorsqu'ils se posent, il les dissimule tout simplement. Ces contradictions et ces exigences continuent néanmoins d'exister et s'accumulent sous le couvercle pour, au moment où le couvercle ne tiendra plus, exploser au-dehors. C'est à ce moment-là que le barrage de l'immobilisme craque et que l'histoire pénètre dans l'arène.

Que se passera-t-il alors ?

Certes, le pouvoir a encore suffisamment de forces pour empêcher l'expression ouverte des contradictions, par le biais de discussions et la compétition ouverte pour le pouvoir. Mais, il n'a plus suffisamment de moyens pour résister totalement à cette pression. Et la vie fait son irruption là où elle peut : dans les corridors cachés du pouvoir où elle impose un débat secret, puis une compétition larvée pour le pouvoir. Le pouvoir n'est cependant pas préparé et succombe à la panique : la vie sème le désordre dans ses cabinets, sous forme d'intrigues, de conflits, de rivalités personnelles, pour atteindre jusqu'à ses représentants. Le masque mortuaire de l'impersonnalité que donnait aux fonctionnaires leur identification avec le pouvoir monolithique, tombe soudain et derrière lui apparaissent des êtres vivants, engagés individuellement dans la course au pouvoir, luttant l'un contre l'autre pour leur salut. C'est le moment bien connu des putschs, des révolutions de palais, des remaniements de personnels souvent difficilement compréhensibles de l'extérieur ; c'est le moment où l'on révèle des complots réels ou fictifs, des crimes réels ou imaginaires, des erreurs retrouvées dans un passé lointain. C'est le moment d'exclusions mutuelles, de calomnies réciproques et, éventuellement, d'arrestations et de procès. Et si tous les tenants du pouvoir utilisaient jusqu'alors le même langage, la même phraséologie concernant des objectifs identiques et la réussite de leur réalisation,

soudain le bloc monolithique du pouvoir se décompose en individus différenciés qui ont gardé certes l'ancien langage commun, mais qui désormais s'en servent pour des accusations personnelles. Quant à nous, interloqués, on nous apprend que nombre d'entre eux (ceux qui ont perdu la course au pouvoir) n'ont jamais cru aux objectifs fixés et ont failli dans leur réalisation, alors que d'autres (ceux qui l'ont gagnée) croient véritablement à ces objectifs et sont seuls aptes à les réaliser avec succès.

Plus le calendrier officiel de la pseudo-vie est construit pendant des années avec rationalité, d'autant plus irrationnelles seront les irruptions de l'histoire réelle : toute son « irrépétibilité » réprimée, son caractère unique et imprévisible et tout son mystère si longtemps refoulé apparaissent soudain. Si, pendant des années, nous n'avions pas connu la surprise du quotidien, nous vivons alors l'unique grande surprise, et elle en vaut la peine. Le « désordre » de l'histoire, longtemps réprimé par un ordre artificiel, soudain jaillit au-dehors.

Comme si nous ne connaissions pas cela !

Comme si nous n'avions pas vu cela tant de fois dans notre pays ! La machine qui semblait infaillible s'effondre en une nuit. L'équipe au pouvoir qui donnait l'impression d'être capable de rester inchangée jusqu'à la fin des jours (puisqu'il n'existe pas, dans ce système d'élection unanime de forces capables de la remettre en question) se décompose soudainement. Et nous autres spectateurs, nous découvrons que la réalité était différente de ce que nous croyions.

L'instant où une tornade pareille s'abat sur le monde aux structures de pouvoir figées, n'est pas nécessairement, pour nous autres spectateurs de l'extérieur, un objet d'amusement. Même si c'est indirectement, nous sommes également concernés : n'est-ce donc pas cette pression souterraine et irrésistible de la vie, de ses besoins sociaux constamment brimés mais indestructibles, de ses intérêts, de ses contradictions et de ses tensions qui ébranlent toujours le pouvoir ?

Et pourquoi alors s'étonner que la société s'éveille toujours à nouveau dans des moments pareils, qu'elle s'attache à eux, qu'elle les perçoive d'une manière aiguë, qu'elle les laisse agir et qu'elle essaie d'en profiter. Ces secousses éveillent presque toujours certains espoirs ou certaines craintes. Elles ouvrent, réellement ou en apparence, un champ de réalisation pour des forces et des aspirations diverses. Presque toujours elles accélèrent les mutations diverses de la société.

Pourquoi s'étonner lorsque le carcan éclate et la lave de la vie jaillit à la surface, que l'on y trouve, à côté d'efforts raisonnables pour redresser les torts antérieurs, de la soif de vérité, du désir de changement, aussi des éléments d'une haine viscérale, d'une colère vengeresse et un désir fiévreux de satisfaction immédiate pour compenser l'humiliation endurée ? Le caractère disproportionné, par rapport à la situation de ce désir, est en grande partie le fruit d'un vague pressentiment qu'en fait cette flambée arrive trop tard, à un moment où elle n'a plus de sens, parce qu'elle a perdu un motif et un risque actuels et qu'elle n'est plus qu'un palliatif de quelque chose qui aurait dû se produire à un autre moment.

Rien d'étonnant à ce que les représentants du pouvoir, habitués pendant des années à l'approbation unanime, au soutien inconditionnel et sans réserve, à l'unité totale d'un simulacre intégral, soient, en de tels moments si choqués par l'explosion du sentiment réprimé, qu'ils se sentent incroyablement menacés. Et — puisqu'ils se prennent pour les seuls garants de l'existence de l'univers — ils perçoivent là une menace incroyable pour le monde entier et n'hésitent pas, pour leur salut (et celui du monde bien entendu), à appeler au secours des milliers d'hommes de troupes étrangères !

Nous avons récemment vécu une telle explosion. Ceux qui pendant des années humiliaient et insultaient l'homme et furent ensuite si outrés lorsque celui-ci a tenté de reprendre la parole, qualifient aujourd'hui cette période de « flambée des passions ».

Mais comment ces passions se sont-elles envenimées ? Celui qui sait combien d'humiliations les cnt précédées et comprend ce mécanisme psycho-social de réaction extérieure à l'humiliation si longtemps endurée, devrait plutôt être stupéfait du calme relatif, du caractère concret et même loyal que prit cette « explosion ». Et pourtant, nous avons dû payer cher cet « instant de vérité ».

Le pouvoir social actuel est très différent de celui antérieur à l'explosion récente. D'une part parce que ce dernier était « l'original » et l'actuel n'en est qu'une imitation formelle, incapable de refléter le degré de démystification de « l'original » ; mais surtout, alors que l'ancien s'appuyait sur une base sociale réelle non négligeable sous la forme du soutien confiant (encore qu'en diminution avec le temps) d'une partie de la population et d'un pouvoir de suggestion réel de perspectives sociales promises, le pouvoir actuel ne s'appuie que sur l'instinct de conservation de la minorité gouvernante et la peur de la majorité gouvernée.

Dans ces conditions on peut difficilement imaginer toutes les éventualités possibles du cours d'un « instant de vérité » futur, la façon dont l'humiliation sociale aussi complexe et ouverte pourrait un jour demander réparation. Il est totalement impossible de deviner l'étendue et la profondeur des conséquences tragiques qu'un tel « instant » pourrait et sans doute devrait avoir pour le peuple.

On reste sidéré devant l'incapacité du pouvoir, se présentant comme le plus scientifique, à comprendre les lois élémentaires de son propre fonctionnement et tirer les leçons de sa propre histoire. Comme on voit, je ne crains pas que la direction actuelle ait pu supprimer la *vie* en Tchécoslovaquie et que l'histoire se soit définitivement arrêtée. L'histoire montre que chaque ère, chaque situation est suivie d'une autre et que la nouvelle ère ou situation — pour le bien de l'homme ou pour son malheur — est toujours éloignée des visions du futur qu'en avaient les gouvernements précédents.

Je crains autre chose. Toute cette lettre parle en fait de ce que je crains : à savoir les conséquences à long terme, dures et absurdes, que l'étouffement actuel aura pour le peuple. J'ai peur du prix que nous devrons payer pour cette obstruction à l'histoire, cette cruelle et inutile mise au pas de la vie, étouffée dans le sous-sol de la société et des consciences humaines, ce nouveau « report » forcé de toutes les possibilités de vivre à peu près normalement. Il découle de ce que je viens d'écrire qu'il ne s'agit pas pour moi seulement de ce que nous payons déjà en cours de route en amertume pour la répression sociale et la dégradation de l'homme, ni même du prix élevé qu'il nous faudra payer à long terme par le déclin intellectuel et moral de notre société. Ce qui importe pour moi, c'est le coût difficilement estimable de cet instant futur où l'histoire et la vie réclameront leur dû.

La responsabilité d'un dirigeant politique n'est jamais totale : personne ne gouverne seul, une certaine part de responsabilité incombe donc aussi à son entourage. Aucun pays n'existe dans le vide ; sa politique subit donc toujours l'influence de celle d'autres pays ; la situation d'un moment est aussi toujours déterminée par ceux qui gouvernaient auparavant et, enfin, les citoyens — pris individuellement — contribuent quotidiennement par leurs décisions à créer une situation donnée, ou en tant que collectivité ou ensemble historico-social, limité par les conditions de son développement, mais en même temps comme élément limitant en retour ces conditions. En dépit de ces cas limites qui valent aussi pour notre situation actuelle, votre responsabilité, en tant que dirigeant politique reste énorme. Vous êtes co-responsable du climat de notre vie à tous et avez donc une influence directe sur le prix que devra payer notre société pour sa « consolidation » présente.

Les Tchèques et les Slovaques — comme tout autre peuple — ont des potentialités les plus variées : nous avons eu et aurons encore des héros, de même que nous avons eu et aurons encore des délateurs et des traîtres. Nous sommes capables de donner libre cours à notre créativité et à notre imagination, à nous dépasser spirituellement et moralement à travers des actes imprévus, à lutter pour la vérité, à nous sacrifier pour les autres, de même que nous sommes capables de succomber à l'indifférence la plus totale, à ne nous intéresser qu'à notre ventre et nous tirer dans les pattes les uns les autres. Et, bien que l'âme humaine ne soit pas un récipient vide que l'on peut remplir avec n'importe quoi (cette idée arrogante du peuple est souvent présente dans les discours officiels dans l'horrible formule « on bourre le crâne aux gens »), il dépend énormément des dirigeants de savoir quelles potentialités contradictoires qui sommeillent dans la société seront mobilisées et trouveront un champ de réalisation et quelles au contraire seront réprimées.

Pour le moment, on encourage systématiquement ce qu'il y a de pire en nous : l'égoïsme, l'indifférence, la lâcheté, la peur, la résignation, le désir de toujours se tirer d'affaire pour son propre compte, sans égard pour les conséquences générales. Notre gouvernement actuel a la possibilité d'agir par sa politique sur la société pour permettre la réalisation de ce qu'il y a de meilleur en nous et non le pire.

Pour le moment, vous avez choisi le chemin le plus confortable pour vous et le plus dangereux pour la société : celui des apparences trompeuses, au prix d'une dégénérescence intérieure ; le chemin de l'élévation de l'entropie au prix de l'asphyxie de la vie, le chemin de la seule défense de votre pouvoir au prix de l'aggravation de la crise morale et spirituelle de la société et de l'anéantissement systématique de la dignité humaine.

Vous avez cependant la possibilité, même dans vos limites, de faire beaucoup, ne fut-ce que pour l'amélioration relative de la situation : ce chemin serait peut-être plus difficile ; ses résultats ne se manifesteraient pas immédiatement ; maintes fois, il rencontrerait de la résistance mais il serait certainement — du point de vue des intérêts et des perspectives véritables de notre société — un chemin autrement plus sensé.

En tant que citoyen de cet Etat, je vous demande ouvertement et publiquement, ainsi qu'à tous les dirigeants du régime actuel, de vous consacrer aux problèmes sur lesquels je me suis efforcé d'attirer votre attention, pour que vous puissiez mesurer la portée de votre responsabilité historique et agir en accord avec elle.

Prague, le 8 avril 1975.

DOCUMENTO

Per un programma anarchico

Nella loro Assemblea del 20-21 marzo 1976, i G.A.F. (Gruppi Anarchici Federati, una delle tre federazioni nazionali del movimento italiano) hanno approvato un nuovo documento programmatico, *articolato in 30 punti. Di questi ne pubblichiamo qui una decina: quelli che, a nostro avviso, offrono maggiore interesse per i lettori di* Interrogations. *In essi viene tracciata un'analisi strutturale e dinamica dei paesi tardo-capitalistici, con particolare riferimento all'Italia come contesto geopolitico ed all'ascesa della nuova classe dominante tecnoburocratica come fenomeno socio-economico, ed un'analisi dei fini e dei mezzi dell'azione anarchica e dei rapporti tra gli uni e gli altri cioé della strategia.*

Trattandosi non di uno studio ma di un documento, la trattazione é schematica e un po' riduttiva (meno problematica, certo, della realtà corrispondente), ma presenta nondimeno spunti analitici e metodologici non trascurabili.

[...]

3.

L'anarchia è, dunque, l'alternativa globale al modello sociale gerarchico. Al *modello*, non a questa o quella società gerarchica. Così, l'anarchismo é il sistema teorico ed il movimento sociale che si oppone ad *ogni* società gerarchica concreta, ai suoi valori, alle sue ideologie religiose o pseudoscientifiche. Anche se storicamente l'anarchismo s'è definito come teoria ed è nato come movimento soprattutto nell'ambito delle lotte operaie anti-capitalistiche del secolo scorso, esso ha espresso ed esprime un rifiuto non solo della dominazione borghese, ma di ogni dominazione.

Nelle società gerarchiche tutti i rapporti umani sono, seppure in misura diversa, rapporti di dominazione, perchè il modello gerarchico si riproduce in tutti gli aspetti della vita sociale e addirittura si interiorizza come struttura caratteriale gregaristico-autoritaria. Fra tutti i rapporti di dominazione assume importanza prevalente il rapporto economico o rapporto di *sfruttamento*, perchè si riferisce alla principale attività sociale. La stratificazione gerarchica determinata dal rapporto di sfruttamento, nelle varie forme assunte nei vari sistemi economici storicamente succedutisi, costituisce la stratificazione fondamentale. Tale stratificazione, tuttavia, non esprime solo la divisione gerarchica delle funzioni produttive in senso stretto, ma più ampiamente la *divisione gerarchica del lavoro sociale*. In talune società il potere (e/o il privilegio) economico è fuso con il potere politico, in altre ne è formalmente diviso: in talune il primo appare derivare dal secondo, in altre il secondo dal primo. L'uno e l'altro, comunque, sono sempre monopolio d'una *élite* privilegiata.

Lo stato è l'istituzione politica fondamentale d'ogni società gerarchica moderna. Contro lo stato, di conseguenza, gli anarchici hanno rivolto e rivolgono peculiarmente i loro attacchi. Di nuovo, non solo contro lo «stato borghese» (struttura politica della società capitalistica) ma contro *ogni* stato, presente passato futuro in quanto organizzazione del potere, cioè della dominazione. Nuova forza assume oggi la critica anarchica dello stato, di fronte alla mostruosa invadenza totalitaria di questo ed alla sua trasformazione in «luogo» del potere economico oltre che di quello politico.

4.

Nella stratificazione determinata dal rapporto di sfruttamento si identificano gruppi sociali dagli interessi antagonistici, le classi, conflittualmente contrapposti. La lotta tra le classi è universalmente presente in ogni società gerarchica, seppure in forme e con intensità diverse e con diversi livelli di consapevolezza collettiva. Lotta tra classi sfruttate e classi sfruttatrici, fra chi esercita il potere economico e chi lo subisce. Ma anche lotta tra chi detiene il privilegio e chi vi aspira, tra padroni ed aspiranti padroni, tra classi dominanti e classi in ascesa verso nuove forme di dominio.

Due tipi di lotta di classe, dunque. Il secondo è quello che purtroppo ha tracciato le grandi linee evolutive della storia umana, che

è storia di classi dominanti succedutesi in diverse forme di potere, con diverse forme di sfruttamento. L'altra lotta di classe, che *attraversa* tutta la storia, è quella espressa dalle classi inferiori, dagli schiavi, dai plebei, dai servi della gleba, dai salariati nello sforzo millenario di emanciparsi o anche solo di attenuare il peso dello sfruttamento.

Entrambe le forme di conflitto interessano l'anarchismo. L'una perchè da essa soprattutto, dalle aspirazioni emancipatrici espresse dagli sfruttati, l'anarchismo ha derivato direttamente od indirettamente i suoi valori e fonda la possibilità del suo progetto rivoluzionario. L'altra perchè del suo studio si traggono elementi conoscitivi sui meccanismi *dinamici* della disuguaglianza, cioè sui meccanismi con cui si perpetua trasformandosi la società di classe.

5.

A parte alcune società semplicissime, nella stratificazione sociale si possono in genere identificare numerose categorie. Tale complessità viene ideologizzata da quella sociologia che vuole confondere e diluire la realtà dilacerante della lotta di classe in una molteplicità di conflitti minori, non contraddittori con la perpetuazione del sistema. Questi schemi sociologici sono il riflesso in sede ideologica della tendenza attuale del sistema a disinnescare l'antagonismo di classe, moltiplicando le separazioni in una graduazione continua dello sfruttamento e del privilegio.

Ma anche in una struttura graduata è possibile identificare la lotta di classe in ciò che ha di essenziale per l'analisi ed il progetto rivoluzionario. Basta riconoscere al vertice od alla base della piramide sociale quelle classi antagonistiche in cui si ricompongono (nel conflitto e nel modello interpretativo) le categorie che hanno equivalenti funzioni nella divisione sociale del lavoro. Così, ad esempio, si può semplificare il modello interpretativo sino allo schema «bipolare», che esalta, privilegiandola da un contesto sociale più complesso, la contrapposizione antagonistica inconciliabile di *due* «poli» di classe fondamentali (o ritenuti tali). Questo schema bipolare, che parte da una realtà indiscutibile, anche se parziale, e che si offre come strumento utile soprattutto al fine di identificare l'*interlocutore* del movimento rivoluzionario, cioè la classe (o l'insieme di classi) dominata e sfruttata, deve però essere utilizzato con chiara consapevolezza dei suoi limiti teorici e pratici.

I suoi limiti sono dati innanzitutto dalla sua applicabilità solo a sistemi sociali relativamente «statici» (quale ad esempio, il capitalismo del secolo scorso e forse il «socialismo di Stato» di tipo russo). Sistemi cioè nei quali non solo il conflitto bipolare individuato è il conflitto dominante, perchè si riferisce al modo di produzione dominante, ma in cui, anche e soprattutto, il ceto medio sia solo un «diaframma» inerte tra le due classi antagonistiche e non sia, in tutto o in parte, agente di trasformazione socio-economica, cioè classe esso stesso, in lotta per il potere.

Nelle fasi storiche di transizione, come quella che stiamo attraversando, lo schema a due classi diviene inutile in quanto non consente di vedere e comprendere le nuove forme di sfruttamento e di potere che nascono all'interno delle vecchie strutture, o addirittura mistificatorio, in quanto maschera la realtà del conflitto di classe tra i due gruppi sociali concorrenti al dominio.

Per la rappresentazione essenziale di questi periodi «dinamici», è viceversa indispensabile distinguere in termini di conflitto antagonistico *tre* classi contrapposte le une alle altri *contemporaneamente:* la classe dominata, una classe dominante ed una classe in ascesa.

E' così possibile identificare senza confondere, le due forme di lotta di classe coesistenti. Due forme dal significato storico opposto, anche se si presentano spesso intrecciate.

6.

La fase storica di transizione che stiamo vivendo, è il passaggio dal sistema capitalistico ad un nuovo sistema di sfruttamento. Con questa chiave interpretativa deve essere letto il complesso quadro socio-economico e politico internazionale, le cui convulsioni sono la risultante non solo di diversi interessi imperialistici, ma anche di contrapposti sistemi sociali tardo-capitalistici, post-capitalistici e sistemi intermedi, con diverse varianti per ogni categoria.

Secondo il modello a tre classi è possibile individuare i due principali attori sociali della trasformazione (vecchi e nuovi padroni), sia a livello internazionale, sia a livello delle singole strutture nazionali, laddove il capitalismo non sia già stato seppellito, cioè nei paesi industriali avanzati a socialismo di stato ed in parte del Terzo Mondo. Ed è possibile individuare la classe dominata e sfruttata che, come sempre nelle fasi storiche di transizione, accentua la *sua* lotta di classe, sia perchè il mutamento rende meno operanti gli strumenti psicologici ed ideologici di sottomissione, sia perchè la classe in ascesa si sforza di mobilitare l'energia ribelle degli sfruttati come vettore delle sue ambizioni.

La classe, o meglio l'insieme di classi sfruttate, è costituito da coloro che svolgono nella divisione sociale del lavoro le attività *manuali in senso lato.* Ne fanno parte, in maggiore o minore misura, a seconda della particolare struttura economica nazionale, i proletari (lavoratori salariati dell'agricoltura, industria e servizi, compresi gli impiegati dalle mansioni puramente esecutive), quegli strati inferiori di lavoratori autonomi, la cui «autonomia» è praticamente ridotta ad «autogestione» del proprio sfruttamento, ed infine il sotto-proletariato urbano e rurale (disoccupati, sotto-occupati, emarginati, ecc.). Queste categorie e classi sono oggettivamente sfruttate, indipendentemente dal meccanismo con cui si concretizza il rapporti di sfruttamento (che non è necessariamente il rapporto tipico o dominante) ed indipendentemente dalla percezione soggettiva dello sfruttamento stesso.

I «vecchi padroni» sono la *borghesia capitalistica* il cui privilegio si fonda sulla proprietà privata dei mezzi di produzione e che sfrut-

tano prevalentemente (ma non solo) secondo il proprio rapporto di produzione tipico, cioè mediante l'estorsione del plus-valore ai lavoratori salariati, in un regime di mercato della manodopera e dei prodotti.

I «nuovi padroni», che nei paesi sedicenti socialisti sono la classe dominante ed in quelli tardo-capitalistici dividono il dominio con la borghesia, in un equilibrio dinamico che si sposta costantemente a loro favore, sono i *tecnoburocrati.*

7.

La nuova classe dominante, la tecnoburocrazia, si definisce in quelle attività della sfera del lavoro intellettuale corrispondenti a funzioni direttive nella divisione gerarchica del lavoro sociale. I nuovi padroni svolgono queste funzioni e ne derivano i relativi privilegi e poteri non in virtù di diritti privati di proprietà giuridica sui mezzi di produzione, ma in virtù di una sorta di proprietà intellettuale, cioè sul possesso delle conoscenze inerenti alla direzione dei grandi aggregati economici e politici.

Nella forma attuale più compiuta del loro dominio, cioè negli stati sedicenti socialisti, i tecnoburocrati gestiscono monopolisticamente il potere politico ed economico ed esercitano il loro sfruttamento non in modo individuale bensì collettivamente attraverso una «proprietà di classe» dei mezzi di produzione. Essi si appropriano di una quota privilegiata di beni e di servizi non direttamente come i capitalisti, ma indirettamente attraverso lo stato che incamera questa quota «di classe» e la ripartisce poi tra i suoi stessi funzionari in modo differenziato secondo la posizione occupata nella piramide sociale, cioè secondo l'importanza gerarchica della funzione svolta.

Nel mondo occidentale tardo-capitalistico i nuovi padroni presentano caratteri meno distinti ed il loro rapporto di sfruttamente specifico è intrecciato con il rapporto di sfruttamento capitalistico. Essi derivano storicamente e funzionalmente dal ceto medio impiegatizio al servizio della borghesia capitalistica. Lo sviluppo delle società per azioni, dei *trusts* commerciali e finanziari, delle imprese multinazionali ed il progressivo estendersi delle funzioni statali in campo economico e sociale, hanno generato e generano le condizioni per la accresciuta importanza e potere dei vertici tecnici ed amministrativi delle imprese e delle istituzioni statali. Burocrati (dirigenti statali) e tecnocrati (*managers* delle imprese private) costituiscono due aspetti della nuova classe, ancora differenziati anche se mediati dall'ibrida figura del dirigente di impresa pubblica.

I tecnoburocrati si appropriano dei loro privilegi di classe, cioè dei frutti del loro sfruttamento, attraverso gli elevati compensi (stipendi, premi, servizi, emolumenti per cariche societarie). Questi compensi nel caso dei *managers* di impresa privata possono essere economicamente visti come profitti aziendali mascherati (cioè plus-valore capitalistico).

I compensi privilegiati dei dirigenti statali viceversa sono tipicamente tecnoburocratici.

Compensi dei dirigenti di impresa pubblica o a partecipazione statale sono in parte configurabili come profitto (per quanto in quelle imprese ancora si riflette dei meccanismi capitalistico-mercantili) ed in parte come veri e propri diritti privilegiati di prelievo sulla ricchezza prodotta non a livello aziendale, ma nazionale.

[...]

9.

Lo stato svolge un ruolo fondamentale nell'economia tardo-capitalistica. Esso, innanzitutto, possiede direttamente o indirettamente una fitta rete di industrie e servizi dei settori chiave. Esso, inoltre, regolamenta, controlla, pianifica, coordina in misura crescente l'attività delle imprese, attraverso strumenti di intervento legislativi, creditizi, fiscali, ecc. Esso, infine, è di gran lunga il principale cliente di buona parte del settore privato.

L'intervento statale nell'economia non è una novità per il capitalismo; esso anzi ha assistito e sorretto i primi passi del capitalismo e ne ha accompagnato lo sviluppo. Tuttavia l'intensità e la capillarità con cui oggi —e tendenzialmente sempre più— lo stato è presente nell'economia e lo sviluppo enorme dei servizi sociali gestiti dallo stato vanno mutando rapidamente il significato di questa presenza. Quando dal 30 al 40 per cento del Prodotto Nazionale Lordo dei paesi tardo-capitalistici viene assorbito dalla pubblica amministrazione, si può ben dire che la quantità è diventata qualità.

Lo stato, da apparato di difesa degli interessi capitalistici, si sta trasformando in luogo privilegiato di formazione della nuova classe dominante, concentrando in sè —cioè ai livelli superiori della sua gerarchia— una quota rilevantissima e crescente del potere economico, che fonde con il potere politico. Quest'ultimo perde così progressivamente il suo ruolo subordinato. Mentre procede la tecnoburocratizzazione delle grandi imprese private, nelle imprese pubbliche e nell'apparato statale tecnocrati e burocrati vanno sempre meno esprimendo gli interessi dei vecchi padroni e sempre più i *loro.*

In questa stessa direzione opera il passaggio del potere politico effettivo dalle assemblee legislative agli organi esecutivi e da questi ai vertici amministrativi. La maggior parte dei paesi tardo-capitalistici ha una struttura politica democratico-parlamentare, ma in nessuno di essi è *realmente* il parlamento, sede formale della «sovranità popolare», che dirige lo stato.

Il potere dello stato è un potere permanente. Questro potere è esercitato da un certo numero di istituzioni autonome dall'influenza instabile del suffragio: sono questi organismi che bisogna esaminare per scoprire dove risiede il vero potere. I governi vanno e vengono, la macchina statale continua a funzionare. Lo stato consiste innanzitutto in queste istituzioni permanenti ed autonome: l'esercito (ufficiali e sottoufficiali di carriera, truppe speciali), la polizia, i ministeri, le amministrazion autonome, gli enti previdenziali e assistenziali, la magistratura, ecc., cioè le istituzioni del cosiddetto «esecu-

tivo» non vincolate dall'influenza elettorale, poco influenzabili dal governo e quasi nulla dal parlamento. Il potere dell'esecutivo si rafforza continuamente. Ognuna di queste istituzioni riproduce in sè la piramide gerarchica dello stato: dal vertice di queste gerarchie (oltre che dalla dirigenza delle grandi holdings pubbliche e private ed in varia misura dalle dirigenze partitiche e sindacali) vengono operate quelle scelte che il parlamento «rappresenta» sul palcoscenico politico istituzionale.

Questa evoluzione del potere politico è d'altronde legata alla crescente complessità e molteplicità delle funzioni svolte dallo stato tardocapitalistico, alla sua tendenziale totalitarietà, conseguente all'esigenza di controllare, canalizzandole in nuove istituzioni, le forze centrifughe continuamente generate dallo stesso accrescersi delle dimensioni, macchinosità, invadenza statali, in un circolo vizioso che sviluppa le competenze, il numero ed il potere dei tecnoburocrati.

[...]

14.

Nel complesso intreccio di elementi post-industriali e pre-industriali, proto-capitalistici e tardo-capitalistici che costituisce la trama economica e sociale dell'Italia, un paese che si può classificare sia come il primo dell'Europa povera (Spagna, Portogallo, Grecia), sia come l'ultimo dell'Europa ricca, in questo intreccio di classi, ceti, strati sociali propri di diversi modi di produzione o di forme intermedie, si distinguono chiaramente le due classi fondamentali, la borghesia e la tecnoburocrazia.

La prima è costituita da circa 200.000 imprenditori-capitalisti di grandi e medie imprese e delle loro famiglie. La seconda, numericamente forte quasi quanto la prima, è costituita per oltre metà abbondante da dirigenti statali e parastatali, dai vertici della burocrazia politico-sindicale e da *managers* delle imprese a partecipazione statale, per il resto da *managers* di grandi e medie imprese private. La forza assoluta e relativa della tecnoburocrazia è una conseguenza del «modello italiano» di sviluppo, cioè dei regime fascista e democristiano che per mezzo secolo hanno sviluppato gli apparati statali e l'intervento economico pubblico in misura accelerata rispetto agli altri paesi capitalisti. Nello stesso senso ha operato la forte presenza nell'economia italiana di multinazionali a capitale straniero. Paradossalmente l'Italia ha una struttura di classe, al vertice della piramide, più avanzata in senso tecnoburocratico di altri paesi occidentali a più avanzato sviluppo economico.

Il ceto medio riproduce la divisione tra burghesia e tecnoburocrazia nella divisione tra una *piccola-borghesia* (piccoli imprenditori-capitalisti dell'industria, dell'agricoltura e dei servizi e gran parte dei professionisti, esclusa una minoranza che per funzioni e livelli di reddito sono integrabili nella classe dominante), con 4 milioni circa di attivi, ed una *piccola-tecnoburocrazia* (tecnici, impiegati di concetto, funzionari non direttivi pubblici e privati, militari di carriera, insegnanti, apparati di partiti e sindacati) con 3 milioni circa di attivi.

Alla base della piramide sociale, le classi sfruttate, costituite da un proletariato urbano e rurale in senso stretto (lavoratori manuali salariati) con 9 milioni 500.000 attivi, cui si aggiungono un milione circa di impiegati dalle mansioni puramente esecutive e ripetitive, un paio di milioni di «lavoratori autonomi» (strati inferiori di artigiani, coltivatori diretti e commercianti senza dipendenti) che sono di fatto dei prestatori di lavoro manuale, ed oltre un milione di sottoproletari, cioè di lavoratori precari, di lavoratori a domicilio, di emarginati, ecc.

A livello di redditi si riscontra in Italia una accentuata disuguaglianza. Anche trascurando i ricchissimi (porzione superiore delle classi dominanti) ed i poverissimi (il sotto-proletariato concentrato soprattutto nel Sud e nelle Isole), rimane un rapporto di reddito medio delle classi dominanti e quello medio delle classi sfruttate di oltre 1 a 10.

La dinamica sociale negli ultimi cinquant'anni ha visto una costante crescita della tecnoburocrazia e del suo substrato nel ceto medio, a spese, in valori assoluti e percentuali, della borghesia e del suo substrato piccolo-borghese. Tra le classi sfruttate la dinamica ha visto soprattutto uno sviluppo delle funzioni impiegatizie inferiori. Nei prossimi anni è prevedibile un modesto sviluppo quantitativo della tecnoburocrazia, un più accentuato sviluppo della piccola-tecnoburocrazia, con una parallela riduzione della piccola-borghesia ed una certa contrazione dei lavoratori manuali autonomi.

Per tutte le classi c'è stato il travaso tipico rispettivamente dello sviluppo industriale e post-industriale dal settore primario a quello secondario e terziario.

15.

Il processo evolutivo tardo-capitalistico si esplica in Italia, attualmente, in un quadro istituzionale democratico-parlamentare. Gran parte del potere politico, tuttavia, com'è tipico d'ogni stato tardocapitalistico, risiede nell'esecutivo e nelle istituzioni statale non elettive.

Il modo di essere di queste istituzioni (norme, regolamenti, consuetidini, privilegi, ecc.) è lo stesso stabilito dal regime fascista, non solo perchè i vertici di esse sono rimasti gli stessi dell'epoca fascista, ma anche e soprattutto perchè questo modo di essere è sostanzialmente funzionale (nonostante rimediabili inefficienze tipicamente italiane) allo stato in generale ed in particolare alla forme dello stato corrispondente a quel compromesso dinamico tra vecchi e nuovi padroni che s'è prima espresso con il fascismo e poi con la repubblica «democratica».

Oltre alla abdicazione del parlamento al ruolo di istituzione suprema, lo stato italiano presenta un altro carattere tipico tardocapitalistico: esso è tendenzialmente e progressivamente totalitario. Lo stato tende cioè al intervenire in ogni funzione sociale, per regola-

mentarla prima e per assorbirla poi in sè; tende ad invadere ed invade ogni aspetto della vita anche privata (per lo stato totalitario non esiste «privato») dei cittadini. Lo stato fascista era dichiaratamente totalitario, quello post-fascista lo è di fatto ed il processo di identificazione tra stato e società è ripreso, dopo la guerra, in forma meno folkloristica ma più insidiosa, sia a livello istituzionale che a livello ideologico.

Con questa invadenza e con il potenziamento degli apparati di controllo repressivo e di condizionamento psico-ideologico, lo stato è avviato a restringere progressivamente, di fatto più che giuridicamente, l'ambito della libertà individuale e collettiva, indipendentemente dalla *forma* che assumerà la politica italiana nel breve e medio periodo. Questo non significa che le forme politiche non abbiano nessuna importanza dal punto di vista rivoluzionario. A noi importa quale « forma» presenti il sistema tardo-capitalistico italiano oggi e quale possa presentare domani, perchè ad ogni forma corrisponde una diversa miscela di obbedienza imposta e di consenso carpito, diversi livelli di tolleranza e di repressione del dissenso, una diversa agibilità politica per i «non integrati» e quindi diversi modi di impostare la propaganda, l'agitazione e l'organizzazione anarchica (dalla legalità all'illegalità, dalla pubblicità alla clandestinità, con tutte le posizioni intermedie).

In Italia sono teoricamente *possibili* numerose variazioni politiche sul tema socio-economico del tardo-capitalismo, da quella «socialdemocratica» (nel senso lato di democratico-riformista) a quella «fascista» (nel senso lato di autoritario-riformista): dal modello scandinavo a quello cileno, da quello americano e quello francese... il mondo occidentale ce ne offre un vasto assortimento. In pratica, la realtà italiana non sembra offrire molte alternative *probabili* e tutte più o meno del tipo socialdemocratico.

[...]

19.

Il progetto rivoluzionario anarchico deriva dalla lotta di classe degli sfruttati la garanzia della sua possibilità, se non della sua probabilità, di realizzazione. L'esistenza universale della lotta di classe in ogni società gerarchica ci dà una prima indicazione in questo senso, apparentemente banale ma fondamentale: la *disuguaglianza sociale non è naturale* e solo l'uso di strumenti coercitivi (psicologici e fisici) ne garantisce la sopravvivenza. Una seconda indicazione, che si ricava dall'osservazione delle pur diverse forme di conflitto tra dominati e dominatori, è che i servi della gleba, gli schiavi, i salariati, gli sfruttati ed i fottuti di ogni sistema, palesano la tendenza costante a rifiutare la loro condizione di classe.

Il che significa, *oggettivamente*, che le aspirazioni emancipatrici sono solo realizzabili attroverso l'abolizione delle classi, con una trasformazione della società in forme egualitarie. Difatti la storia delle rivoluzioni e delle rivolte ci ha lasciato numerosi esempi a

testimonianza del fatto che il popolo degli sfruttati quando riesce ad organizzare a modo suo la società lo fa con *approssimazioni* di eguaglianza e libertà.

Un terzo elemento che si ricava dalla storia della lotta di classe è costituito proprio da queste indicazioni pratiche, da queste «utopie» popolari episodicamente e frammentariamente realizzate, in una creatività di segno spontaneamente libertario, da questi esempi di come il popolo degli sfruttati intenda la sua emancipazione collettiva. L'anarchismo è sorto da questa millenaria tensione egualitaria e libertaria, sviluppando le tendenze oggettive degli sfruttati e le loro indicazioni esemplari in un sistema di pensiero e di azione che rappresenta il livello più alto raggiunto sinora dal sapere teorico-pratico rivoluzionario.

Tuttavia lotta di classe e lotta rivoluzionaria anarchica non si identificano. In primo luogo la prima si può anche esprimere in modi riformistici ed anzi è quella la sua forma prevalente al di fuori dei periodi pre-rivoluzionari. In secondo luogo la conflittualità sociale non si esaurisce nella lotta di classe ma esprime anche altre rivolte che in un complesso e sofisticato sistema gerarchico nascono da disuguaglianze e da dominazioni diverse da quelle di classe: sessuale, etnica, razziale, ecc. Tutte queste rivolte hanno una comune matrice oggettivamente egualitaria tra di loro e con la lotta di classe, con la quale in parte si sovrappongono ma non necessariamente e non completamente. Da tutte queste rivolte ed anche da rivolte individuali, l'anarchismo può trarre apporti teorici e pratici e tutte le deve ricomporre, come movimenti od aspirazioni di emancipazione parziale, nel suo progetto rivoluzionario di emancipazione totale.

Solo con questo progetto consapevole ed organizzato e con questa ricomposizione si può realizzare la *potenzialità* rivoluzionaria della lotta di classe. Al di fuori di questa *possibilità*, vi è solo la realtà storica di una continua trasformazione dello sfruttamento e dell'oppressione, in cui la lotta di classe degli sfruttati non può «fare storia», cioè non può portare mutamenti strutturali se non a favore di una nuova classe dominante, per gli interessi mistificati della quale si farà ancora una volta vettore. In Italia nel prossimo futuro, questo significa che la lotta di classe degli sfruttati servirà, volente o nolente, agli interessi «tecnoburocratici», fino a quando *e se* la rivoluzione libertaria non si proporrà con forza sufficiente.

[...]

20.

Abbiamo detto rivoluzione «libertaria» anzichè rivoluzione «anarchica» e neppure semplicemente «rivoluzione». Noi cioè non crediamo nè alla possibilità di una rivoluzione prettamente anarchica, nè all'utilità di una rivoluzione «qualunque». Dopo cinquant'anni di esperienze storiche, infatti (Russia, Spagna, Cina, Cuba, ecc.) è chiaro che: 1) la liberazione delle tendenze popolari egualitaria e libertarie è fenomeno effimero se non ha la possibilità di esprimersi in orga-

nizzazioni adeguate; 2) il «socialismo di stato» non costituisce un passo avanti sulla via dell'emancipazione umana.

D'altro canto, per quanto gli anarchici possano crescere quantitativamente e qualitativamente prima della rivoluzione, non crediamo che essi possano giungere ad avere tanta forza e le loro idee tanta influenza da dare un'impronta univoca alla trasformazione rivoluzionaria: ad essa parteciperanno altre forze. La presenza anarchica però dovrà essere sin dall'inizio tale da dare un indirizzo *libertario* ed *egualitario* alla rivoluzione (con la distruzione dell'apparato statale, con l'abolizione della proprietà privata, con la creazione di organismi di base per l'autogestione e la democrazia diretta). Le altre componenti rivoluzionaria non dovranna cioè essere talmente preponderanti da soffocare sul nascere l'autogestione popolare e la sperimentazione rivoluzionaria e da impedire uno sviluppo pluralistico e decentrato della rivoluzione.

Questa rivoluzione, la rivoluzione sociale libertaria, la sola rivoluzione per la quale valga la pena di sacrificare un po' del presente (perchè solo in essa si può riporre una ragionevole speranza), nasce dal concorso di una serie di condizioni favorevoli. Scopo dell'azione anarchica è di creare queste condizioni.

Di queste condizioni, alcuna possono essere qualificate come *soggettive*, altre come *oggettive*, alcuna cioè determinate o determinabili dalla volontà del «soggetto rivoluzionario»; altre come esterne ad esso.

Le condizioni oggettive sono quelle che in genere favoriscono qualsiasi rivoluzione: crisi economiche, guerre, conflitti tra gruppi sociali dominanti, forte indebolimento o addirittura disgregazione del potere, ecc. La storia delle rivoluzione può fornire una abbondante esemplificazione di questo condizioni oggettive favorevoli. Esse, non essendo influenzabili dal movimento rivoluzionario, per lo meno direttamente ed in modo prevedibile, non rientrano tra gli scopi espliciti del'azione anarchica.

Le condizioni soggettive necessarie ad una rivoluzione sociale libertaria possono essere schematicamente indicate come massimo sviluppo possibile, qualitativo e quantitativo, del movimento anarchico e della presenza libertaria organizzata nel conflitto sociale e massima diffusione possibile della coscienza critica, dello spirito antiautoritario di rivolta.

Quando diciamo massimo sviluppo «possibile» intendiamo ribadire, da un lato che in periodo non rivoluzionario esistono limiti relativamente ristretti alla militanza rivoluzionaria, all'accettazione ed alla stessa comprensione dell'ideologia anarchica ed infine alla pratica del metodo libertario. Dall'altro lato, con la stessa espressione intendiamo sottolineare che questo livello di «saturazione» è necessario perchè la rivoluzione abbia possibilità di sviluppo in senso anarchico, perchè cioè le tendenze naturali degli sfruttati abbiamo la possibilità di emergere, organizzarsi e maturare progressivamente verso forme più avanzate di libertà ed uguaglianza.

Questi dunque gli obiettivi strategici dell'azione anarchica. La

loro quantificazione e collocazione temporale non è possibile. Il tempo necessario allo sviluppo ottimale delle condizioni soggettive per la rivoluzione libertaria (e addirittura la possibilità che ad essa si possa arrivare in un arco di tempo ragionevole) è legato a tali e tanto variabili che ogni previzione può solo riflettere il pessimismo o l'ottimismo di chi la formula. Si può solo dire che, allo stato attuale delle cose, ne siamo ancora lontani ed il compito che ci spetta è enorme.

[...]

21.

E' POSSIBILE tracciare una serie di obiettivi intermedi di tappe successive che definiscano la strategia rivoluzionaria solo nel senso di una progressiva costruzione degli obiettivi finali stessi, cioè di una progressiva realizzazione delle condizioni soggettive favoravoli alla rivoluzione sociale libertaria. In questo, mezzi e fini si identificano e la crescita degli uni corrisponde al graduale perseguimento degli altri.

Questo non nega *ogni* valore rivvoluzionario a tutte le mille lotte particolari con cui gli sfruttati e gli oppressi strappano ai padroni briciole di benessere e frammenti di libertà o difendono queste conquiste. Anzi, è principalmente con la presenza degli anarchici in questi episodi del conflitto sociale che possono maturare le condizioni rivoluzionarie. E' fuori discussione, in ogni caso, che tali lotte, indipendentemente dalla loro validità per il fine rivoluzionario, rivestano *giustamente* grande importanza per le classi inferiori, cui sarebbe insensato chiedere di rinunciare a vivere sin d'ora un po' meglio. Neghiamo però che le conquiste parziali che escono da queste lotte si possano allineare in una progressione che ci avvicina *oggettivamente* alla rivoluzione.

L'intervento degli anarchici in queste lotte è motivato dal valore *soggettivo* (cioè di maturazione sociale dei loro protagonisti) che essere possono avere, soprattutto se si prefiggono obiettivi e si usano metodi *tendenzialmente* libertari ed egualitari. Così, ad esempio, le rivendicazioni che mirano sul luogo di lavoro ad attenuare la disuguaglianza tra i lavoratori hanno valore solo in quanto possono maturare negli sfruttati uno spirito solidale ed una volontà livellatrice, non perchè sia possibile una progressiva eliminazione della disuguaglianza sino ad unificare gli interessi oggettivi dei lavoratori. Esistono infatti margini di disuguaglianza incomprimibili, perchè funzionali al sistema di sfruttamento. Così, anche le battaglie per conquistare maggiori spazi di libertà hanno valore solo in quanto possono accrescere la ribellione antiautoritaria degli oppressi. Anche in fatto di libertà esistono margini indilatabili perchè funzionali allo stato, ed infatti le battaglie in questo campo nei regimi formalmente «democratici» come quello italiano, sono per lo più volte a difendere le libertà esistenti dagli attacchi del potere, sono cioè difensive e

sempre più lo saranno con lo sviluppo totalitario dello stato nelle società industriali avanzate.

L'illusione che vi siano obiettivi e conquiste parziali *oggettivamente* rivoluzionarie è una versione paradossale del riformismo. Essi, proprio perchè parziali e parcellari, sono necessariamente «riformisti», nel senso che possono essere integrati o riassorbiti o deformati dalla dinamica tardo-capitalistica. Ma la coscienza acquisita, la crescita organizzativa extra-istituzionale, ciò che deriva cioè dal *modo* libertario di lottare è quanto interessa gli anarchici. Perchè gli stessi risultati, se ottenuti con la pratica dell'autogestione e dell'azione diretta, avvicinano la rivoluzione libertaria, se ottenuti attraverso la delega ad organismi gerarchici, l'allontanano.

E' questo un caso esemplare della più generale coerenza anarchica tra mezzi e fini che non è scelta moralistica. Tra mezzi e fini, infatti, corrono rapporti di causa-effetto e la scelta dei fini condiziona necessariamente quella dei mezzi così come l'impiego di determinati mezzi porta necessariamente a determinati risultati, qualunque sia la volontà di chi impiega il mezzo. E' dunque idealistico o mistificatorio affermare che il fine giustifica i mezzi. Al contrario, semmai, sono i mezzi che «giustificano» il fine, dal momento che già lo contengono in sè, seppure parzialmente.

Résumé

*Lors de leur assemblée des 20-21 mars 1976, les Groupes Anarchistes Fédérés (une des trois fédérations nationales du mouvement anarchiste italien) ont approuvé un nouveau document programmatique, articulé en une trentaine de points. Nous n'en publions qu'une dizaine : ceux qui nous paraissent offrir le plus grand intérêt pour les lecteurs d'*Interrogations*. Se trouvent ainsi présentées une analyse structurelle et dynamique des pays de type capitaliste avancé, avec des références propres à l'Italie comme contexte géopolitique et comme théâtre de l'ascension de la nouvelle classe dominante technobureaucratique, et une analyse des fins et des moyens de l'action anarchiste, ainsi que des rapports entre eux, c'est-à-dire d'une stratégie.*

Comme il s'agit d'un document et non d'une étude, la présentation est schématique et moins riche que les réalités correspondantes, mais contient néanmoins des éléments méthodologiques non négligeables.

Summary

At the time of their convention of March 20-21, 1976, the Federated Anarchist Groups (one of the three national federations of the Italian anarchist movement) have adopted a new program which sets forth some thirty points. Only ten are published here: those in wich we think our readers will take the greatest interest. Thus are presented a structural and dynamic analysis of advanced capitalist countries, with particular reference to Italy as a geopolitical context and as the theater, on the socioeconomic field, of the rise of a new ruling tecnobureaucratic class; this article also includes an analysis of the means and ends of anarchist action as well as their relation, that is to say a strategy.

Since this is a document and not a study, the presentation is schematic and not as plentiful as the corresponding realities; nevertheless, it offers methodological elements which are not unimportant.

Resumen

*Durante su asamblea, celebrada el 20 y 21 de marzo último, los Grupos Anarquistas Federados —una de las tres federaciones nacionales del movimiento anarquista italiano— aprobaron un nuevo documento programático, articulado en una treintena de puntos. Publicamos sólo una decena: los que nos parecen ofrecer mayor interés a los lectores de *Interrogations*. En ellos se presenta un análisis estructural y dinámico de los paises de tipo capitalista avanzado, con referencias particulares a Italia como contexto geopolitico y teatro de la ascensión de la nueva clase dominante tecnoburocrática considerado como fenómeno socio-económico, junto con un análisis de los fines y de los medios de la acción anarquista, así como las relaciones entre ellos, es decir, de una estrategia.*

Como se trata de un documento y no de un estudio, la presentación es esquemática y menos rica que las realidades correspondientes, pero ofrece no obstante elementos metodológicos nada desdeñables.

Livres à lire / **Books to read**
Libri da leggere / **Libros aconsejados**

Anarchy in action

Colin Ward
George Allen & Unwin — London 1973

The very growth of the state and its bureaucracy, the giant corporation and its privileged hierarchy, are exposing their vulnerability to non-co-operation, to sabotage, and to the exploitation of their weaknesses by the weak.

Políticas de los exilados españoles 1944-1950

José Borrás
Ruedo Ibérico — Paris 1976

Si la década de los años 50 se caracterizó por la estabilización del régimen franquista, la de los años 60 se distinguió por el desarrollo de acciones colectivas de carácter diverso, y a todos niveles, que tuvieron virtud de reactualizar el problema español dándole nuevas dimensiones, al tiempo que colocaban nuevamente en el índice acusatorio al régimen imperante en España. Los sectores del antifranquismo clásico tuvieron en esas acciones participación muy escasa y más bien se debieron a la irrupción en la escena político-social del país de las primeras generaciones que no participaron en la guerra civil y que, a causa del colapso sufrido en los años 50 por parte de los sectores que la hicieron, quedaron desvinculadas de éstos, produciéndose un corte generacional que, a no dudar, tendrá repercuciones —positivas o negativas— en el comportamiento de las organizaciones y partidos clásicos.

« Le Monde » tel qu'il est

Michel Legris
Plon — Paris 1976

Loin d'ignorer la vérité, il la prend en considération pour s'adapter à elle. Loin de s'en écarter, il s'efforce de la serrer au plus près, et d'y adhérer, comme une invisible tunique de Nessus. Loin de la repousser en bloc, il va lui emprunter des éléments. Loin d'être sans rapport avec la vérité, il évoluera en fonction de celle-ci. Il ne va pas nier la vérité : il va la fausser. Il ne va pas la faire disparaître : il va la maquiller.

LIBERO Int'l

News and materials concerning libertarian movements in Japan and East Asia.

N° 3 : Group Profile : Hong Kong 70's Front
The Post-War Korean Anarchist Movement
The New Left in Japan
Asian Anarchism in Western Languages — China

Libero International
c/o CIRA - Nippon SIC
C.P.O. Box 1065
KOBE Japan 650-91

Prière de signaler á la rédaction les projets de traduction et de publication de nos articles. Cela pour éviter les doublons.

Reconstruir, la revista libertaria argentina (Luis Danussi — Casilla de Correo 320 — Buenos Aires) publicó en su núm. 99 —Noviembre-Diciembre 1975—,la traducción de largos extractos del estudio de Nico Berti «L'anarchismo: nella Storia, ma contro la Storia», bajo el título «Sobre historiografía del anarquismo» (**Interrogations**, N° 2, marzo 75).

Cuadernos de Frente Libertario (A. Alvarez — 87, rue de Patay, 75013 **Paris**) publicó «Autopsia de un oportunista». Se trata de «Santiago Carrillo y su mundo político», una serie de textos de Felipe Orero, Carlos Semprún Maura, y de Fernando Gómez Peláez (el texto de este último autor se publicó en el núm. 2, marzo 1975, de **Interrogations**: «Santiago Carrillo o la Historia falsificada»).

«The Recuperation of May 68» (**Interrogations**, N° 2) is published in an english version in **Freedom** — anarchist fortnightly — (848 Whitechapel High street — London E 1) 6 and 20 march 1976. Article by Carlos Semprún-Maura.

A — Rivista Anarchica ha pubblicato (marzo 76) ampi stralci del saggio di René Furth «Minorités ethniques et nationalismes» (**Interrogations**, N° 5). Editrice A — Casella postale 3240 — 20100 Milano.

«Le Monde: de Cunhal en Carrillo» (**Interrogations**, N° 6) de Andrès Dosi fue integralmente reproducido en **Frente Libertario** de abril 76.

A Batalha (rua Angelina Vidal, 17, 2.° Esq.) la publication anarcho-syndicaliste de Lisbonne, a traduit et présenté le texte de Luis Mercier Vega: « La variante militaire de la nouvelle classe » (**Interrogations**, N° 5).

Commission paritaire N° 56737

Imprimé en France
Imp. La Ruche Ouvrière
10, rue de Montmorency, 75003 Paris

Prix : 10 francs

Directeur - Gérant : Georges Yvernel